

Le Monde

idées

Une mutation à négocier sur vingt ans

par ANDRÉ CRUIZIAT (*)

L'important, aujourd'hui, est de faire comprendre au maximum de Français capables de regarder l'avenir en face, que (contrairement à la plupart des discours politiques giscardiens ou mitterrandistes) nous ne traversons pas une crise susceptible d'être maîtrisée en quelques mois ; mais qu'il s'agit d'une mutation de l'ensemble de notre monde, ce qui est d'une tout autre envergure et qu'il convient dorénavant de négocier sur vingt ans, au moins, pour les générations montantes.

On peut regrouper le diagnostic autour de cinq thèmes illustrant chacun une évolution à la fois irréversible et inévitablement coûteuse pour nous, sauf à parler sur les incertitudes de l'histoire.

L'ensemble plaide pour une nécessité : investir plus et consommer moins si l'on entend, dans le nouveau contexte, retrouver des capacités concurrentielles sur les produits et les services qu'il conviendra de vendre aux peuples de la Terre tels qu'ils sont aujourd'hui et deviendront demain.

A chacun d'enrichir ses rappels comme il l'entend puisqu'il s'agit ici uniquement d'énumérer la liste des problèmes inéluctables que le monde d'aujourd'hui pose aux pays industriels occidentaux.

I. - Ce que nous quittons ? - Trente années de croissance (intitulées par J. Fourastié « Les 30 glorieuses ») qui ont vu tripler le revenu des pays du monde occidental, le nôtre compris.

II. - Les faits nouveaux ? - En se limitant aux tendances les plus lourdes, distinctes de l'inflation, du chômage ou des dérèglements monétaires internationaux que l'on peut considérer plutôt comme des effets de moyen terme.

1) Le passage d'une énergie abondante et bon marché à une énergie chère et risquant la rareté. Le pétrole est passé de 2 dollars le baril, après la guerre, à 35 aujourd'hui (avec un dollar approchant les 7 F en 1982). L'accalmie actuelle ne peut nullement être prise pour un gel structurel de cette situation qui demeure grosse de fragilité, notamment politiques, concernant les principaux pays producteurs et exportateurs de pétrole.

2) La disparition du monopole de la fabrication de produits manufacturés, par les seuls pays occidentaux.

L'arrivée du Japon et des nouveaux pays industriels (N.P.I.) qui (étant dotés de faibles coûts salariaux et leur moindre couverture sociale) vont sans cesse accroître, à notre détriment, leur part du mar-

ché mondial. Non seulement dans les produits de « bas de gamme » technique : acier, cuir, textiles, etc., ce qui est déjà fait depuis une décennie, mais dans les gammes moyennes de biens d'équipements et de travaux publics, où les N.P.I. ont atteint le niveau concurrentiel.

3) La nécessité de se placer dans les industries de pointe (informatique, espace, biotechnologie, etc.) domaine où ne demeureront compétitifs dans l'avenir que les seuls États capables de tenir une part notable du marché mondial. Aucun marché intérieur de type européen n'y peut suffire.

C'est dire que la sauvegarde d'emplois et d'un minimum d'indépendance nationale à ce propos ne peut s'assumer qu'au prix de dizaines de milliards de francs d'investissements, pendant une ou deux décennies, dans la recherche et le développement.

A ces investissements lourds concernant la réadaptation industrielle, il convient d'ajouter les coûts sociaux d'un chômage important et durable, sans compter des politiques de conversion professionnelle, devenus indispensables.

4) Les conséquences du poids grandissant des pays en développement par rapport aux pays industriels occidentaux.

Autour de l'an 2000, le rapport démographique entre les pays et les autres franchira le seuil de 5 à 1, en 1960. Les 5 milliards d'habitants des pays en développement comprendront plus de 50 % de moins de vingt ans ; le milliard des pays industriels, une proportion appréciable de plus de soixante.

De bon gré (par l'augmentation volontaire de l'aide et des transferts) ou de mauvais gré (par le biais de dettes impayées, sans compter celles de l'Est européen, de la requête de soutiens de plus en plus exigeants, de la pression des émigrations, etc.) les pays pauvres imposeront vraisemblablement des dépenses de plus en plus élevées aux pays riches.

5) Les contraintes de la défense française et européenne. Le monde est dangereux ; près de cent trente conflits armés ont éclaté depuis la dernière guerre mondiale. L'U.R.S.S., depuis trente ans, investit imparablement 10, 15 % ou au-delà, de son P.N.B. dans l'armement. L'Occident, sauf les États Unis, moins de 5.

(*) Directeur d'un centre de formation aux problèmes internationaux.

Négocier avec l'U.R.S.S. pour une décelération de la croissance des armements implique de le faire en position d'un relatif équilibre stratégique Est-Ouest. Il est donc difficile d'échapper aux préoccupations militaires (et à leurs coûts) pour limiter la poursuite des déséquilibres de tel ou tel pays, modifiant l'équilibre des forces Est-Ouest, et éviter une « finlandisation » future de l'Occident.

C'est dire combien s'ajoutent, pour tous les observateurs du monde, les raisons de transférer les revenus de notre haute consommation vers des investissements intelligents susceptibles de renouveler nos chances de compétitivité et favoriser l'essor économique de nos éventuels clients.

III. - Les chances à saisir. - Sur le total de 4 milliards 200 millions d'habitants de notre planète en 1979, 3 milliards 600 millions vivent au-dessous d'un niveau de revenus estimé à 7 500 dollars par tête et par an (dont 2 milliards et demi, au-dessous de 750). Nous sommes parmi les populations vivant, en moyenne, au-dessus de 10 000 dollars. Est-ce l'apocalypse de quitter ce niveau de consommation pour sauver les chances réelles de notre avenir, alors que de s'y cramponner revient à perdre encore plus sûrement et les chances d'avenir, et le niveau de consommation ?

Ces chances tiennent dans ce fait considérable : le monde franchira le seuil de 6 milliards d'habitants vers l'an 2000 et poursuivra encore cette croissance dans les décennies qui suivront. C'est dire l'immensité des besoins en nourriture, santé, logements, communications, développement, etc., auxquels le monde devra faire face. La chance des français sera d'être parmi ceux qui acceptent de courir parmi tous ces mondes, pour tirer notre outil économique et culturel au service de cette exaltante entreprise.

C'est dire que si une vue plus claire de l'environnement international ne révoque pas les choix sévères qu'elle implique une politique intérieure adéquate, elle demeure la justification la plus convaincante pour s'y résoudre.

En fait, ces réalités s'imposent depuis 1974. Mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Sachons enfin que si nous voulons rebondir dans les 20 années qui viennent, la nécessité historique d'une austérité s'impose dès maintenant.

La première condition pour l'exporter dans une guerre - fût-elle non sanglante - s'est toujours mesurée à la capacité de s'en donner les moyens !

Le contrôle social des prix reste à inventer

par J.-F. DELORME (*)

Depuis le lundi 14 juin, les personnels de la Direction générale de la concurrence et de la consommation relèvent les prix dans les magasins et veillent au respect des mesures de blocage décidées par le gouvernement.

Depuis plusieurs années, le syndicat C.F.D.T. de cette administration, partant de la pénurie du métier de contrôleur, s'interroge sur l'efficacité des politiques en matière de prix.

I. - Les difficultés d'un blocage

Un blocage ralentit la diffusion des hausses mais ne peut empêcher certains prix de monter : à l'extérieur l'inflation existe et nous ne vivons pas en autarcie. Ainsi, pour d'excellentes raisons, il est nécessaire de prévoir dès le départ des exceptions dont la liste est déjà longue.

Déclarer un blocage est facile : la première difficulté est de le faire respecter et la deuxième d'en sortir. Les moyens de tourner un blocage sont nombreux :

Fraude classique : - Augmenter les prix avant le passage du contrôleur.

- Non-communication des listes de prix obligant à faire des relevés alors que certains magasins contiennent plus de vingt mille articles.

Cela est facilité par le nombre ridicule de contrôleurs : pour le département de Paris, soixante-trois contrôleurs pour plus de trois cent mille points de vente.

Pendant deux semaines, pour les relevés, vingt mille fonctionnaires se sont intéressés à dire : depuis le 27 juin, les mille quatre cents contrôleurs de la Direction de la concurrence sont seuls.

De plus, le blocage s'accompagne pour les produits frais et les importations de réglementations particulières. Ces mesures supposent des contrôles souvent plus complexes qu'un contrôle de blocage.

L'économiste S. C. Kolm, partisan du contrôle des prix, estime que pour être efficace celui-ci nécessite l'intervention de soixante mille agents. Même en tant que syndicalistes, tout en soulignant l'insuffisance criante de nos effectifs et moyens matériels, nous ne souhaitons pas un tel renforcement de notre administration, car blocage et taxation généralisés, probablement nécessaires, sont difficilement envisageables sur une longue période.

De notre expérience de la réglementation des prix, nous tirons la conclusion qu'une réglementation pour être efficace doit être assez simple pour que le consommateur puisse en vérifier l'application.

La proposition des organisations de consommateurs, au dernier Comité national de la consommation, de création de comités d'information sur les prix pourrait aller dans ce sens.

II - Le 1^{er} novembre 1982

Le problème de fond d'un blocage est la sortie. Pour éviter des rattrapages, il est déjà prévu deux types de mesures : les accords de régulation et la taxation :

- Les accords de régulation sont, pour l'instant, la base de la politique contractuelle de M. Delors. Pour tant, leurs inconvénients sont multiples : augmentations en pourcentage, négociations administration-professionnels, programmation de hausses très tôt dans l'année, absence de sanctions.

Notre expérience nous a montré qu'une réglementation ne peut se faire valablement entre les professionnels défendant des intérêts bien tangibles et l'administration représentée par l'Intérêt général est souvent flou, lointain et parfois acquis aux idées patronales. Toute négociation en matière de prix devrait opposer : patronat d'une part, consommateurs et syndicats de l'autre, l'administration jouant le rôle d'arbitre. Cette proposition n'a rien d'utopique, ce dispositif est analogue à celui prévu par la loi Quilès sur les loyers.

- La taxation : parfois nécessaire, elle provoque le plus souvent un alignement par le haut. Nos propres enquêtes récentes, mais restées confidentielles, ont montré que le prix réglementé était celui qui performait de vivre. Toutes les autres entreprises pratiquant elles aussi le prix réglementé empêchent des surprofits. Ce n'est pas un boulanger, maintenant célèbre, de La Ciotat qui nous contredira.

M. Delors répète que la liberté est un principe, mais que tous les abus doivent être sanctionnés. Malheureusement, la réglementation en matière d'abus (A. M. N° 73.49 P) est à peu près inopérante. Ce texte ne s'applique qu'à la distribution, et la marge abusive est déterminée par comparaison avec la marge habituellement pratiquée dans les mêmes commerces pour des produits identiques.

De ce fait, ce texte qui existe depuis 1973 n'a pu être utilisé plus de deux cents fois.

Nous considérons, pour sortir du blocage, qu'il est possible d'élaborer une réglementation plus cohérente qui éviterait l'alignement par le haut de la taxation.

Les mesures prises prévoient à la fois le blocage des prix et des salaires. Si à la sortie du blocage, on considère que prix et salaires doivent être liés, il est temps d'utiliser l'article L. 432.4 dernier alinéa du code du travail :

« Les comités d'entreprise sont habilités à donner des avis sur les augmentations de prix. Ils peuvent être consultés par les fonctionnaires chargés de la fixation et du contrôle des prix. »

Ce texte n'est pas un « droit nouveau ». Il date de 1945 !

III. - Des réformes de structures

Le blocage des prix maintient en l'état l'ensemble de l'appareil de production et de distribution. Pourtant, chacun s'accorde à considérer que des réformes de structures sont nécessaires.

L'introduction de ces réformes suppose la connaissance des mécanismes de formation des prix, des circuits de distribution et des marchés. Ce type d'étude a été entreprise depuis un an par la Direction de la concurrence, mais, semble-t-il, détournée de son objectif par l'ancien directeur général, M. Blanc.

Ce type d'étude permettrait de faire apparaître les circuits excessifs, les marges abusives, les rentes de situation, les gaspillages et les indexations incohérentes.

Une fois ces études faites, il faut la volonté politique de changer ces situations contre tous les corporatistes.

Hormis cet aspect, connaissance de la formation des prix, on pourrait envisager :

- Le développement de l'information du consommateur :

Le consommateur idéal, selon la libre concurrence, qui court dans tous les magasins pour faire des comparaisons est une vue de l'esprit ; on suppose que le temps n'a aucune valeur. Le projet de M. Laumière, du Centre d'observation des prix, indiquera au consommateur une moyenne (le premier quartile), pas un magasin. Le consommateur, si on lui en donne les moyens, peut exercer une pression anti-inflationniste sur l'extrémité de la chaîne de distribution.

Pour éviter les ravages du principe plus le prix est élevé plus la qualité est bonne, on pourrait dans certains secteurs rendre obligatoire l'affichage du prix d'achat à côté du prix de vente. Une réglementation de ce type a existé en 1947 pour les fruits et légumes.

- En matière de concurrence : le texte sur les contrôles de concentration n'a pu être utilisé que deux fois depuis qu'il existe.

Pour que le consommateur ait une quelconque influence sur le niveau des prix, il ne faut pas que la concurrence se fasse par des artifices. Dans cette optique, on pourrait :

- Limiter la publicité dans le coût d'un produit (c'est le consommateur qui la paie) ;

- Augmenter la durée de vie des produits ;

- Empêcher les pièges de la distribution : marge unique par rayon pour mettre fin aux prix d'appel, connaissance des marques et sous-marques pour un produit identique.

M. Jospin a estimé récemment que l'inflation était le résultat de la lutte des classes : le contrôle social des prix reste à inventer. Nos diverses propositions en matière de prix, de concurrence et de consommation vont dans ce sens.

Contrôle démocratique, contrôle populaire ou contrôle social : peu importe la formule, il est temps que la société en général et les consommateurs en particulier prennent en charge le problème des prix autrement qu'en disant, ainsi que le montrent les sondages : « L'Etat n'a qu'à les bloquer. »

(*) Secrétaire général du syndicat C.F.D.T. de la concurrence et de la consommation.

Crise

Les vacances ne font pas disparaître la crise économique. André Cruiziat demande qu'on en mesure bien l'enjeu : pour lui, il s'agit d'une mutation de l'ensemble de notre monde à essayer de négocier sur vingt ans, au moins, pour les générations montantes. Jean-François Delorme souligne la difficulté du blocage des prix aussi longtemps qu'un véritable contrôle - démocratique, populaire ou social - n'est pas mis en place. M. Varlin réplique à Christian Beullac, qui voyait dans l'exportation la clé de tout, qu'à l'affaiblissement de notre compétitivité il faut ajouter comme élément négatif une insuffisante créativité. Enfin, René Chalande répond à Paul Boccarda sur les nouveaux critères de gestion.

Le Monde

RÉPLIQUES A...

PAUL BOCCARDA

Gérer autrement, pourquoi ?

M. René Chalande nous écrit à propos de l'article de Paul Boccarda, « Gérer autrement, pourquoi ? » (Le Monde du 2 juin 1982) :

Il peut certes y avoir excès stérile et nocif de l'accumulation des moyens matériels destinés à remplacer la main-d'œuvre, mais le rapport synthétique nouveau proposé par P. Boccarda, soit V.A./C. (Valeur ajoutée/Capital matériel et financier) est-il pour autant favorable au développement équilibré qui est souhaité ?

Il est vrai que P. Boccarda considère que la croissance du rapport V.A./C. doit se faire au moyen de la croissance simultanée de V.A. et de C., ce dernier ne croissant pas trop vite pour éviter les gaspillages.

Mais le fait de fixer les idées sur un rapport ou un taux comporte des risques, entre autres celui d'être pris à la lettre. V.A./C. en effet ne sera jamais aussi élevé que lorsque C. tendra vers 0 et V.A. vers l'infini, c'est-à-dire lorsque tous les travailleurs produiront les richesses au moyen d'outils individuels, pendant des journées de travail de seize heures, et si possible, six jours sur sept... Ce serait là la sortie de la crise, mais à reculons.

La formule adéquate

Il est donc indispensable que l'indice choisi comme référence reflète fidèlement le nouveau développement souhaité. La formule adéquate semble être V.A.X.I.P./C. (I.P. étant l'indice de productivité), ce qui peut se traduire par V.A./C. x N. (N. étant l'effectif de la main-d'œuvre). Cet indice, qui peut être pondéré par branche (toutes les branches ne requérant pas la même intensité capitaliste, c'est à dire C./V.A.), devrait être le plus élevé possible.

Les aides de la collectivité publique seraient attribuées proportionnellement, et la fiscalité sur les entreprises, y compris les « charges sociales », devrait être inversément proportionnelle à la valeur de cet indice, afin d'orienter les choses dans la bonne voie.

CHRISTIAN BEULLAC

Relance par l'exportation

M. Varlin, cadre de l'Institut électronique, nous écrit à la suite de l'article de Christian Beullac (Le Monde du 3 juin) :

Les problèmes économiques deviennent de plus en plus angoissants. Est-ce cette angoisse qui fait fleurir un délire d'opinions dont certains, le moins que l'on puisse dire, est qu'elles reflètent une vision économique totalement erronée !

M. Christian Beullac, quant à lui, énonce tranquillement un certain nombre de contre-vérités assez effrayantes assurées, bien entendu, d'un certificat de bonne conduite. Il commence par expliquer que la relance par la consommation intérieure a échoué et que la relance par l'investissement « n'est pas une fin en soi ».

D'après lui, le remède absolu est d'exporter et il explique longuement les avantages de cette politique allant jusqu'au besoin de dire « exporter, ce n'est pas, comme certains pourraient le penser, produire pour d'autres ».

Vous avez bien compris, M. Beullac estime que les entreprises françaises ne veulent pas exporter et que certains chefs d'entreprise sont tellement obtus qu'ils refusent de céder aux étrangers leurs précieuses marchandises. Allons, Messieurs, ne refusez pas de vendre à tous ces acheteurs qui se bousculent pour acquérir vos produits !

La réalité est, malheureusement, tout autre car le vrai problème réside d'une part dans notre compétitivité qui s'affaiblit constamment mais encore plus par le fait que nous ne sommes plus capables de concevoir et de fabriquer un large éventail de produits nouveaux. Or, ces produits nouveaux (vidéo, informatique, bureautique, etc.), sont précisément ceux qui connaissent le plus grand essor. M. Beullac peut étaler sa satisfaction pour le passé mais c'est néanmoins sous le signe de l'ancien pouvoir que, par exemple, notre plus grande firme d'électronique est

devenue le plus gros distributeur de produits japonais (magnétoscopes, bifi, etc.).

Par ailleurs, M. Beullac exprime sa plus vive répugnance pour les procédés d'ajustements monétaires en tant que palliatif à des manques de compétitivité. C'est une question de point de vue et de classement de priorités. On est en train, actuellement, d'enfermer le pouvoir dans le complexe de la valeur de la monnaie comme si cela était le critère essentiel de l'économie. La défense de la valeur d'une monnaie est simplement une donnée parmi beaucoup d'autres. D'autre part, si cette défense s'effectue par les moyens utilisés actuellement, c'est-à-dire régression économique, taux d'intérêts élevés, il n'est pas sûr du tout qu'elle réussisse, bien au contraire...

En effet, du point de vue strict de l'industrie, la diminution de production est un facteur d'accroissement des coûts unitaires ainsi d'ailleurs que le taux d'intérêts élevés. Au risque de choquer beaucoup de monde, on peut dire que, dans une économie moderne, la défense de la monnaie par la récession est objectivement inflationniste. Ce qui est sûr, en tout cas, c'est que cette méthode de régulation est basée sur l'accroissement de la misère des entreprises et des travailleurs.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs : Robert Bouvry-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)
Impression : du Monde - 5, rue des Italiens PARIS-IX
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

LE MONDE

Après les élections de 1981, le monde a connu une période de relative stabilité. Les tensions internationales ont diminué, et les économies ont commencé à se redresser. Cependant, des défis restent à relever, notamment en matière de développement et de justice sociale.

Une enquête

Une enquête approfondie sur les conditions de vie dans les zones urbaines défavorisées. Les résultats montrent une détérioration continue des infrastructures et un manque de services de base. Les habitants expriment un profond désespoir et appellent à une action urgente des autorités locales.

Abou Nidal : un professeur du terrorisme

Portrait d'Abou Nidal, figure controversée du mouvement révolutionnaire. Ses actions ont inspiré de nombreux groupes terroristes à travers le monde. Ses méthodes, bien que violentes, ont été considérées comme efficaces par certains de ses partisans.

Le monde

Le monde est en pleine mutation. Les technologies avancées transforment nos modes de vie et de travail. Cependant, ces progrès s'accompagnent de nouvelles formes de discrimination et d'exploitation. Il est urgent de repenser nos structures sociales et politiques pour garantir une croissance inclusive.

Le monde

Le monde est en pleine mutation. Les technologies avancées transforment nos modes de vie et de travail. Cependant, ces progrès s'accompagnent de nouvelles formes de discrimination et d'exploitation. Il est urgent de repenser nos structures sociales et politiques pour garantir une croissance inclusive.

Le monde

Le monde est en pleine mutation. Les technologies avancées transforment nos modes de vie et de travail. Cependant, ces progrès s'accompagnent de nouvelles formes de discrimination et d'exploitation. Il est urgent de repenser nos structures sociales et politiques pour garantir une croissance inclusive.

Le monde

Le monde est en pleine mutation. Les technologies avancées transforment nos modes de vie et de travail. Cependant, ces progrès s'accompagnent de nouvelles formes de discrimination et d'exploitation. Il est urgent de repenser nos structures sociales et politiques pour garantir une croissance inclusive.

contrôle social des
reste à inventer

Le Monde

L'attentat de Paris

LE MONDE POLITIQUE S'ASSOCIE AU DEUIL DE LA COMMUNAUTÉ JUIVE FRANÇAISE

Après les révélations de M. Gaston Defferre, mardi, sur la marque identique des armes utilisées lors de la tuerie de la rue des Rosiers et de deux autres attentats, revendiqués par le groupe dissident palestinien d'Abou Nidal et commis à Vienne en août 1981 et à Londres en juin dernier, aucun élément nouveau n'était apparu, mercredi matin, dans l'enquête policière.

Pins d'un millier de personnes avaient répondu, mardi 10 août au soir, à 18 h 30, à l'appel du Collectif des mouvements sionistes de France et s'étaient rassemblées avenue Maignon à Paris 8^e, au coin de la rue Rabelais — bloquée par la police, — où se trouve l'ambassade d'Israël.

Vers 18 h 30, aux cris d'« Israël vaincra » et « Au bureau de l'O.L.P. ! » la majorité des manifestants refusait de se disperser et remontait dans le calme les Champs-Élysées jusqu'à la hauteur de la rue La Boétie, où elle faisait un sit-in devant des cordons de police avant de se disperser dans le calme vers 20 h 30.

Sous la présidence de M. François Mitterrand, un conseil restreint consacré à la sécurité doit examiner, mardi 17 août, à l'Élysée, les résultats de l'enquête. Après avoir affirmé, mardi, que « Paris n'était pas devenu une plaque tournante du terrorisme international », le ministre de l'Intérieur a indiqué que le « groupe des cinq », créé pour lutter contre le terrorisme

international et qui comprend en réalité six pays (France, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, Autriche, Suisse et Italie) se réunira au mois de septembre à Bonn.

Un office solennel devait avoir lieu, ce mercredi 11 août, à 18 heures, à la grande synagogue de la rue des Victoires à Paris (4^e), après la fusillade de lundi, rue des Rosiers. De nombreuses personnes, politiques, religieuses et syndicales devaient assister à cette cérémonie ainsi qu'au rassemblement organisé à 20 heures au Mémorial du juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier (4^e). MM. Manroy et Chirac devaient notamment s'associer au recueillement de la communauté juive.

APRÈS LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Une enquête bousculée par la politique

(Suite de la première page.)

La déduction n'est pas innocente, et le raisonnement qui prévalait à sa divulgation rapide est d'abord politique. Elle conforte en effet la thèse, chère au ministre de l'Intérieur, qui différencie le terrorisme interne du terrorisme importé de l'étranger, les actions à la logique nationale de celles relevant d'une sorte de fatalité internationale. La signature du groupe d'Abou Nidal confirmerait que, depuis le 10 mai 1981, la France est d'abord victime des secondes et que la reconnaissance des actions terroristes ne vient pas d'un prétendu « laxisme » gouvernemental, mais d'une offensive nouvelle du terrorisme international, plus ou moins manipulée et tendant à déstabiliser notre pays et son pouvoir socialiste.

Cependant, M. Defferre est sans doute allé trop vite en besogne. Hypothèse n'est pas preuve, même si la présomption peut être ici sérieuse. En outre, éclairé de M. Yasser Arafat et de la ligne majoritaire de l'O.L.P., qu'il juge trop modérée, Abou Nidal n'a sans doute pas d'opinion sur les divergences que sous forme de règlements de compte, d'assassinats et d'actions antisémites. Son groupe est responsable de la mort de MM. Said Hammami, Ali Yassine, Esmidine Kalk, Naim Kader, respectivement représentants de l'O.L.P. à Londres, Koweït, Paris et Bruxelles. Enfin, récemment, certains proches de Fadi Dani, directeur adjoint de l'O.L.P. à Paris, asse-

ché le 23 juillet dernier, ont accusé Abou Nidal d'avoir commandité ce meurtre.

Sinistre tableau de chasse, qui dit à la fois beaucoup et peu. Beaucoup sur la détermination de ce groupe terroriste. Peu sur ses véritables commanditaires. Au profit de qui agit Abou Nidal, dont les alliances ont varié depuis 1973 ? Qui le manipule ? On se perd ici en conjectures. Réfugié d'abord à Bagdad, où il représentait l'O.L.P. jusqu'en 1978, il mit son organisation — le « conseil révolutionnaire » — au service des vagues trahisons, multiplicité des actions de commando antisémites. Mais le vent tourne en 1978, à la faveur d'une réconciliation entre l'O.L.P. et le régime de Bagdad, et voici Abou Nidal réfugié chez ses ennemis d'hier, en Syrie. Il vivrait toujours à Damas.

Aucune piste à négliger

Ce n'est cependant là que l'apparence et la logique tortueuse des actions terroristes ne peut s'y réduire. « Dans ce genre d'affaire, interpréter l'autre ne suffit pas, il faut aussi se défendre », confie un magistrat familier de ces dossiers. Or, il ne suffit sans doute pas, comme l'a fait M. Issam Sartout, conseiller personnel de M. Yasser Arafat (le Monde du 22 janvier 1982), de s'en tenir à la règle simpliste : tous nos ennemis sont forcément amis. « Contrairement aux apparences », avait-il déclaré, « Abou Nidal n'est pas un maximaliste du front de refus mais un ré-

gret qui s'est mis au service d'Israël ».

En somme, bien que la piste Abou Nidal soit très sérieuse, les déclarations de M. Defferre combinent quelques peu précipitées au regard de l'état d'une enquête qui se révèle probablement longue et difficile, l'utilisation d'un même stock d'armes ne suffit pas à dire l'origine et la motivation des tirs et de leurs commanditaires. Les hypothèses trop rigoureuses entre réseaux terroristes nationaux et internationaux, et au sein de ces derniers, peuvent paraître formelles tant la coopération des uns et des autres n'est pas à exclure a priori. Ainsi, l'enquête sur l'attentat de la rue Copernic a-t-elle renforcé les hypothèses sur les liens de travail pouvant exister — des « services » en échange d'un soutien logistique — entre groupes terroristes arabes et l'Asala et groupes dissidents palestiniens. Ainsi encore, l'enquête sur l'assassinat à Paris, le 3 avril dernier, du diplomate israélien Yakov Barzuchanov a-t-elle conduit la police à s'interroger sur les liens du groupe français Action directe avec des organisations terroristes étrangères.

Question qu'on ne saurait sans doute renvoyer, chez les policiers, les deux attentats commis le week-end dernier contre une banque et un magasin ainsi que celui perpétré dans la nuit de mardi à mercredi contre un immeuble de bureaux à Paris, et tous revendi-

qués par Action directe, au nom de la lutte contre Israël. Toutefois, une interpellation de luit militants d'Action directe, mardi matin, dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de la rue des Rosiers, n'a, semble-t-il, pas permis de préciser ces soupçons. Sept d'entre eux ont été relâchés dans la nuit de mardi à mercredi.

« Aucune piste n'est à négliger », continuent d'affirmer les enquêteurs, qui rappellent que l'élément objectif utilisé par M. Defferre — la similitude d'armes — ne constitue pour l'instant qu'un indice d'une identification des auteurs de l'attentat.

EDWY PENE.

● Un déséquilibré interpellé chez M. Goldenberg. — Un inconnu habillé en religieux israélien a été interpellé par la police, le mardi 10 août vers 20 heures, dans le restaurant de M. Jo Goldenberg, rue des Rosiers, où se tenait la tuerie de lundi. Intrigué par son comportement, M. Simon Goldenberg, le frère du propriétaire, a découvert dans une sacoch dissimulée sous un chapeau un revolver à barillet. On s'aperçut plus tard que celui-ci n'était en fait qu'une arme factice. Il semblerait que cet homme soit un déséquilibré. Enquêtant pendant trois heures par les policiers du commissariat du quatrième arrondissement, il a été finalement remis en liberté.

M. DEFFERRE ANNONCE UNE RÉDEFINITION DU DROIT D'ASILE

M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, a fait allusion, mardi 10 août, à des entretiens qu'il a eus avec le premier ministre et le garde des Sceaux, portant sur le droit d'asile.

Faisant référence à une rédefinition plus précise de ce droit, le ministre a indiqué : « La France doit demeurer une terre d'asile. L'asile doit être accordé à ceux qui ont subi des persécutions ou qui ont été refoulés à nos frontières », a-t-il encore précisé.

« J'ai d'ailleurs part donné des instructions aux responsables des services de police de prendre partout contact avec les populations juives afin de les rassurer et d'assurer leur sécurité matérielle et morale », a poursuivi M. Defferre.

DEUX BLESSÉS SONT TOUJOURS DANS UN ÉTAT GRAVE

La sixième personne tuée lors de l'attentat a été identifiée. Il s'agit d'une touriste américaine, Mme Grace Cutler, âgée de soixante-six ans, et non comme nous l'indiquions dans nos éditions datées du 11 août — sur la foi d'informations de source policière — de Mme Morse. Deux citoyens américains ont donc été tués et deux autres blessés : M. David Van Zanten, trente-huit ans, et Mme Eva Shure, soixante-trois ans.

Ce 11 août, douze personnes restaient hospitalisées dans huit hôpitaux parisiens. La plupart ont subi une intervention chirurgicale nécessaire par des lésions thoraciques ou abdominales. Deux blessés sont dans un état grave. L'un est dans un service de réanimation. L'autre est dans le coma — dans un état stationnaire et critique —, estime-on à l'Assistance publique de Paris.

Le Monde
dossiers et documents

Numéro de juillet-août-septembre

L'IMPOT DES FRANÇAIS LE TEMPS LIBRE

Le numéro : 5 F

Abonnement un an France (10 numéros) : 50 F

A Paris, devant chez Goldenberg

Le réflexe du ghetto

Comment montrer son courage, après un grand malheur, si ce n'est en reprenant très vite, même au se forçant, le cours de la vie quotidienne ? Au lendemain de la tuerie, la rue des Rosiers s'efforça de ne rien laisser paraître, ou presque, de sa colère. Le rythme tranquille, ralenti, d'un jour d'été, tient lieu de deuil.

Quelques magasins seulement sont restés fermés marquant par voie d'affichettes la « solidarité » de leurs propriétaires avec les victimes de la veille. Les autres marchands sont à la tâche, même le boucher, le coiffeur ou le vendeur de sandwiches orientaux qui avaient vécu, lundi, peu après 13 heures, des minutes d'angoisse. C'est à peine si les commerçants jettent un coup d'œil furtif, un peu anxieux, aux silhouettes qui se penchent à leurs vitrines. Au n° 14, une femme lave à grande eau la cour d'immeuble où avaient été soignés les blessés. Des voisins la saluent, essaient une plaisanterie, comme si le souvenir, aussi, devait s'effacer. « C'est une manière très ashkénaze de réagir », explique un des libraires de la rue. Les juifs du quartier ont retrouvé un réflexe ghetto, comme avant, leurs parents à l'est de l'Europe, une façon de se rapatrier sur soi, d'intérioriser leur souffrance.

Le ton est donné par la famille Goldenberg elle-même et par ses proches. Symbole de la vie communautaire israélienne dans le quartier, devenu par la fois des armes un lieu martyr, le charcuterie-restaurant a déjà retrouvé son aspect d'avant le drame. Des vitrines s'efforcent à remplacer les fenêtres brisées par les balles. Les employés servent les clients derrière le comptoir de la charcuterie, et, pour que la rue sache bien que le terrorisme assaille ne peut rien contre l'espérance, on a collé

une affichette près de la porte.

« La vie vit toujours... » M. Goldenberg, le plus visé, veut être celui qui saura apaiser la rue des Rosiers. Ses amis reprennent les israéliens étrangers au quartier, sourient à ceux qui pleurent encore, offrent une chaise à une vieille dame qui tremble à l'évocation des « nouveaux malheurs de la maison d'Israël », doivent encore calmer des jeunes gens, des milieux ashkénazes, qui rêvent d'en découdre.

« A qui en voulez-vous, leur demande un familier du restaurant. Aux Palestiniens, à la presse française, à Mitterrand ? Nous ne pouvons pas rester là avec toutes ces amertumes au cœur. » Un homme, arrivé en cyclomoteur, rappelle, à qui veut l'entendre, qu'« un juif ne peut compter que sur lui-même ». On fait cercle autour de son engin pour approuver. « C'est vrai, dit une mère de famille, il en a toujours été ainsi. Dans les ghettos, au Ver' d'Hiv', dans les camps de concentration, lors de l'attentat de la rue Copernic, hier encore. » Il y a bien des divergences, mais sur ce que la foule, à ce carrefour de la mémoire, juge ce jour-là secondaires. Les idéologies, les tendances politiques, les nationalités françaises, ses origines géographiques, la difficulté pour une démocratie de se garder du terrorisme, etc. Son inquiétude se résume finalement : « Les juifs resteront toujours dans l'incertitude du lendemain », explique un intellectuel. « Vous avez raison, monsieur, nous ne connaissons jamais le repos. » Chacun exprime cette idée-force à sa façon, mais la somme des réflexions finit par constituer, tout au long de l'après-midi, une sorte de plainte, de chant funèbre, autour des vitrines de Jo Goldenberg.

PHILIPPE BOGGIO.

A Strasbourg

« Nous avons déjà tant payé... »

De notre correspondant

Strasbourg. — « Il y aura un ourage demain soir à la synagogue. » Cet appel anonyme, enregistré lundi soir peu avant 20 heures par le SAMU de Strasbourg, a jeté l'émoi dans la communauté israélienne de la capitale alsacienne. Communauté qui s'apprêtait à célébrer, mercredi 11 août, à 18 heures, à la synagogue de la Paix, « dans la dignité et le calme » un office solennel à la mémoire de toutes les victimes de « l'attentat antisémite » perpétré à Paris. À l'indignation ont immédiatement succédé l'inquiétude et l'angoisse parmi les quinze mille membres de la communauté — trois Strasbourgeois sur cinquante sont de religion israélienne — qui cache sa douleur, son deuil mais aussi sa colère, derrière les lourdes fenêtres des immeubles wilhelmiens des quartiers résidentiels, entre l'allée de la Roberteau et l'avenue de la Paix, où habitent beaucoup d'entre eux. Anxiété que renforce une crainte réelle, surtout dans les communautés de la banlieue strasbourgeoise. Il y a quelque temps déjà, M. Claude Lederer, rabbin de Bischheim, confiait en privé : « Nous nous sentons menacés dans notre existence même. J'étais de ceux qui faisaient la différence entre l'antisémitisme et l'anti-

sonisme. Aujourd'hui, je ne suis plus. Nous avons peur. » Certes, parmi les responsables du consistoire israélien on se refuse à toute dramatisation. « Il ne s'agit que d'une plaisanterie odieuse. » Bien sûr, dès lundi après-midi, le dispositif de sécurité en place autour des synagogues, des écoles et de la vingtaine d'établissements ou d'institutions tant ashkénazes qu'ashkénazes de Strasbourg, a été renforcé. Les gardes statiques des policiers ont été doublés et une surveillance par patrouilles a été instaurée. Mais la plupart des juifs de Strasbourg restent inquiets. D'autant qu'ils savent que des plans d'attaque de synagogues associées viennent d'être découverts dans certains quartiers généraux palestiniens du Liban. Assise sur un banc public, aux Contades, ce parc qui cerne la synagogue de la Paix, une grand-mère aux cheveux blancs ne cessait de se lamenter en un yiddish parfaitement compréhensible pour la majorité des Alsaciens qui passent par là : « Que va-t-il encore nous arriver, nous qui avons pourtant déjà tant payé de par le passé... »

JEAN-CLAUDE PHILIPP.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résident à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

L'ATTENTAT

DE LA RUE

LA PRESSE EN

L'intervention du premier ministre israélien suscite des réactions négatives à Paris

En menaçant d'appeler les jeunes juifs de France à « assurer la défense des leurs », M. Begin a pris le risque de dessouder le front de la solidarité qui s'est constitué, autour de la communauté israélienne, au lendemain de la tuerie de la rue des Rosiers. En outre, il met en difficulté les représentants de la communauté elle-même, au moins ceux qui expriment le souci de ne pas associer cette communauté, en tant que telle, à la politique du gouvernement israélien. Ces derniers soulignent toutefois que la présentation de l'action israélienne au Liban a pu être entachée de relents d'antisémitisme.

M. Jacques Toubon, député (R.P.R.) de Paris, ne va pas jusque là. Mais il note que l'antisémitisme progresse, ces progrès n'étant pas limités à la France. Seul parmi les responsables politiques que nous avons interrogés, M. Toubon ne parle pas d'ingérence dans les affaires intérieures françaises. Le député de Paris juge « excessive » la menace de M. Begin, « compte tenu de l'état de

l'opinion publique française et des positions du gouvernement », mais il considère que les propos du premier ministre israélien « comportent une part de vérité ». Il explique cette réaction par « le tête-à-tête effectué, selon lui, par la diplomatie française vis-à-vis d'Israël ».

L'ingérence est le thème dominant des réactions politiques. C'est ainsi que M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du P.S., a qualifié la déclaration de M. Begin. « Alors que nous tentons de dépassionner le débat, des propos de ce genre peuvent provoquer des réactions antisémites », a-t-il souligné.

Le P.C.F. fait la même analyse. M. René Le Guen, membre du bureau politique, nous a déclaré, mercredi matin 11 août, que les propos de M. Begin constituent « une ingérence indécente et intolérable dans les affaires françaises, surtout de la part d'un homme qui écrase le Liban sous les bombes et fait couler le sang à Beyrouth ». M. Le Guen a estimé que, lors du voyage

du président de la République en Israël, le chef du gouvernement israélien avait déjà eu un « comportement grossier ». Il a souligné que « ceux qui militent pour la paix au Liban » ne se laisseront pas « intimider » par cette « tentative de les assomier à des terroristes » et par cet appel au « développement de la violence et de la haine ».

Enfin M. Didier Bariani, président du parti radical socialiste, a jugé également « inacceptable » que l'on puisse dicter à la France ce qu'elle doit faire. En outre l'ancien député U.D.F. de Paris a estimé que donner une suite favorable aux propos de M. Begin conduirait la France à s'organiser en milices ethniques, et donc à se disloquer.

Quant au gouvernement, il n'a pas réagi et n'a pas l'intention de le faire afin d'éviter de donner aux Israéliens et aux phalangistes libanais le moindre prétexte de nature à disqualifier la France. Celle-ci subordonne tous ses faits et gestes à la réussite des négociations sur l'évacuation des Palestiniens de Beyrouth.

M. BEGIN : « Je n'hésiterai pas à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des juifs »

De notre correspondant

Jérusalem. — Réagissant à son tour après l'attentat de la rue des Rosiers, M. Menahem Begin a repris à son compte les accusations les plus sévères portées en Israël contre M. François Mitterrand — sans le désigner nommément — contre son gouvernement et la presse française. Mais il y a ajouté une menace, celle d'inciter la communauté juive à recourir à l'autodéfense.

Lors du conseil des ministres, réuni mardi à Jérusalem, le premier ministre a déclaré : « Le crime qui a été commis au cœur de Paris est la conséquence de l'attitude délibérée et antisémite — qui est aussi antijuive — dans la presse et dans l'ensemble des médias français. De nouvelles attaques ont été lancées contre le peuple juif, comme au temps de l'offensive Dreyfus ». M. Begin a ajouté : « Je suis fier d'être le premier ministre d'un Israël démocratique, mais comment puis-je être un juif ? » et les autorités françaises ne préviennent pas les manifestations nazies et le meurtre des juifs par la seule raison qu'ils sont juifs, je n'hésiterai pas à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des juifs et leur dignité. » Selon le journal Haaretz, le ton d'un premier projet de déclaration était encore plus virulent, mais le ministre de l'énergie, M. Itzhak Mordechai, aurait réussi à convaincre

le premier ministre de « modérer » sa réaction. Tout d'abord, en effet, M. Begin aurait envisagé notamment de proposer qu'Israël envoie des armes aux organisations juives françaises. Dans leur édition de mardi, les deux journaux du soir, Maariv et Yedioth Aharonot, ont largement commenté les événements survenus la veille à Paris. Maariv estime, comme la plupart de ses confrères, que les prises de position du président Mitterrand en faveur de l'O.L.P. ont encouragé les auteurs de l'attentat du 9 août, et il ajoute : « La participation du président Mitterrand à l'offense à la mémoire des victimes ne change rien au fait que la France a consacré ses efforts pour critiquer Israël et n'a pas hésité à voler au secours de l'offense que l'Union soviétique en faveur d'une résolution radicalement antisémite, à laquelle la Grande-Bretagne n'a pas voulu donner son aval ». Cependant, le journal pense qu'il faut se garder de croire que toutes les critiques dirigées contre Israël sont de caractère antisémite ou peuvent inciter au meurtre.

Yedioth Aharonot, pour sa part, résume d'une atmosphère constamment que le principal élément de la vague « anti-Israélienne » dans la presse est en fait la « haine juive ». Le journal précise : « Les juifs ont d'abord été persécutés, en tant que tels, et c'est ensuite que l'on fait référence au sionisme ». — F. C.

LA COMMUNAUTÉ JUIVE FRANÇAISE

Entendre oui ! Obéir non !

Prudence, gêne et circonspection. La communauté juive n'a pas répondu avec enthousiasme à la déclaration de M. Menahem Begin. Ses porte-paroles ont tout de suite compris l'effet que pouvait avoir en France l'appel d'un premier ministre étranger à la création de groupes d'autodéfense, alors que tous déjà se plaignent d'un renouveau de l'antisémitisme.

L'attitude totalement différente de M. Alain de Rothschild n'est pas surprenante : l'établissement israélien, dont il est tout à la fois le symbole et le porte-parole, a été de tout temps très comme régie première le respect des autorités officielles françaises. Aujourd'hui comme hier, il tient à manifester son obéissance aux lois de la République. Plus curieuses, au premier abord, paraissent les réactions des mouvements plus jeunes qui, justement, se sont crées en réaction contre cette tradition.

« Les intérêts vitaux d'Israël »

Ainsi le Renouveau juif qui n'a jamais caché sa volonté de faire pression sur le gouvernement français si ce n'est pour exhorter à l'union des intérêts vitaux d'Israël. Mieux, il avait fermement soutenu le développement de l'Organisation juive de défense, groupe de protection

interne à la communauté, au lendemain de l'attentat de la rue Copernic. Or son président, M. Henri Hajdenberg, nous a déclaré : « On peut comprendre l'émotion et l'indignation suscitées par l'attentat de la rue des Rosiers. Le premier ministre israélien, qui a lui-même subi de graves persécutions antisémites et dont la famille a été exterminée par les nazis, est certainement particulièrement sensible aux actes de violence anti-juifs et a voulu exprimer avec force sa solidarité avec la communauté juive de France. » Cependant le Renouveau juif n'est nullement concerné par cette déclaration et rappelle qu'il est tout à fait indépendant du gouvernement israélien et qu'il ne peut pas être considéré comme un groupe de la communauté juive de France pour autant d'ailleurs s'adresser cet appel. Dans le climat actuel, le désaveu ne pouvait être plus net. Le Renouveau juif, il est vrai, s'il tient à rester solidaire de l'Etat hébreu, se veut avant tout un mouvement français et il n'adhère pas que l'Alphabète retour à la terre promise, est la seule solution pour les juifs de la Diaspora.

Des plaies mal cicatrisées

« La seule solution est le retour à Sion », affirmait d'une même voix Betar et Maï. L'attitude de la rue des Rosiers les renforce dans cette opinion même s'ils précisent que ce n'est pas l'antisémitisme qui doit faire fuir mais la volonté de retrouver nos racines. Maître Hajdenberg ne dit pas autre chose quand il explique que l'antisémitisme justifie et crée le sionisme. Le responsable du Renouveau juif va même plus

loin quand il explique que les réactions des juifs de Paris et de Jérusalem ont fait remarquer « le drame de Paris justifie la politique de Begin et l'attaque de Beyrouth, puisqu'il prouve qu'il faut lutter contre le terrorisme ». Il l'aide aussi dans sa critique du gouvernement français et de l'attitude de la presse.

Malgré leur désaccord sur la question fondamentale du sionisme, le Renouveau juif et le Maï font la même analyse : « Les Européens considéraient que l'antisémitisme traditionnel était responsable du génocide nazi, étaient depuis culpabilisés ; la presse en présentant l'armée d'Israël comme les bourreaux des populations civiles libanaises les a lavés de leur complicité. Si les victimes peuvent devenir des bourreaux, les péchés passent, peuvent être pardonnés. Le problème de conscience des Français face au juif peut alors s'estomper et l'antisémitisme latent renaître ».

La sensibilité juive, — qui pourrait ne pas le comprendre — ne peut supporter la banalisation de mots dont le sens ne devrait pas être effacé ; génocide, holocauste, camps de concentration ne sont pas de simples mots. L'attentat de la rue des Rosiers — ce n'est pas surprenant — remet à vif des plaies mal — bien mal — cicatrisées.

THIERRY BREHIER.

Libre opinion

Un tragique retour du destin

par DANIEL AMSON (*)

L'attentat de lundi s'inscrit évidemment dans le contexte général de violence que connaissent les sociétés libérales en cette fin de vingtième siècle et, en ce sens, il est difficile de l'analyser isolément. Mais, si les juifs ont été visés, c'est, sans doute, moins en tant que tels qu'en tant que membres d'une communauté religieuse qui soutient, depuis de longues années, la politique des divers gouvernements d'Israël — qu'ils soient de droite ou de gauche — avec une inconditionnalité qui laisse éberuer.

La reconnaissance de l'Etat juif, sa lutte contre des voisins qui ne l'acceptaient pas, ses réussites intellectuelles et le courage de ses soldats méritent — et, à beaucoup d'égards, méritent encore — l'admiration. Israël reste le seul Etat du Moyen-Orient à avoir un système d'élections disputées, où le gouvernement peut être renversé par l'Assemblée ou démis par le pays.

Mais, la politique, menée depuis plusieurs années par ce gouvernement, a, sans nul doute, été souvent trop rigoureuse et parfois peu humaine. Les Israéliens de la Diaspora, au moins ceux qui habitent des pays libres — devraient donc pouvoir la critiquer, quel que soit l'attachement qu'ils éprouvent, d'autre part, pour l'Etat juif. Certains l'ont fait, sans toujours être bien compris. Beaucoup — et, d'abord, les instances officielles de la communauté — ont préféré s'enfermer dans un devoir de réserve et considérer comme sacrées les décisions de M. Begin.

Cette attitude était, très largement, irresponsable. L'Etat juif, comme tout Etat, a commis des erreurs et, au moins ceux qui ont plus — de la moitié des Israéliens en sont convaincus à chaque élection, en votant contre la coalition au pouvoir.

En s'abstenant à lui donner raison, dans toutes les circonstances, la plupart des juifs de la Diaspora ont laissé penser qu'ils s'associaient à sa politique et sont apparus, aux yeux de beaucoup, comme responsables de cette politique. Que, dans une période de graves tensions au Moyen-Orient — dans la période, sans doute, où l'action du gouvernement israélien paraît encourir le plus de critiques — des assassins aient « confondu » les habitants de l'Etat hébreu et les Israéliens de la Diaspora s'inscrit, hélas ! dans la nature des choses. Le terrorisme, odieux et lâche, est simplificateur par sa nature.

C'est, néanmoins, un tragique retour du destin qui a fait que des juifs ont, sans doute, été tués à Paris, à cause de la politique menée par le pays qui avait été créé pour mettre fin aux drames.

(*) Avocat à la cour.

CORRESPONDANCE

Prendre les armes pour survivre ?

Un de nos lecteurs, qui désire conserver l'anonymat « parce que la peur a surgi », nous écrit :

Comme après chaque attentat antisémite, nous entendons les mêmes discours ministériels : « Nous allons tout mettre en œuvre pour arrêter et punir les lâches auteurs de cet odieux attentat ». Et puis... les choses reprendront leur cours. Nous, juifs de France, en avons hélas l'expérience. Combien d'antisémites antisémites, ces quatre ou cinq dernières années, à rester impuissants ? Tous ! C'est simple, et c'est ça l'odieux. Responsabilités ?

L'Etat français a accepté de clore les yeux sur certains agissements en échange de l'arrêt des attentats visant des Israéliens français en métropole ou à l'étranger.

Autres responsabilités ? Les médias ont joué un rôle important dans le conflit israélo-palestinien du Liban d'une manière à tout le moins spéculative, très orientée, pour ne pas dire pro-palestinienne, occultant volontairement des faits ou en donnant une représentation tendancieuse. Cela a permis à un antisémitisme larvé, rampant, de s'exprimer au grand jour.

Il en va de Copernic comme de la rue des Rosiers. De graffiti sur les murs des synagogues en profanations de sépultures juives, jusqu'aux mitraillages d'écoles juives. L'attentat perpétré contre la communauté juive de France, rue des Rosiers à Paris ce jour,

« Son passé (de M. Begin) de chef d'une organisation terroriste, l'ironie, qui extermine hommes, femmes et enfants du village palestinien de Deir Yassin, pour l'exemple, en 1948, comme le président, ne l'autorise pas à donner des leçons. Il est encore moins à engager dans les affaires françaises en lançant aux jeunes juifs de ce pays un appel à assurer « la défense de leur dignité » ».

(JACQUES COUSARD.)

« Le Matin » : Regrettable mais non surprenant. « Il est particulièrement regrettable que, sous le coup de la colère il est vrai, des juifs français aient pu injurier le président de la République venu s'inscrire dans les victimes d'un attentat par la même qu'il avait été le premier chef d'Etat français à se rendre en Israël, qu'il a toujours défendu le droit à l'autodéfense de ce pays et qu'il se fait un devoir de rechercher une solution pour mettre fin au conflit du Proche-Orient, et plus

M. ALAIN DE ROTHSCHILD : « La jeunesse doit être raisonnable »

Une délégation du Consistoire central de France, conduite par son président, M. Jean-Paul Elkann, et du Conseil représentatif des institutions juives de France, menée par son président, M. Alain de Rothschild, a été reçue mardi 10 août à l'hôtel Maïgnon. M. Pierre Mauroy lui a apporté des assurances sur un net renforcement des mesures de sécurité pour la communauté juive.

A leur sortie, M. de Rothschild a été interrogé sur la déclaration de M. Begin dont il n'avait pas encore eu connaissance. Sans que ses propos puissent être considérés

comme une réponse officielle du CRIF au premier ministre israélien, M. de Rothschild a rappelé la position traditionnelle des responsables de la communauté juive qui, ayant toujours fait confiance au gouvernement, refusent la constitution du groupe d'autodéfense. « Nous nous sommes toujours opposés, a-t-il déclaré, à la contre-réaction, la violence ne doit pas appeler la violence ; aussi nous appelons notre jeunesse à être raisonnable, non pas à accepter, mais à se défendre sans jamais créer des milices privées, ce qui est contraire à la tradition de notre communauté ».

« El Moudjahid » : Et si Tel-Aviv avait commandité l'attentat ? Dans un éditorial, mardi 10 août, le quotidien algérien El Moudjahid se demande si l'attentat de la rue des Rosiers n'a pas été commandité par Tel-Aviv. Après s'être posé la question de savoir si qui profite le crime ? Aux Palestiniens ? Massacrer des innocents ne fera nullement avancer leur cause, le quotidien estime dans un commentaire que cet « attentat inconsidéré » risque de dilapider le « capital de sympathie acquis à travers le monde depuis deux mois » par les Palestiniens.

Pour El Moudjahid, « l'opinion mondiale a commencé à prendre conscience de l'étendue du drame du peuple palestinien depuis que le terrorisme d'Etat israélien, érigé en stratégie, s'est manifesté avec une ampleur jamais vue depuis la seconde guerre mondiale ». Evoquant l'attitude des dirigeants israéliens devant l'hostilité accrue des médias internationaux, El Moudjahid poursuit : « Comment répondre le terrorisme par le terrorisme ? Le meilleur moyen ne serait-il pas d'utiliser à nouveau le spectre de l'antisémitisme en provoquant, pour cela, un attentat qui toucherait les personnes de confession juive ? Begin, dont la démission n'a pas de limite, n'hésiterait pas pour arriver à cette fin à faire massacrer ses propres coreligionnaires. » Il ne serait donc pas surprenant, conclut le journal, que l'attentat de Paris ait été commandé par Tel-Aviv.

« La Libération » : Une ruse. « Sa colère native (de M. Begin), après l'attentat mené dans la résistance antisémite juive, après l'avoir fait être démocratiquement par ses concitoyens, l'a conduit aux portes de Beyrouth et aujourd'hui à d'étranges déclarations à l'égard de la France et de son peuple. Pourtant au même moment, Begin incline vers une politique proche des scénarios que s'efforce de défendre la diplomatie française. »

« A s'obstiner sur l'ingérence », on oublie pas l'usage interne que fait Begin de l'attentat de la rue des Rosiers. C'est une ruse de politique classique que d'exercer par un bon émissaire une décision délicate et contestée. L'opinionisme fait dire que la vaine sorte de Begin sert peut-être une bonne cause. »

(GERARD DUPUY.)

« Le Quotidien de Paris » : L'erreur de M. Mitterrand. « Les anathèmes fulminés par les Israéliens, les slogans hostiles scandés rue des Rosiers consacrent l'échec d'une politique : celle d'un « rééquilibrage » que François Mitterrand préconisait lors de son discours devant la France. (...) François Mitterrand doit écarter aujourd'hui l'ampleur de son erreur de jugement. On ne ren-

LUNETTES service

Si vous avez cassé, perdu ou simplement oublié vos lunettes, il y aura, pour vous, chez Leroy, une solution ultra-rapide.

Dans les centres Leroy répartis dans Paris, 50 spécialistes, hautement qualifiés, vous attendent.

LEROY OPTICIEN

du lundi au samedi inclus.

104, Champs-Élysées ▲ ○ ■
11, bd du Palais ■
158, rue de Lyon ▲
147, rue de Rennes ▲ ○
5, place des Terres ▲
27, bd Saint-Michel ○ ■
127, Fg Saint-Antoine ■
30, bd Barbès

Rayons spécialisés : A. accessoires optiques ○ verres de contact ■ travaux plastiques

Cours d'été.

L'accent américain.

USA LANGUAGE

Council on International Educational Exchange.

1, place de l'Odéon
75006 Paris - 634.16.10

CEPES

CAPA

Centre de formation et de perfectionnement des cadres de l'enseignement

1, rue de la Harpe
75005 Paris - 47.00.10

DIPLOMATIE

La France soutiendra à l'ONU la position argentine sur les Malonines affirme Buenos-Aires

Un porte-parole du ministère français des relations extérieures a confirmé le mardi 10 août la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à l'Argentine (le Monde du 11 août). « Maintenant que les hostilités ont cessé, le gouvernement français ne voit aucune raison pour continuer l'embargo », a-t-il déclaré. Cette décision, qui provoque une vive satisfaction à Buenos-Aires.

« La France a soutenu la Grande-Bretagne sur le plan politique, dit-on au ministère argentin des affaires étrangères, mais non pour utilisation de la force. Elle prendra à l'ONU une position favorable à notre pays sur le problème des Malonines ».

Dans les milieux d'affaires, on estime que la décision de Paris va accélérer la normalisation des relations commerciales entre les deux pays, notamment la reprise des vols d'Air France en direction de Buenos-Aires, interrompus par le gouvernement argentin en même temps que ceux de la Lufthansa et de la K.L.M. Ces vols pourraient recommencer dès le 1^{er} septembre.

ASIE

Afghanistan

DEUX NOUVEAUX PRISONNIERS SOVIÉTIQUES ONT ÉTÉ TRANSFÉRÉS EN SUISSE

(De notre correspondant.)
Berne. — Deux nouveaux soldats soviétiques, capturés en Afghanistan, ont été transférés au Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), sont arrivés le mardi 10 août à Zurich. Un premier groupe de deux prisonniers avait été transféré en Suisse le 25 mai, en vertu d'un accord passé entre le C.I.C.R. et les parties intéressées (U.R.S.S., gouvernement de Kaboul, maquisards afghans et autorités belgiques) (le Monde du 26 mai et du 6-7 juin). Ces militaires seront internés, pour une durée de deux ans au maximum, dans des établissements pénitentiaires suisses.

D'après le C.I.C.R., de nouvelles arrivées sont prévues et des pourparlers sont en cours pour obtenir que les prisonniers des maquisards soient traités conformément aux conventions de Genève.

Pays neutre, la Suisse a accepté de prendre en charge la détention de ces prisonniers. Mais cela ne va pas longtemps sans incident. Ainsi, l'un des trois premiers arrivés en mai vient d'être transféré à la prison de district de Berne et mis au cachot pour mauvaise conduite. Après une tentative infructueuse pour prendre la fuite, il avait menacé le personnel pour obtenir davantage d'argent de poche, afin de se dés-

« Kaboul a connu, dans la nuit du 2 au 3 août, les plus importants combats depuis le début de l'année, a-t-on appris le 10 août, à Islamabad et à New-Delhi, dans les milieux diplomatiques occidentaux. Des résistants ont attaqué les faubourgs sud-est et sud-ouest de la capitale pour contraindre le régime de quitter la ville. Des combats ont eu lieu dans le district de Paktia. Ils ont été repoussés par les troupes gouvernementales. Selon des témoins, les éléments afghans ont cependant refusé d'intervenir. Plusieurs soldats soviétiques — vingt-neuf, indique-t-on à New-Delhi — auraient été tués dans les affrontements. » (A.P., A.F.P., Reuters, U.P.I.)

Corée du Sud

DEUX CONDAMNATIONS À MORT AU PROCÈS DES INCENDIAIRES DE PUSAN

Pusan (A.F.P., U.P.I.). — Deux des accusés au procès des incendiaires du centre culturel américain de Pusan ont été condamnés à mort, mercredi 10 août, par la cour criminelle de Pusan. L'un d'eux, M. Moon Bu Shik, vingt-trois ans, avait reconnu sa participation à l'attentat, qui avait fait, au mois de mars dernier, un mort et trois blessés. Le second, M. Kim Hyeon Jang, trente-deux ans, était considéré comme le principal organisateur de l'opération.

Deux étudiants ont, d'autre part, été condamnés à la prison à vie et un prêtre catholique, le père Choi Ki Sik, à trois ans de prison pour avoir donné asile à l'un des accusés.

Le tribunal a estimé que les auteurs de l'attentat tombaient sous le coup de la loi sur la sécurité nationale, qui avait apporté une aide à la Corée du Nord en réclamant le retrait des troupes américaines de Corée du Sud. Lors du procès, les accusés se sont défendus sur ce point en affirmant qu'ils avaient voulu protéger contre le soutien apporté par le gouvernement de Séoul des armées de mai 1980 à Kwangju.

Réponse à M. François Goguel sur le mode d'élection de l'Assemblée européenne

M. Jean-Louis Burban, conseiller au service juridique du Parlement européen, nous écrit au sujet de l'article de M. François Goguel, qui, dans le Monde du 16 août, estimait contraire à la Constitution française la procédure envisagée pour le renouvellement de l'Assemblée européenne, en 1984 (représentation proportionnelle dans le cadre de nouvelles circonscriptions).

Il faut rendre justice à M. Goguel d'avoir attiré l'attention des lecteurs du Monde sur le récent débat qui a eu lieu au Parlement européen concernant le futur mode d'élection de ses membres. Toutefois, le point de vue de M. Goguel, selon lequel cet éventuel mode d'élection serait contraire à la Constitution française, ne recueille pas l'unanimité, tant s'en faut, et M. Jean-Louis Burban, conseiller au service juridique du Parlement européen et chargé de cours à la faculté de droit de Metz, nous adresse les remarques suivantes :

1. L'argument de M. Goguel, selon lequel le droit de vote serait accordé à des non-nationaux en violation de la Constitution, ne tient guère si l'on considère que, d'une part, les non-nationaux seraient uniquement les ressortissants communautaires et non l'ensemble des étrangers résidents en France ; que, d'autre part, il ne s'agit pas de leur conférer le droit de vote pour des élections nationales, mais pour une élection européenne, et que, enfin, d'après l'article 138 du traité de Rome, les représentants à l'Assemblée de Strasbourg sont des représentants des peuples des États réunis dans la Communauté et non les ambassadeurs de tel ou tel État membre.

2. L'argument de M. Goguel, selon lequel l'Assemblée nationale française ne peut pas être représentée par la France et non pas par l'Assemblée de Strasbourg, ne tient guère si l'on considère que, d'une part, les non-nationaux seraient uniquement les ressortissants communautaires et non l'ensemble des étrangers résidents en France ; que, d'autre part, il ne s'agit pas de leur conférer le droit de vote pour des élections nationales, mais pour une élection européenne, et que, enfin, d'après l'article 138 du traité de Rome, les représentants à l'Assemblée de Strasbourg sont des représentants des peuples des États réunis dans la Communauté et non les ambassadeurs de tel ou tel État membre.

Or, dans sa résolution du 30 mars 1982, le Parlement européen s'est bien gardé de proposer ce genre de projet, manifestement prématuré.

3. Non seulement le précédent argument n'est pas juridiquement convaincant, mais il est encore plus inopérant quant à son effet. L'élection des membres de l'Assemblée de Strasbourg, dans le cadre régional, vient s'inscrire à point nommé dans le large mouvement de décentralisation qui s'est développé en France, depuis la loi de 1972 sur la décentralisation, jusqu'à la loi de 1982 sur la décentralisation, qui a fait de la France une République à la française.

Quant à l'utilisation de la proportionnelle dans le cadre régional, elle ne saurait pas davantage effrayer quiconque aujourd'hui en France, puisque, dans presque tous les partis politiques et dans l'opinion publique, se dessine un courant « proportionnaliste » (n'est-il pas question,

par exemple, de rétablir la proportionnelle pour les élections municipales dans les grandes villes ?).

4. En ce qui concerne les chances d'aboutir du projet de procédure électorale uniforme, elles sont de toute manière très faibles. L'obstacle essentiel, qui est d'ordre politique, vient de la Grande-Bretagne où les deux grands partis, travailliste et conservateur, craignent non point le découpage de circonscriptions électorales, mais le mode de scrutin proportionnel, qui permettrait au troisième parti, la coalition social-libérale, d'obtenir enfin une représentation à Strasbourg.

A moins donc d'une écrasante victoire aux élections législatives britanniques de la coalition social-libérale, il est clair que la Grande-Bretagne maintiendra son refus à l'adoption de la procédure électorale uniforme proposée, qui comme le rappelle justement M. Goguel, doit être approuvée à l'unanimité par le conseil et ratifiée par l'Assemblée des parlements nationaux.

5. Enfin, le lecteur doit savoir que les élections européennes, qui ont eu lieu en juin 1979 et auront lieu pour la seconde fois en juin 1984, auront été d'après le même article 138 du traité de Rome, électorales « selon une procédure électorale uniforme ». Cela n'a pas été le cas pour des raisons bien évidemment politiques tenant à la diversité de nos traditions électorales nationales, et c'est donc en réalité pour repaquer cette lacune qu'aujourd'hui l'Assemblée de Strasbourg propose une procédure électorale relativement uniforme.

Ainsi, paradoxalement, les futures élections européennes, si elles devaient avoir lieu selon une procédure uniforme, seraient davantage conformes au traité de Rome que celles de 1979 et, par conséquent, davantage conformes à la Constitution française puisque celle-ci reconnaît la supériorité des traités sur les lois internes.

Quant à l'utilisation de la proportionnelle dans le cadre régional, elle ne saurait pas davantage effrayer quiconque aujourd'hui en France, puisque, dans presque tous les partis politiques et dans l'opinion publique, se dessine un courant « proportionnaliste » (n'est-il pas question,

d'autant plus que nous proposons la proportionnelle pour l'ensemble des élections en France. Mais nous ne prétendons pas imposer nos règles à quelques pays que ce soit.

C'est pourquoi nous avons proposé deux amendements. L'un, sur la base du principe de la proportionnelle, laisse à chaque État le soin et la responsabilité d'en modifier l'application en fonction de sa propre situation. L'autre demande que soient prises en considération un certain nombre de particularités nationales dont précisons-nous, « les particularités constitutionnelles ». Ils permettent d'éviter ce qui, à juste titre, préoccupe M. Goguel, à savoir que le texte voté confie à la Constitution française en substituant à la circonscription nationale des circonscriptions régionales.

C'est dans cet esprit que mon ami Robert Chamberlain est intervenu pour expliquer notre vote. Il a indiqué précisément que nous n'accepterions pas le texte qui nous était soumis et nos amendements de principe — et de bon sens — étaient rejetés.

Seul le Conseil européen peut, à l'unanimité, décider du choix de la procédure électorale à adopter. Nous sommes convaincus que la décision finale appartenant aux Parlements nationaux, c'est dire combien ce vote de l'Assemblée européenne n'a qu'une valeur indicative. Nous avons cependant refusé de l'approuver.

Quels sont, en effet, les éléments du problème ? Aujourd'hui, les représentants de la France à l'Assemblée de Strasbourg sont élus par les électeurs français, mais les représentants des autres pays du marché commun, ou les dispositions électorales sont très diverses. Notre système électorale nous semble le plus juste et le plus démocratique. Je l'ai indiqué très clairement au cours du débat. Nous ne voulons pas revenir en arrière.

Quels sont, en effet, les éléments du problème ? Aujourd'hui, les représentants de la France à l'Assemblée de Strasbourg sont élus par les électeurs français, mais les représentants des autres pays du marché commun, ou les dispositions électorales sont très diverses. Notre système électorale nous semble le plus juste et le plus démocratique. Je l'ai indiqué très clairement au cours du débat. Nous ne voulons pas revenir en arrière.

Quels sont, en effet, les éléments du problème ? Aujourd'hui, les représentants de la France à l'Assemblée de Strasbourg sont élus par les électeurs français, mais les représentants des autres pays du marché commun, ou les dispositions électorales sont très diverses. Notre système électorale nous semble le plus juste et le plus démocratique. Je l'ai indiqué très clairement au cours du débat. Nous ne voulons pas revenir en arrière.

Quels sont, en effet, les éléments du problème ? Aujourd'hui, les représentants de la France à l'Assemblée de Strasbourg sont élus par les électeurs français, mais les représentants des autres pays du marché commun, ou les dispositions électorales sont très diverses. Notre système électorale nous semble le plus juste et le plus démocratique. Je l'ai indiqué très clairement au cours du débat. Nous ne voulons pas revenir en arrière.

Quels sont, en effet, les éléments du problème ? Aujourd'hui, les représentants de la France à l'Assemblée de Strasbourg sont élus par les électeurs français, mais les représentants des autres pays du marché commun, ou les dispositions électorales sont très diverses. Notre système électorale nous semble le plus juste et le plus démocratique. Je l'ai indiqué très clairement au cours du débat. Nous ne voulons pas revenir en arrière.

Quels sont, en effet, les éléments du problème ? Aujourd'hui, les représentants de la France à l'Assemblée de Strasbourg sont élus par les électeurs français, mais les représentants des autres pays du marché commun, ou les dispositions électorales sont très diverses. Notre système électorale nous semble le plus juste et le plus démocratique. Je l'ai indiqué très clairement au cours du débat. Nous ne voulons pas revenir en arrière.

M. WEINBERGER N'A « AUCUNE IDÉE » SUR LA POSSIBILITÉ DE CONTRÔLER UNE GUERRE NUCLÉAIRE

M. Caspar Weinberger, ministre américain de la défense, revient dans un entretien accordé au New York Times et publié par l'International Herald Tribune du 11 août, sur le problème de la guerre nucléaire pour affirmer qu'à son avis une telle guerre « ne peut être gagnée ». Il ajoute toutefois : « Nous ne prévoyons certainement pas non plus une défaite. » « Montrons-moi un ministre de la défense qui ne prévoit pas de l'emporter, dit-il, et je vous montrerai un ministre de la défense qui devrait être destitué. »

Le Pentagone cherche à éviter, selon lui, la situation du « détachement », dans laquelle « les forces nucléaires seraient utilisées très rapidement de peur d'être détruites ». Comme on lui demandait si une guerre prolongée et contrôlée était possible, M. Weinberger a répondu : « Je n'en ai tout simplement aucune idée ; je ne sais pas si quelqu'un en a une idée. »

Le quotidien new-yorkais cite d'autre part une « directive pour la défense » établie pour les cinq prochaines années à l'intention des forces stratégiques américaines et qui proclame que, en cas d'attaque, « les capacités nucléaires des États-Unis doivent être portées à leur maximum dans les conditions d'une guerre prolongée ».

L'IRAK RENONCE À ACCUEILLIR LE SOMMET DES CHEFS D'ÉTAT DES PAYS NON-ALIGNÉS

Le président irakien, M. Saddam Hussein, a confirmé mardi 10 août, que son pays renonce à accueillir le septième sommet du Mouvement des pays non alignés devant se tenir à Bagdad à partir du 6 septembre (le Monde du 8-9 et du 10 août). « L'Irak a-t-il déclaré, se refuse à être la cause d'un éclatement du Mouvement » et « n'insiste plus pour que le sommet se tienne à Bagdad ». Il a indiqué qu'il avait proposé que la rencontre ait lieu à New-Delhi.

L'Irak maintient l'invitation qu'il a adressée aux ministres des affaires étrangères des pays membres du Mouvement des pays non alignés à participer, comme prévu, le 2 septembre à Bagdad, à la conférence précédente normalement le sommet afin que soit prise en compte une situation nouvelle, quant à la réunion des chefs d'État ou de gouvernement. Cuba a suggéré que les ministres se rencontrent ce soir et à La Havane.

Le président du Parlement iranien, l'Abdolkarim Khatami Rafsanjani, a déclaré, à New-Delhi, que son pays soutiendrait la proposition de tenir le sommet en Inde. En tout état de cause, la capitale indienne se trouve bien placée pour se substituer à Bagdad.

« Mais les responsables irakiens ont déjà repoussé une telle initiative. »

Après avoir le bureau de coordination du Mouvement décidé, la semaine prochaine à New-York, de l'endroit où se tiendra la conférence ministérielle — Bagdad, La Havane ? — et qui aura la charge de fixer la date et le lieu du sommet. — (A.F.P.)

M. JACQUES DUPUY A ÉTÉ NOMMÉ AMBASSADEUR À BELGRADE

M. Jacques Dupuy a été nommé ambassadeur à Belgrade, en remplacement de M. Yves Fagniez, annonce le Journal officiel du 11 août.

En 1920, M. Jacques Dupuy a été successivement conseiller-adjoint à New-York (1921-1922), puis à Washington (1923-1924), directeur du premier secrétariat à l'ambassade de Rome (1925-1927), deuxième conseiller à Rome (1928-1929), directeur du premier secrétariat à Londres (1930-1931), conseiller général à Rome (1932-1933), puis à Alger (1934-1935). Il fut, ensuite, ambassadeur à Tunis (1936-1937), puis à Dublin (1938-1939). Il représentait la France à Varsovie depuis janvier 1982.

Ancien premier ministre du Laos

LE PRINCE SOUVANNA PHOUMA VA VENIR EN FRANCE

(De notre correspondant.)
Bangkok. — Le prince Souvanna Phouma, ancien premier ministre laotien et aujourd'hui conseiller du gouvernement de Vientiane, se rendra dans les prochains jours en France pour un séjour privé de plusieurs semaines. Son dernier voyage dans notre pays remonte à 1977. M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a exprimé le souhait de recevoir le prince Souvanna Phouma lors de son séjour à Paris.

(Paris et Vientiane ont rétabli le 8 décembre 1981 leurs relations diplomatiques, rompues en 1975 après l'expulsion du Laos de deux diplomates français. Le nouveau ambassadeur de France à Vientiane, M. J.-N. de Souillac de Lacoste, a présenté ses lettres de créance le 13 juillet.)



ARCHITECTES BATISSEURS

*Il ne sont pas en vacances !
Ils vous attendent dans toutes les régions de France.
C'est le moment de réfléchir avec eux sur votre future maison. Choisissez-les.*

Pour une traduction sur place appelez ou écrivez :
Architectes-Bâtisseurs
BP 84 - 84006 AVIGNON
Tél. 90/852324

FESTIVAL DE FILMS

Les films

A

Le festival de films de... (text continues with film titles and descriptions)

CINEMA RUSSO ET SOVIETIQUE

Dans les vagues de l'été

S

Le festival de films de... (text continues with film titles and descriptions)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

FESTIVAL DE TAORMINA

Les films sur la mer

AVEC ses gradins disposés en arc de cercle, si hauts et si vastes que trente mille spectateurs peuvent y trouver place, avec son parterre réservé aux notables et son écran géant qu'encadrent des colonnes dorées et des ruines de briques, le théâtre grec de Taormina se transforme, le temps d'un festival, en salle de cinéma.

Les projections ont lieu la nuit, sous un ciel orbié d'étoiles où le lunaire, à l'entracte, fait son apparition. Le public est bruyant, bon enfant, tour à tour enthousiaste, et moqueur. On applaudit, on siffle, on s'interpelle d'un rang à l'autre, on se chamaille, et, tandis que les « mamas » s'éventent énergiquement, les pellicules des gosses se mêlent aux rires signés des films. Le temps, le désordre, sont les nécessaires à la fête. Nous sommes en Italie, mieux encore, en Sicile.

C'était, cette année, la troisième édition du Festival de Taormina. Une section compétitive et une section informative composent, sous la direction de Guglielmo Biraghi, le programme. Au nombre de douze, les films en

compétition étaient tous des premières ou secondes œuvres. De cette sélection, dans son ensemble honorable, deux films émergent qui furent l'un et l'autre couronnés.

Le « Charybde d'or » est revenu à l'émotion, du Britannique Colin Gregg. Avant d'embarquer pour un long périple, cinq marins de la Royal Navy passent à Plymouth leurs dernières heures de liberté. Chacun a ses propres problèmes qu'il s'agit de résoudre avant le départ. L'enquête mène par l'un d'entre eux pour découvrir l'identité d'un inconnu rattaché à mort dans un bouge souterrain l'un des fils conducteurs du récit.

Le style de Colin Gregg, qui a trente-cinq ans, et vient de la télévision, n'est pas sans rappeler celui de son compatriote Kenneth Loach. Même réalisme, même esprit, même férocité tranquille. C'est dans l'alcool, la violence physique et verbale, que ses héros trompent leur inaptitude à vivre une vie normale. Apprêtés guerriers (et comment ne pas penser au conflit des Malouines en voyant ce film ?), façonnés par

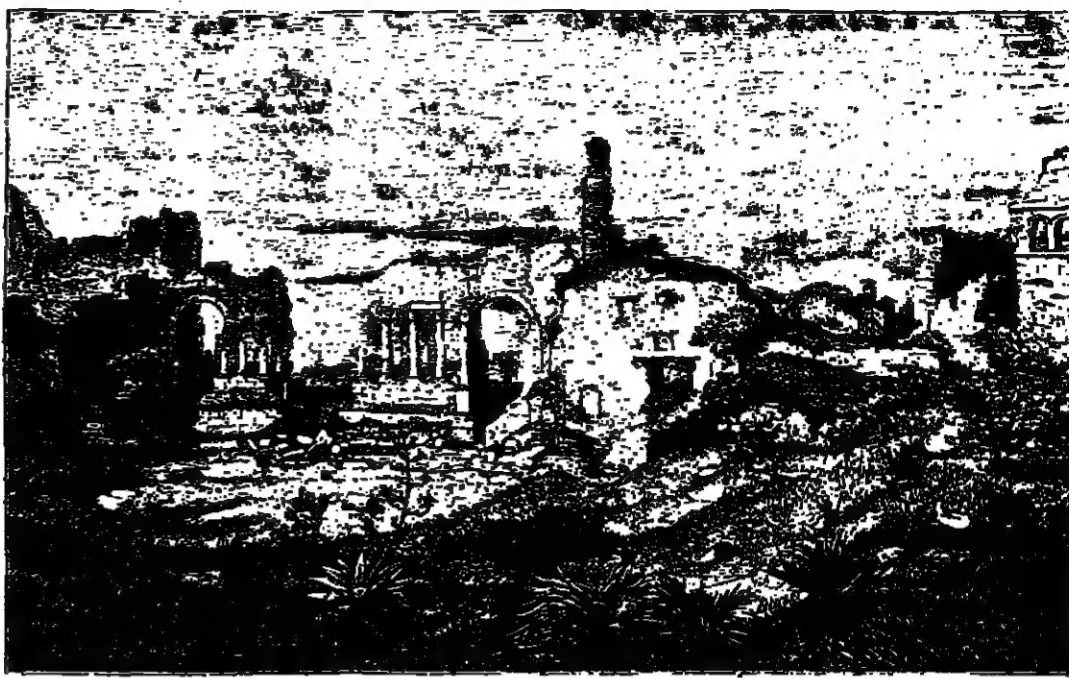
ce que le cinéma appelle la « sous-culture militaire », ils ne sont au fond que ce que l'on a voulu qu'ils deviennent. Des jeunes bruts, obscurs, pourtant, l'émotion est encore proche et qui se montrent, à l'occasion, capables de générosité et de tendresse.

Il y a dans ce film cœdoreux, parfois désespéré, une force brutale, une vitalité fiévreuse, qui emportent l'adhésion. Colin Gregg ne réussit pas toujours à maîtriser la complexité du scénario. Mais, ces maladresses s'oublient vite. Ce qui compte ici, c'est le regard, la complexité de l'auteur. Mieux que du savoir-faire, *Remembrance* révèle un vrai tempérament de cinéaste.

Tout aussi intéressant et prometteur était le film du Hongrois Peter Gothar, *Le Temps suspendu* (« Charybde d'argent »), déjà présenté à Cannes à la quinzième des réalisateurs. L'action, qui se déroule entre 1963 et 1967, a pour héros des adolescents et pour principal décor un lycée de Budapest.

Par certains des thèmes qu'il aborde (premiers amours, rapports des étudiants avec leur famille et leurs professeurs, anglophobie et révolte face à la vie qui s'ouvre devant eux), ce film fait penser à *Il ou à l'Américain* de Graff. Mais ce serait fausser son esprit que de le définir par ces seules références. *Le Temps suspendu* est, en effet, avant tout un film « historique » (pour ne pas dire politique), une analyse des mutations de tous ordres survenues en Hongrie dans les années qui suivent les événements de 1956.

Deux générations s'opposent : celle des adultes qui ont connu l'oppression stalinienne et, deux ans après, en 1956, prirent les armes ou choisirent l'exil, et celle de leurs enfants, arrivés maintenant à l'âge de comprendre et de juger. Tandis que les premiers cherchent tant bien que mal à s'intégrer à la société, les se-



Ruines du théâtre de Taormina, en Sicile. — Dessin de de Biazar, d'après apéris.

condes rêvent d'une autre vie, d'un monde différent, et n'ont que mépris et méfiance à l'égard de leurs aînés. Chahuter les maîtres, boire du coca-cola, danser le rock, organiser de dérisoires tentatives d'évasion : s'ils

n'ont guère d'autres moyens de manifester leurs espoirs, du moins les utilisent-ils avec toute la fougue et l'insolence de la jeunesse. Jusqu'au jour où, sans doute, à leur tour, ils accepteront l'ordre établi.

Temps suspendu, heures du silence

Ce film brumeux, glauque comme un soir d'hiver, sous-entend plus de choses qu'il n'en dit, mais en dit certaines avec une rare audace. Par ce qu'il symbolise, tel personnage secondaire prend soudain un surprenant relief. Et, sous la voile de l'ironie, l'émotion est toujours présente. D'une mosaïque d'incidents sans doute autobiographiques, Peter Gothar a su faire un témoignage qui dépasse largement son expérience personnelle. C'est un passé proche, sinon supposé, de la Hongrie que remplit le *Temps suspendu*. D'où la gravité de l'œuvre et sa réussite.

Aucun des autres concurrents du Festival n'atteignait le niveau de *Remembrance* et du *Temps suspendu*.

Le « Charybde de bronze » est allé au film de la Hollandaise Marien Gorr, *Le Silence de Christine M.* Trois clients d'un magasin commencent sur la personne du vendeur un meurtre gratuit dont une psychanalyste cherche à comprendre les raisons. Il s'agit évidemment d'un apologue qui tend à démontrer que l'heure est venue pour les femmes de se libérer de la tyrannie des hommes. Seule une certaine distanciation onirique pouvait rendre acceptable cet « entrecuisme » sanguinaire. Mais le réalisme appliqué de la mise en scène dément les intentions satiriques qu'affirme avoir eues le réalisateur.

Signalons encore les belles images — trop sophistiquées peut-

être — du tableau pastoral que constitue le film tunisien de Tadeo Louich, *L'Ombre de la terre* : la suspense psychanalytique — et typiquement britannique — distillé par Brimstone, de Richard Loncraine ; le charme nostalgique du western canadien de Philip Borson, *The Grey Fox* (prix d'interprétation pour Richard Farnsworth) ; l'aimable exotisme de *Countryman* du Jamaïcain Dickie Jobson. Et saluons la mention spéciale accordée par le jury unanime à Mourir à trente ans, le film de Romain Goupil que Cannes (Sémaine de la critique) nous avait déjà fait découvrir et aimer.

Le dernier soir, après la lecture du palmarès, ensemble, les vingt-cinq mille spectateurs présents dans l'immense amphithéâtre illuminé, selon la tradition, la bougie qu'ils avaient apportée. Vingt-cinq mille petites flamme pour dire adieu à la grande lumière qui venait de s'éteindre sur l'écran. Étonnant moment d'émotion. Jamais nous n'avions vu un tel élan de complicité et de ferveur populaires. Accompanyer la mort d'un festival.

JEAN DE BARONCELLI

« CINÉMA RUSSE ET SOVIÉTIQUE »

Dans les vagues de l'histoire

SIXIÈME titre de la collection « Cinéma-pluriel » (1) que dirige Jean-Loup Passek dans le cadre des cycles cinématographiques organisés par le Centre Georges-Pompidou, *Cinéma russe et soviétique* est un volume illustré divisé en deux parties d'inégale longueur : la première servant d'introduction à un catalogue où sont répertoriés quelque deux cents films.

Plus qu'aucun autre, le cinéma russe a été façonné par les vagues de l'histoire. Le tableau chronologique qui, au début du livre, met en parallèle les principaux faits cinématographiques et les événements politiques, économiques et sociaux dont ils furent contemporains en apporte, s'il en était besoin, la preuve. Suivront une dizaine de chapitres, rédigés par différents auteurs, et à travers lesquels nous pouvons suivre, dans ses grandes lignes, l'évolution d'un art qui prit naissance vers 1906 à Moscou et à Saint-Petersbourg.

De ce survol, dont la brièveté limite l'ambition et qui ne saurait rivaliser avec les études de Jay Leyda ou de Luda et Jean Schnitzer, on retiendra plus particulièrement les pages consacrées par Bernard Eisenschitz au cinéma des années 20, époque marquée par une intense activité théorique chez les tenants d'une avant-garde qui se voulait « en correspondance immédiate avec le cours de la révolution », mais, également, sous l'influence modératrice de la NEP, par un retour à une production plus traditionnelle. Le film d'Abram Room *Trois dans un sous-sol*, que l'on a pu voir récemment à la télévision française, est un exemple de ces contradictions et de ces paradoxes.

Dans un autre chapitre, Emilie Breton analyse le réalisme socialiste naissant et y voit « la recherche d'une mise en harmonie du cinéma avec l'ensemble du corps social », recherche qu'il distingue des « recettes et des stricts canons qu'on laissera subsister le jdanovisme des années 40 ». Ce qui nous conduit à la « glaciation » stalinienne, dont Albert Corvini affirme qu'elle fut moins uniforme, plus encombrée de contraintes et de contre-contraintes, que les films consacrés aux héros du travail et ceux inspirés par le culte de Staline ne le laisseraient supposer.

Pour Marcel Martin, le « dégel » khrouchtchevien fut caractérisé par une réhabilitation de l'individu et des sentiments personnels, sans que soit pour autant admis le pessimisme existentiel qui perçait dans certains ouvrages (le *Père et le fils* de Khoutch, par exemple). Hommage est enfin rendu par le même historien aux jeunes maîtres de la

« nouvelle vague soviétique » (Tarkovski, Mikhaïlov, Konchalovski, Klimov, Panfilov, Smirnov...), cinéastes dont les œuvres les plus intéressantes eurent souvent (et ont encore) maille à partir avec la censure.

En dépit de leur brièveté et de quelques points de vue discutables, ces textes ont une valeur informative certaine.

La seconde partie de l'ouvrage sous propose une liste de 227 films classés par ordre chronologique. Chacun de ces films est accompagné d'une fiche technique, d'un résumé du scénario et d'une ou de plusieurs notices critiques. A quoi s'ajoute plus rarement un commentaire du réalisateur.

Bien que la longueur des notices soit en principe proportionnelle à l'importance de l'œuvre considérée, le laconisme ou le conformisme de certaines notes laissent sur notre faim. Et un curieux déséquilibre se manifeste parfois dans l'analyse des œuvres d'un même auteur (tandis que les *Chernobyl* de feu de Paradisov, semblent quelque peu sous-estimés, une large — et juste — place est faite à *Soyuzdetfilm*). Plus qu'un véritable panorama critique, ce catalogue doit donc être considéré comme un instrument de travail, un recueil de références. Jean-Loup Passek prend d'ailleurs soin de nous avertir que son but est de fournir « une documentation brève ».

A l'histoire, au cinéaste, au spectateur, de modifier, de compléter, d'assurer en quelque sorte un rééquilibre selon sa propre optique.

Un dernier mot concernant le système de transcription des noms propres. Les auteurs ont cru bon d'adopter une graphie dont ils nous disent qu'elle est celle qu'utilisent la plupart des érudits français. Pour être justifiable, cette méthode n'en est pas moins, pour le lecteur du livre, si l'on reconnaît aisément Eisenstein dans Eisenstein et Youtkevitch sous Yutkevitch, on a plus de peine à admettre la transcription phonétique de Tchoukhraï ou Kaliraj et celle de Kheifits (le réalisateur de *La Dame au petit chien*, d'après « Chekhov ») en Heffia. Un tableau de concordance graphique placé au début du livre facilite évidemment les recherches. Mais on enrage un peu d'avoir à s'y reporter, et il eût sans doute mieux valu que les auteurs en restent à la francisation classique, quitte à indiquer la graphie savante dans le répertoire alphabétique.

J. DE B.

(1) « Cinéma russe et soviétique », L'Espresso, Centre Georges-Pompidou, 344 pages, 175 F.

l'art de Paris

Chausseur

Qu'est-ce qui attire d'abord les regards ? La jambe, le pied, le défilé. La démarche change avec la chaussure. La chaussure est le touche ultime de l'élégance. Talons aiguilles ou bottier, semelles plates, cuir multicolore, strassés, brillants, sobrement pratiques... Sans être félicité, on peut avouer que, dans les vitrines, les chaussures attirent comme des filandres luxueuses. Il y a des chaussures pour rêver et celles pour porter. Il faut bien marcher, qu'on ait le pied grand, petit, rond, carré ou mince. Il faut bien habiller le pied : à je me dois de vendre les modèles que nous fabriquons », dit Tony Carel.

TONY CAREL

Le pied joli

NEUZ boutiques à Paris, des stands dans les grands magasins, une usine en province, une douzaine de collections à la chausseur, une marque : Carel. Un jeune homme prénommé Tony, volubile, d'allure sportive, chemise à carreaux, casque de moto, dirige les boutiques, l'usine, un bureau de création où ils sont trois à travailler, et à se voler l'un l'autre pour en arriver à des modèles un peu violents. Tony Carel affectionne le franc langage et le ton polé.

Sa tâche est double : compléter les silhouettes mode représentées par des mannequins de 1,76 mètre minimum, qui se balancent, tournent sur un plinthe, ne vont nulle part. Puis, commercialiser des chaussures qui font le pied joli, sont destinées à des femmes pas forcément d'avant-garde, d'une taille entre 1,80 et 1,85 mètre, et qui doivent supporter les innombrables pénétrations quotidiennes. Les modèles de collection se discutent avec les stylistes, sans voir les vêtements, ne valent d'après les dessins :

« Ils viennent avec leurs idées ; expliquant leur silhouette, sont terminés et moi je », n'ont pas besoin de l'être. Des petits comme Mugler Montana, Gaultier donnent l'impression d'appartenir à une élite, ils parviennent vers la haute couture — Je nous mentons pas, la mode est le résultat d'un enlèvement. D'autres comme Karo, Dorothy ou bien, vivent une idée plus large. Je m'adapte à ce qu'ils sont. Anne Marie Beretta, par exemple, laisse faire. Mugler sait très précisément ce qu'il veut, ses thèmes sont bien exprimés, bien clairs : les secrets, les caniches, les chats... C'est la seule séduction entre les deux.

« Les étrangers viennent à Paris, c'est là que ça se passe. Pour les chaussures et le milieu, les Italiens sont rois — ce sont les Japonais de l'Occident, mais on peut fabriquer en France, nous le faisons. Les idées naissent à Paris, ainsi Maud Frizon, Sacha — Voyez, je vous parle des autres. Vous savez qu'on a exporté des bottes Western aux USA ? Et on trouve du Sacha dans le monde entier. La copie, c'est tout un talent. Il faut être très fort pour copier ce qui va se vendre, pour faire du beau dans des matières meilleur marché.

« La chaussure coûte cher. Dans le prix de revient, compte celui de la main-d'œuvre et surtout des pertes : jeter 50 % d'une peau est normal. On vous fournit le chevreau avec la patte et le cou. On se sert du reste sans pouvoir couper. Si vous avez besoin de 20 cm², la peau entre 20 et 30 cm² vous donne des chutes. Si votre personnage se plait mal sur la forme, ces chutes sont énormes. On récupère un peu sur les appliques, les lanières.

« Ce n'est pas si simple de trouver sa stature commerciale. A la fin des shows s'est dégagé une sorte de tronc commun des envies. Tout le monde est dans le même bain, je me situe dans ce bain-là. Mes envies sont celles des deux ou trois mille personnes qui reçoivent les mêmes informations, lisent les mêmes journaux, voient les mêmes spectacles. Il suffit de regarder, d'écouter, de laisser aller, mais se reposer sur un régime de cruauté est dangereux. On stagne, on est dépassé. Quand une mode fait un tabac, vous pouvez être sûr que la saison d'après il y a eu le coup de semonce.

« En même temps, le marge de manœuvre est limitée. Nous vendons uniquement sur les vitrines. 80 % des vitrines font 20 % de la vente. Voilà : l'escapade domine et quelques basiques rassurantes, vers lesquels la clientèle va de confiance. La tradition. Pour faire évoluer les goûts, on viole sur le reste. On choque, on fait bouger deux ou trois modèles extravagants ; et les classiques exposés peuvent être légèrement modifiés, on essaie des couleurs, on hausse les talons...

« Nous ne faisons pas la mode pour la mode. Je me dois de vendre les modèles que nous fabriquons, de les commercialiser tels quels. Garder la relation avec la rue est essentiel. La rue est une source d'inspiration, surtout en France où les femmes s'ingénient à adapter la mode pour se mettre en valeur.

« Je ne suis pas un bottier, on vend des chaussures. On veut les vendre. La mot choque les stylistes. On passe par des compromis. A leurs idées dingues, d'abord on dit non, et puis on étudie le problème. Les ateliers disent oui, ensuite ils voient ce qu'ils peuvent faire. On contrôle l'usine. Les nouveautés n'existent pas. Ou elles deviennent classiques, ou elles disparaissent. On le sait au bout de trois mois ».

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

P.S. — Il paraît que les chaussures à semelles compensées vont disparaître.

Musique en Californie

Un dossier établi
par JACQUES LONCHAMPT

L'Italien de Los Angeles

SAN FRANCISCO donne un coup d'œil à l'enchantement d'Amérique par son site, la baie sublime dont on découvre aspects changeants en dévalant les collines comme des montagnes russes, les couchers de soleil derrière le Golden Gate Bridge qui font cligner des yeux les mille fenêtres avant qu'elles ne s'embrasent d'un seul coup, et plus encore par l'homogénéité, le style et la gaieté de ses quartiers aux hôtels grandioses, aux maisons victorienne ou désinvoltes, souvent pimpantes comme des villas de Houlgate ou d'Hastings.

Au contraire, on s'essouffait à rechercher la beauté de Los Angeles qui vous fait entre les doigts, comme dépeçée par les multiples autoroutes dont la raison d'être semble de vous envoyer loin le plus rapidement possible. Le site n'est cependant guère moins magnifique, avec cette immense plaine bordée d'un côté par l'océan Pacifique, de l'autre par des collines onduleuses, puis toute une série de chaînes de montagnes enneigées jusqu'au désert. Mais le tissu urbain est d'une

médiocrité effrayante : excepté le riche Wilshire Boulevard et ses résidences, une belle réussite, les maisons ont poussé partout sans ordre et semblent s'ignorer totalement les unes les autres, comme si la ruée vers l'or était venue mourir au bord de l'océan pour en faire une sorte de dépôt d'ambitions et de l'individualisme forcené.

Hollywood même est un immense terrain vague, planté au petit bonheur de baraques et de demeures cosmiques, qui dégage une effroyable impression de tristesse et d'échec. Il est certainement des réussites locales dans une agglomération aussi étendue, de dix millions d'habitants, mais l'impression d'ensemble est celle d'une ville qui ruine la notion même de ville. Et la gentille Américaine qui nous faisait visiter le « Greater Los Angeles » avait beau parler sans arrêt, pendant quelque quatre heures, elle semblait se battre les flancs pour trouver quelque chose d'intéressant à dire. Une consolation cependant : à Los Angeles, la musique a vraiment reçu la meilleure part.

mais il y a deux ans que je travaille avec le metteur en scène et le décorateur.

Après le triomphe de *Falstaff*, comptez-vous monter un autre opéra à Los Angeles, refaire par exemple un grand *Don Giovanni* ?

Je ne sais pas ; il faut que je réfléchisse. Je n'ai pas de projets. Pour moi, le travail artistique s'élabore sur une très longue durée. Même quand je reprends une œuvre, il faut que la musique s'enracine à nouveau en moi profondément pour parvenir à une vraie liberté spirituelle et faire apparaître le meilleur de mon expérience musicale.

Aimeriez-vous diriger des Wagner ?

Probablement, mais surtout Tristan et les Maîtres Chanteurs. J'ai besoin que les œuvres dégagent une grande humanité, une chaleur fraternelle que je ne trouve ni dans la Tétralogie, ni dans Parsifal.

Nous parlons de la musique française qu'il adore, surtout Debussy et Ravel (« Ma Mère l'Oye, un vrai miracle »). Messiaen, qu'il a un peu perdu de vue depuis les *Offrandes oubliées* et *Ascension*. Il rit beaucoup quand je lui parle de la gigantesque partition de *Saint François d'Assise* pour laquelle il a fallu fabriquer un papier à musique spécial : « Une partition démesurée pour le Powerello ! »

Est-il bien acclimaté à Los Angeles ?

Oui, j'y passe deux mois au début de la saison, deux mois à la fin, et le reste du temps je vis en Suisse et en Italie, donnant un minimum de concerts, car il faut dans la vie prendre son temps et de la distance. J'ai trouvé ici de merveilleux musiciens qui connaissent aussi bien leurs devoirs que leurs droits (ce qui n'est pas toujours le cas en Europe) et qui travaillent en professionnels.

Mais aime-t-il vraiment Los Angeles ?

Comment pourrait-on aimer Los Angeles ? Ce n'est pas une ville comme Rome, Florence ou Paris. J'aime les gens d'ici, j'aime faire de la musique avec mes instrumentistes et avec ce public, en une véritable communauté. Mais Los Angeles n'est pas une ville, elle n'a pas de centre ; il y a des centres, des maisons et des hommes, dispersés à perte de vue. Je crois d'ailleurs que nous, Européens, nous ne pouvons pas devenir de vrais Américains.

(I) L'Orchestre de Los Angeles s'est attaché, en plus de Giulini, deux jeunes et brillants « principal guest conductors » : Simon Rattle et Michael Tilson Thomas. Le budget de l'orchestre qui donne deux cent trente concerts par an est de 15 millions de dollars. *Falstaff* a coûté 1 million de dollars, mais a été vu par vingt-cinq mille spectateurs.

L'Opéra d'une côte

En juin 1982, la *Somnambule* de Bellini marque l'entrée dans la ronde de Chicago en 1850 et de San Francisco en 1852 ; la *Patti* chante sa première *Rosine* à Boston en 1855 ; un opéra français est construit à La Nouvelle-Orléans en 1859 et fonctionnera jusqu'en 1919 ; Chicago aura son théâtre en 1855, et New-York le premier « Met » (de 3 615 places) en 1883, où, après une saison italienne désastreuse, Léopold Damrosch présente la création américaine de la *Walkyrie* en 1885.

Autre période faste, au début du XIX^e siècle : Boston a un opéra très brillant qui donne, entre 1809 et 1814, cinq cents représentations de cinquante et une œuvres, avant de s'endormir pendant plus de quarante ans ; la Chicago Grand Opera Company, fondée en 1910, tiendra plus longtemps, avec un théâtre de 3 600 places, mais sera brisée par la grande crise économique (c'est là qu'est créé, en 1922, l'*Amour des trois oranges* de Prokofiev, alors que Mary Garden, la première Médée, au Met, ce sont les années triomphales de Toscanini (1908-1915) ; en 1923, enfin naît l'Opéra de San Francisco.

Mais, limité jusque-là à quelques grandes métropoles, l'opéra va littéralement éclater aux Etats-Unis après la dernière guerre, dans les années 50 : en 1956, Washington, Memphis, Houston ; en 1957, Dallas et Santa-Fé ; en 1959, Sarasota (Floride), etc.

Aujourd'hui, au moins trente villes ont une activité régulière, dont on découvre les programmes dans ce « journal officiel » mondial qu'est la revue *Opera* de Londres. Cet été, par exemple, il y a cinq opéras à Cincinnati, deux créations contemporaines à Miami, la Tétralogie (en allemand ou en anglais, à son choix) à Seattle, et la « pista de Santa-Fé » conduit à l'un des meilleurs festivals du Nouveau Monde (soixante-trois opéras joués en vingt-six ans) qui donne, entre le 3 juillet et le 28 août, la *Flûte enchantée*, *Mignon* d'Ambroise Thomas, les *Noëls de Figaro*, l'*Amour de Danaé* de Strauss et une œuvre de Rochberg.

Pendant l'année, les théâtres ont souvent une saison très courte, comme Dallas, qui présente seulement quatre opéras en novembre-décembre mais dans une salle de plus de 4 000 places, Charleston (quatre spectacles en mai-juin dont une Tétralogie en cours), ou Sarasota.



Women in the Garden, de Vivian Fine, à l'Opéra de San Francisco. De gauche à droite : Virginia Woolf, Emily Dickinson, Gertrude Stein et Isadora Duncan.

Le temps et la distance

Au sommet de Down Town, dans un quartier tout neuf conquis sur une vieille zone délaissée, non loin de gratte-ciel aux formes hardies, le Music Center se mire dans les vastes bassins du « Water and Power Building ». Au loin, les collines vertes qui dominent Hollywood et les chaînes neigeuses ; en contrebas, le City Hall avec sa haute tour pointue sans grâce. Trois salles sont rassemblées autour d'une sculpture impressionnante de Lipchitz, *Paix sur la Terre*, et de ses parvis de marbre encadrant une pièce d'eau : l'Ahmanson Theater (2 100 places), le Mark Taper Forum (750 places), dont la paroi circulaire est elle-même une admirable sculpture abstraite, tous deux conçus par un immense portique aux fines colonnes, et enfin le Dorothy Chandler Memorial Pavilion, construit en 1964, d'une architecture imposante, un peu lourde, dont les 3 200 places en demi-cercle accueillent les amateurs de concerts et, subsidiairement, d'opéras, comme le récent *Falstaff*.

C'est le chef du Los Angeles Philharmonic Orchestra qui donne ici les soixante-dix concerts de sa saison d'hiver, avant de se transporter dans la conque étouffante du Hollywood Bowl où dix-sept mille auditeurs viennent assister, certains pour un dollar, à chacun des quarante concerts de la saison d'été. Créé en 1919, cet orchestre, superbement administré depuis 1969 par Ernest Fleischman, a eu pour chefs permanents, entre autres, Otto Klemperer, Eduard Van Beinum et Zubin Mehta. Mais c'est vraiment depuis la venue de Carlo

Maria Giulini en 1978 qu'il a pris toute sa stature internationale (1). « Il n'avait pas tellement bénéficié de la longue direction de Zubin Mehta (1962-1968), nous a dit M. Bernheimer, du Los Angeles Times. Giulini, c'est le saint, le pur - qui a métamorphosé les musiciens et le public, bien qu'il ne dirige pas aussi souvent que nous le voudrions. »

Le grand chef italien nous a reçus entre deux représentations de *Falstaff*, au soir d'un épais concours de trompette à la fin duquel nous l'avons vu consoler avec une grande délicatesse les virtuoses qu'il n'avait pas pu retenir. Très grand, comme un échassier qui va prendre son vol, avec ce visage ovale effilé comme une flamme, si fin, sérieux et séduisant, il s'exprime de façon amicale, profonde, refusant toute banalité. Nous avons naturellement parlé de ce *Falstaff* exceptionnel qu'il n'a accepté de monter à Los Angeles, après quinze années sans faire d'opéra, qu'en prenant toutes les responsabilités.

J'ai toujours voulu assumer entièrement mes spectacles, même avec Visconti, même avec Zeffirelli, et déjà à Aix-en-Provence il y a trente ans. L'action scénique ne peut être étrangère à la musique, qui doit la déterminer toute et d'abord son rythme, sa durée. Je choisis les chanteurs en fonction de ma conception, et c'est ainsi que j'ai eu un grave différend avec Bayreuth où je devais diriger Tannhäuser : la famille Wagner ayant changé les titres des deux principaux rôles sans me prévenir, j'ai rompu le contrat. Ici, les répétitions ont duré quatre semaines.

SELECTION

CINÉMA

« Mad Max II »
de George Miller

Il est revenu, le justicier noir, sur les autoroutes à présent désertes car le pétrole manque. Elles sont revenues, les hordes de motards s'impressionnant tatoués, masqués, embijoutés, prêts à tuer pour quelques litres de carburant distillés dans une communauté de « civilisés ». Max conduira leur convoi, chevauchée fantastique dans une tempête de carambolages, de cascades et de gags d'où surgit l'homme de l'avenir, un aborigène blond de dix ans.

L'ETAT

DE BONHEUR PERMANENT

Le film de Maria Koltova

est

au cinéma

Jean-Cocteau, 5^e

GALERIE

ANDRÉE RAYNAUD

10, rue Gaston-de-Saporta

AIX-EN-PROVENCE

JACQUES GAUTHIER

Bijoux - Emaux

du 16 juillet au 31 août

MUSIQUE

Festivals
de quatuors
à cordes

Le quatuor à cordes a ses mœurs qui se méritent en quatre pour ce saisir tous les détails, mais il a vu son audience s'élargir, comme en témoigne le cycle du Festival estival de Paris, au musée de Cluny, qui permettra d'entendre le Quatuor Takacs dans un programme Haydn, Bartok, Schubert (mercredi 11 à 18 h 30), puis le Quatuor Bartholdy dans des œuvres de Beethoven, Mozart, Hindemith et Schubert (le 18 à 18 h 30). Entre-temps, le Festival de Sceaux (tél. : 660-07-79) a invité le Quatuor bulgare pour inaugurer l'intégrale des quatuors de Beethoven en six séances : n° 6, 16 et 11, le 13 août à 21 heures ; n° 5 et 15, le 14 août à 17 h 30.

ET AUSSI : Messe Nelson et Solve Regina de Haydn (le 12 à l'église Saint-Séverin), une heure avec Haydn, par Jos Van Immerseel, pianoforte (le 16 à 18 h 30, mairie du cinquième arrondissement). Madrigaux de Monteverdi, par l'ensemble des Arts florissants au Festival du Comminges (basilique Saint-Just de Valcabrère, le 13 août) ; réservation : (61) 90-00-38.

EXPOSITIONS

Un itinéraire
d'art
contemporain
vers le Sud

Plusieurs expositions d'art contemporain suivent un itinéraire vers le Sud. Au musée de Saint-Etienne, neuf artistes, italiens (comme Cucchi), allemands (comme Lupertz), français (comme Garouste), représentent, sous le titre de « Mythe, drame, tragédie », la nouvelle figuration à la mode dans les manifestations d'avant-garde internationales. A l'hospice Saint-Louis d'Avignon, une rétrospective du solide Rebeval. Au musée de Nîmes, la peinture commentaire d'événements en style B.D. d'Enzo. A Aix-en-Provence, (galerie du Regard), le champ d'exploration du réel proposé par Arroyo, Chambras, Zarate, Fournier. A Saint-Rémy-de-Provence (galerie Noëlla Cast), de nouvelles œuvres nées de la terre, par Jean-Claude Abakanowicz, Hass. Au musée Cantini de Marseille, la peinture que structure le langage de Kermarrec, Jaccard, Charvolent. Et pour finir, à Nice, le bouquet d'expositions des Nouveaux Réalistes et, à Toulon, les acquisitions d'art contemporain faites par le musée ces quatre dernières années.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) ; lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

HOMMAGE A GEORGES BRAQUE. - Jusqu'au 27 septembre.

CLAUDE VIALAT. Galeries contemporaines et forum. - Jusqu'au 20 septembre.

YVES TANGUY. Rétrospective 1925-1955. - Jusqu'au 27 septembre.

CROIX DES ACQUISITIONS RECENTES. Parcours des collections permanentes. - Jusqu'au 11 octobre.

CONTRASTES. Acquisitions du cabinet d'art graphique. - Jusqu'au 6 septembre.

WYNDHAM LEWIS. - Salle animation, entrée libre. Jusqu'au 6 septembre.

JEAN RENOU. - Carrefour des régions, jusqu'au 12 septembre.

UN VOYAGE EN ALPHABET. - Atelier des enfants. Sauf mardi et dim., de 14 h à 18 h. Jusqu'au 3 septembre.

DAVID HOCKNEY, photographes. - Jusqu'au 12 septembre.

PHOTOGRAPHIE. Acquisitions récentes. - Jusqu'au 19 septembre.

NANTES ET LYON. Au 21 des Blevards en France. - Carrefour des régions. Jusqu'au 12 septembre.

C.C.L. PECHES MARITIMES : tradition et innovation. - Jusqu'au 19 septembre.

ENVIRONNEMENT QUOTIDIEN EN GENRE. - Jusqu'au 20 septembre.

GENERATIONS INFOGRAPHIQUES. Images du futur. - Jusqu'au 6 septembre.

B.P.I.

VACANCES EN FRANCE 1982-1982. - Jusqu'au 4 octobre.

IMAGES DE PINOCHETTO. - Salle d'activité. Jusqu'au 30 août.

Musées

LE PORTRAIT EN ITALIE au musée de Tivoli. - Petit Palais, 1, avenue Winston Churchill (265-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30. Entrée : 14 F. Jusqu'au 5 septembre.

L-H. LANTIER. Paysages. - Grand Palais, entrée avenue W. Churchill (250-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 19 septembre.

L'INVENTAIRE GENERAL EN PROVENCE. Grand Palais (Porte D). - Sauf sam. et dim., de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

LA PICHOTTE ET L'ANGUILLE. Grand Palais (espace 404). - Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 25 octobre.

LE XV^e SIECLE FLORENTIN AU LOUVRE. - Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Janvier (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 11 F (gratuite le mercredi et le dimanche). Jusqu'au 6 septembre.

REVOIR DELACROIX. - Musée du Louvre, entrée porte Janvier (voir ci-dessus). Jusqu'au 22 septembre. - Musée national L. Delacroix, 6, place Fauriel. Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Jusqu'au 23 septembre.

FOL BURY. - Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Entrée : 10 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 17 octobre.

JOAN MITCHELL. Choix de peintures 1970-1982. UNE EXPERIENCE MUSÉOGRAPHIQUE : Echange entre artistes 1931-1982. Pologne-U.S.A. - ARC au Musée d'art moderne de la ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 6 septembre.

DELICES DES ILES, du groupe Julia. - Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, espace de

New-York. Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 29 août. (Animations pour les groupes, sur rendez-vous au 723-61-27).

PRESENTATION TEMPORAIRE D'OEUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Nouvelles acquisitions de musée d'Orsay ; Visions de Roussin ; Exposition de manuscrits et sculptures à l'initiative des non-voies ; Picasso, l'atelier du sculpteur ; Stanley et la terre sainte. - Musée d'Art et d'Essai, musée de la Ville de Paris, 11, avenue du Président Wilson (723-36-33). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F.

SURADIL. Visions et racines du Zaire. - Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h. Sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 août.

PARIS POSTERS. - Musée de l'Art et d'Essai, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

LE DESSIN D'ANIMATION FRANÇAIS : un siècle de créations. Musée de la Ville de Paris, 12, rue Solférino (255-19-10). Sauf dim. et jours fériés, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 15 octobre.

BACCHANALES ET CHEVREPIEDS. - Musée Bourdelle, 16, rue A. Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 27 septembre.

MUSICIENNES DU SILENCE. - Musée Hébert, 85, rue du Cherche-Midi (222-33-22). Sauf mardi, de 14 h à 18 h. Entrée : 8 F (le dim. : 4 F ; gratuite le mercredi). Jusqu'au 4 octobre.

GRAVURES ET PHOTOGRAPHIES, les débuts des procédés photographiques 1827-1857. - Bibliothèque nationale, Galerie de photographie, 4, rue Lavoisier (261-82-83). Sauf le dimanche, de 12 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 13 août.

LA CLÉ, LE SCEAU, LA BALANCE DANS LA BYZANCE MEDIEVALE. - Bibliothèque Nationale, 58, rue Richelieu (261-82-83). Tous les jours, de 12 h à 18 h. Jusqu'au 12 septembre.

LES PEINTRES INDEPENDANTS DE MONTMARTRE (1920-1940). Musée de Montmartre, 12, rue Cortot

Les critiques

Q. L'opéra de San Francisco, de Vivian Fine, est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes.

Q. L'opéra de San Francisco, de Vivian Fine, est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes.

Q. L'opéra de San Francisco, de Vivian Fine, est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes.

Q. L'opéra de San Francisco, de Vivian Fine, est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes.

Q. L'opéra de San Francisco, de Vivian Fine, est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes.

Q. L'opéra de San Francisco, de Vivian Fine, est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes.

Q. L'opéra de San Francisco, de Vivian Fine, est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes.

Q. L'opéra de San Francisco, de Vivian Fine, est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes. Elle est une œuvre d'art qui a été créée par un groupe de femmes.

l'opéra d'une côte

à l'autre

sota, qui en janvier-février annonce
trente et une représentations. Beau-
coup offrent deux saisons, l'une en
automne, l'autre au printemps, tels
San-Diego (où l'on pourra voir bien-
tôt une série française fort originale
avec Gwendoline de Chabrier, la Pé-
riole et Harry VIII de Saint-Saëns),
Bâton-Rouge, New-Orléans, ou bien
fonctionnent que de janvier à
avril (Miami, Boston, Houston). Mais
la plupart présentent de cinq à huit
opéras chaque année, ce qui consti-
tue pour les États-Unis un panorama
lyrique fort respectable, surtout si
on y ajoute les seize spectacles du
New York City Opera et les vingt-
trois du Met.

Une visite à « le Scala de l'ouest »
(le « Scala de l'ouest » étant Chicago)
nous a permis de mieux connaître
cette frénésie américaine de théâtre
lyrique qui n'a rien à envier à la
vieillesse européenne. En cin-
quante ans, la grande maison de
San-Francisco n'a eu que deux di-
recteurs : le fondateur, Gustav Me-
tropolitan, de 1923 à 1953, puis le
chef d'orchestre Kurt Herbert Adler
qui vient de prendre sa retraite et a
été remplacé par un critique, Te-
rence McEwen. Dans sa magnifique
salle du War Memorial Opera House
(1100 places), il fut aligné en

1945 la charta des Nations unies,
quantité de premières américaines
ont été données, telles la *Giovanna
d'Arco* de Verdi, la *Femmina senza or-
namento* de Strauss, les *Dialogues des
carmélites* de Poulenc, *Katerina Is-
mailova* de Chostakovitch, etc.

« Le grand boom de l'opéra est
récent, nous confirme M. David
Agler, le tout jeune chef d'orchestre.
Jusqu'ici, le centre de la culture
musicale dans toute l'Amérique était
l'orchestre symphonique. L'Opéra
de San-Francisco ne jouait que pen-
dant un mois à l'automne, ce qui ex-
plique par des raisons histori-
ques : on se déplaçait de monter
des spectacles avec les meilleurs ar-
tistes avant l'ouverture du Met et la
rentrée européenne, car alors il nous
devient impossible d'avoir de bons
chanteurs de par notre situation
géographique trop loin des centres
névralgiques de l'opéra ».

« Tout a bien changé maintenant,
grâce surtout à l'aviation, même si le
nombre des artistes n'a pas aug-
menté aussi vite que celui des théâ-
tres : notre saison d'hiver dure trois
mois (du 11 septembre au 12 dé-
cembre) et depuis l'an passé nous
organisons un festival d'été non
moins brillant (Jules César, Turan-
dot, Nabucco, le Barbier, The Rite's

Progress, cette année) de cinq se-
maines.

« Malgré les facilités que donne
l'aviation, vous devez avoir besoin
d'une troupe régulière pour fonction-
ner ?

« Certes, et, plus que toute au-
tre compagnie américaine, nous tre-
vaillons à former des chanteurs.
Nous avons en permanence un
groupe de vingt-cinq ou trente ar-
tistes pour les rôles secondaires. En
1980, M. Adler a créé le « Spring
Opera » qui rassemble uniquement
des jeunes, metteurs en scène,
chefs d'orchestre, chanteurs, sélec-
tionnés après quelque cinq cents au-
ditions ! Jess Thomas s'y est révélé
et Marilyn Horne y a interprété sa
première Carmen. Il y a aussi le
« Metrol Opera Program », qui ras-
semble pour une session d'été de
deux semaines chaque été, avec des
maîtres tels qu'Elizabeth Schwar-
zkopf, une vingtaine de jeunes ar-
tistes qui jouent ensuite aux
tours de main à Western
Opera ». Tous ces efforts devraient
être payés.

« L'Opéra de San-Francisco
fait-il preuve d'autant d'audace
dans le choix de ses programmes ?

« Il faut distinguer : la saison
d'automne reste assez tradi-
tionnelle, avec, en 1982, Un bel mas-
qué, Norma, Salomé, les Noces de
Figue, la Cenerentola, la Dame de
pique, etc. Mais nous cherchons
aussi à inscrire des opéras modernes
au répertoire : j'ai fait mes débuts
en dirigeant « Elégie pour deux
jeunes enfants de Hans, en 1975,
et l'an passé notre saison d'été a
été marquée par la création améri-
caine de *Leur*, d'Arbort Helmann.
Notre Spring Opera se consacre sur-
tout aux œuvres antiques (Cavalli,
Handel, Gluck). Enfin sous les aus-
pices de l'« American Opera Pro-
ject », qui reçoit des subventions du
gouvernement et de fondations lo-
cales, j'ai pour mission de découvrir
des œuvres nouvelles.

« Ainsi en avril dernier nous
avons créé *Fall Moon* in March, de
John Harbison, compositeur qui a
connu un tel succès qu'il a reçu de-
puis de nombreuses commandes
(dont une du Boston Symphony), et
The Woman in the Garden, qui a ré-
vélé un compositeur de soixante-
cinq ans, Vivian Fine ; celle-ci a été
écrite pour un opéra d'opéra-
conversation, réunissant quatre
grandes dames, Gertrude Stein,
Emily Dickinson, Isadora Duncan et
Virginia Woolf (qui ne se sont jamais
rencontrées, et pour cause !).

« Tout cela doit représenter un
budget énorme...

« Vingt millions de dollars (soit
de la ville, soit de l'État fédéral, soit
de l'État de Californie), mais 55 %
proviennent uniquement de la vente
des tickets, ce qui est considérable
pour l'Opéra de Paris ».

« Aux États-Unis, les troupes
d'opéra, comme les orchestres sym-
phoniques, sont gérées par des
hommes d'affaires... explique
peut-être cela.

L'Icream de Stanford

NOM fameux de la musique
par ordinateur, Stanford
mérite bien un détour, à
50 kilomètres au sud de San-
Francisco.

Le Center for Computer Re-
search in Music and Acoustics ne
ressemble en rien au Centre Pompi-
dieu ou à l'IRCAM : c'est, au revers
d'un coteau, dans une herbe abon-
dante qui s'étend à l'infini, une
sorte de petit ranch où l'on a rem-
placé les chevaux par des ordina-
teurs. Le patron, John Chowning,
qui a soixante ans et est français,
est un solide gaillard au regard
réveillé, du genre cow-boy senti-
mental.

« À l'origine, attiré par les re-
cherches de Colson, Utrecht, Mil-
lan et du Groupe de recherche mu-
sicale à Paris, je voulais
développer ici un laboratoire ana-
logue de musique électronique. On
ne soupçonnait pas encore le poten-
tiel artistique des ordinateurs.
Mais, à la suite des recherches de
Max Matthews et John Pierce à la
Bell Telephone and Telephone, qui
ont montré l'aptitude des machines
à créer des sons et surtout à en ef-
fectuer les synthèses, c'est de ce côté
que nous nous sommes dirigés en
créant ce centre à Stanford, en
1964. J'appartenais au départe-
ment de l'intelligence artificielle,
où j'étais le seul musicien. L'aide
des scientifiques a été détermi-
nante, et cette expérience interdis-
ciplinaire m'a énormément enrichi
que j'ai décidé d'en faire la base
obligatoire de notre travail.

« Quarante personnes apparte-
nent actuellement au C.C.R.M.A.,
dont vingt compositeurs et vingt
scientifiques, ingénieurs, médecins,
psychologues aussi, car nos recher-
ches s'intéressent particulièrement
aux problèmes de la perception so-
nore, à la psycho-acoustique.

« Comment définiriez-vous votre
programme ?

« Il est bien difficile de présen-
ter les diverses sections de recher-
che : nous travaillons sans cesse
dans un langage technique très ab-
strait. Souvent, d'ailleurs, nos tra-
vaux recoupent ceux de l'IRCAM,
avec qui nous sommes en relation
très étroite. J'ai été l'élève de
Pierre Boulez et nous passons une
semaine ensemble.

« Disons que nos cinq objectifs
principaux (qui s'embâtissent les
uns dans les autres) sont :

1) De chercher une représentation
du son naturel à travers la
plus haute qualité de l'enregistre-
ment ;

2) De saisir par l'analyse une re-
présentation physique complète du
son ;

3) D'extraire de cette représen-
tation physique une information
sur la signification perceptible du
son et, par-là, de créer nous-mêmes
d'autres représentations percepti-
bles ;

4) D'utiliser cette information
en formulant des modèles efficaces
pour la synthèse des différents
sons ;

5) De composer d'œuvres basées sur



Une partition de musique réalisée par l'ordinateur P.D.P. 10 de Stanford.

sur des sons naturels, soit sur des
sons nouveaux produits par les
machines.

« Enfin, d'établir des partitions
de musique à partir d'une défini-
tion graphique et d'une syn-
thèse de l'information notée par
l'ordinateur, qui soient capables
d'aboutir à la sortie de partitions
imprimées en série.

« Vous savez l'importance de
cette dernière recherche, à la fois
théorique et pratique, à une époque
où l'édition, par ses coûts et sa di-
fficulté d'exécution, est un des prin-
cipaux obstacles à la diffusion de
la musique. Si le problème est re-
lativement simple pour une sonate
de Mozart, il est hâssé de pro-
blèmes pour les œuvres contem-
poraines, qui obéissent rarement à
des normes établies.

« En ce qui concerne la recherche
ne, prend pas toujours plus ou moins le
pas sur la composition proprement
dite ?

« Je ne le pense pas, et nombre
d'œuvres, cinquante
moins, mais ici, on a joué assez
souvent à travers le monde. Il
passe bien des gens à Stanford, des
boursiers, des étudiants en session,
des professeurs, aussi des
compositeurs qui viennent avec un
projet particulier et qui souvent
nous apportent beaucoup.

remarques les plus intéressantes
que j'ai faites ces temps-ci, c'est
que la musique créée par ordina-
teur tend à se rapprocher de l'or-
chestre traditionnel. J'ai même
constaté que les jeunes
compositeurs s'y intéressent vive-
ment, parce qu'ils savent qu'ils ont
chance d'être joués par une grande
formation symphonique, car il n'y
a guère que trois ou quatre dans
la région. Et cela peut nous aider à

On m'a parlé avec admiration
de votre centre comme un des seuls
qui rapportent de l'argent à Stan-
ford.

« C'est beaucoup dire ! J'ai en
la chance d'inventer une technique
qui a été brevetée et commence en
effet à faire rentrer quelques fonds,
mais c'est peu de chose à côté de
nos dépenses de fonctionnement.
Nous ne sommes pas subventionnés
par l'État, comme l'IRCAM, ni
subventionnés grâce à des patrons tels
que « Rockefeller » pour la
recherche et l'enseignement, ni
faux travailler beaucoup et passer
beaucoup de temps pour obtenir les
subventions nécessaires.

Les critiques

QUAND on voyage au bout
du monde, on
curieux de connaître la
de ses collègues et leurs
conditions de travail. Voici donc
un spécimen de critiques
musicales, différents que possible.

Bernheimer, critique
du Los Angeles Times (un mil-
lion d'exemplaires, et trois cent
mille de plus le dimanche), vient
d'obtenir le fameux prix Pul-
itzer ; géométrique et très
vieille Angletaria, il travaille
dans une petite cellule de son
journal aux murs couverts de
photos et de souvenirs. Il a sept
critiques sous ses ordres, dont
deux à temps complet, dont
cinq articles par semaine, plus
un grand feuilleton le dimanche,
qui sont repris par une cinquan-
taine de journaux américains.

C'est que la vie musicale à
Los Angeles (sans compter San-
Francisco qu'il a couverte à gé-
néralité) est follement agitée.
Le calendrier artistique hebdomadaire
du Los Angeles Times occupe
quatre-vingt-deux pages d'un
format si petit que celui du Monde,
l'appétit de mu-

rique, comme ailleurs, va
croissant : en 1982, le
Musée a eu vingt-sept
millions de spectateurs.
M. Bernheimer voyage beau-
coup, bien qu'il ne soit pas venu
à Paris depuis 1964.

Richard Pontius, trente-
cinq/quarante ans, est critique
du San Francisco Be-
nheimer (de la chaîne Hearst). Un
vrai bulldozer celui-ci : il assiste
à tous les concerts par satellite,
écrit autant d'articles, toujours à
vive allure, qu'il doit donner sa
« copie » ou du moins taper son
son d'opéra d'ordinateur, avant
une heure du matin, impossible
de rebulir de vingt-cinq
heures. Il répond aux questions
comme il doit faire ses papiers,
avec un débit si métallique,
beaucoup de son et sans rien
omettre.

Il est venu comme étudiant
en Europe, a participé aux Ren-
contres de Bayreuth, mais dé-
clare ne plus voyager main-
tenant : « L'éditeur s'est
déclaré d'un ton péremptoire et
définitif : « Inutile ! Tous les
grands artistes, n'est-ce pas,
passent par San-Francisco ».

EXPOSITIONS

(606-61-11). De 14 h à 17 h 30. Entrée :
8 F. Jusqu'au 30 octobre.

CHYPRE. Les travaux et les jours.
Musée du Louvre, Palais de Clugnot,
(533-70-60). Jusqu'au 9 h à 17 h 15.
Entrée libre. Jusqu'au 31 août.

LES PREMIERS HABITANTS DE
L'EUROPE. — Musée de l'Homme (voir
ci-dessus). Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 avril
1983.

L'ANTILAN. Jean Delpech, l'imagi-
nation d'un artiste confrontée aux images
de Casco. Musée de la marine, palais de
Clugnot. (533-31-70). Entrée : 8 F. Jusqu'au 27
septembre.

PATRIMOINE ET PROTECTION.
Musée des monuments français, palais de
Clugnot (727-35-74). Sauf mardi, de 10 h à
17 h. Jusqu'au 15 septembre.

LA MODE DU CÉLESTE. Musée de la mode
et du costume, 10, avenue Pierre-
de-Serbie (720-85-46). Sauf mardi, de 10 h
à 17 h 40. Jusqu'au 10 octobre.

PIAUBERT A LA MONNAIE DE
PARIS. — Hôtel de la Monnaie, 11, quai
de Conti (329-12-48). Sauf dimanches et
jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 30
septembre.

DE LA PLACE LOUIS XV À LA
PLACE DE LA CONCORDE. Jusqu'au
14 août : SERGIO TULLIO. Peintures,
dessins, gravures. Jusqu'au 3 octobre.
— Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné
(272-21-13). Sauf lundi et jours fériés, de
10 h à 17 h 40.

LE MUSÉE IMAGINAIRE DE TIN-
TIN. — Musée en herbe, Jardin d'acclima-
tation, bois de Boulogne (747-47-66), de
11 h à 18 h. Jusqu'au 31 août.

Centres culturels

LA LITHOGRAPHIE DES ORI-
GINES À NOS JOURS. C'est toute la
théorie de la lithographie 1816-1982. — Fondation na-
tionale de la lithographie, 11, rue Beryer
(755-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 30 août.

LA VILLA LAURENTINE ET L'IN-
VENTION DE LA VILLA ROMAINE.
Jusqu'au 11 septembre. — EUSEBIO KUBO
KAWA. Une architecture de symboles.
Jusqu'au 18 septembre. Institut français
d'architecture, 6, rue de Tournon (633-
90-36). Sauf dim. et jeudi, de 12 h à 30 à
19 h.

PISSA. — Centre culturel du Musée,
28, rue des Francs-Bourgeois (272-75-52),
sauf mardi, de 11 h à 18 h 30. Jusqu'au
25 octobre.

PIERRE-JOSEPH REDOUTÉ. Le Ra-
phail des fleurs, 1789-1848. — Centre
culturel de la communauté française de
Belgique, 127-129, rue Saint-Martin (271-
26-16). Sauf lundi, de 11 h à 19 h. Entrée :
10 F. Jusqu'au 3 octobre.

L'ART ET L'OBJET. — Le Louvre
des antiquaires, 2, place du Palais-Royal,
(297-27-00). Sauf mardi, de 11 h à 19 h.
Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 octobre.

SARIC. La ville de diable. — Centre
culturel de Yougoslavie, 123, rue Saint-
Martin (272-50-50). Sauf mardi, de 11 h à
19 h. Jusqu'au 31 août.

ARTISTES BOURGEOIS DU GOU-
VERNEMENT FRANÇAIS (CROUST-
FLAP, 30, rue Cassini (538-89-15).
Jusqu'à fin septembre.

LE LOUVRE ET SON QUARTIER.
600 ans d'histoire architecturale. — Musée
Louvre du 1^{er} arrondissement, 4, place du
Louvre. Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au
23 septembre.

CHAILLOT-PASSY-AUTUEL. Pro-
gramme historique dans le XVI^e arrondis-
sement. — Trévisse de Bagatelle (bois de
Boulogne). Sauf mardi, de 11 h à 17 h 30.
Jusqu'au 15 août.

L'ÉCOLE PUBLIQUE À CENT ANS.
— L.N.R.P., 29, rue d'Ulm. Sauf dim. et
dim. de 9 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

Galerie

JANE AYREI, sculptures. — VICKI,
sculptures. — Galerie Ovale, hôtel Sher-
aton (Galerie A), 19, rue du Commerce-
Mouchoir. Jusqu'au 31 août.

BALMES, CHACON, GAMARRA,
BERNARDO, E. PIGNON, ENREST,
BONNACCE A KISSING. — Art Associé,
diets du roy, 61, rue Saint-Louis-en-l'Île
(354-02-70). Jusqu'au 20 septembre.

LES JOLIES VACANCES. Art et
dessins. — L'Esquadrille, 9, rue Dante
(325-18-66). Jusqu'au 18 septembre.

EMILE AUBREY, 1880-1964. — Gal-
rie A-Bonnet, 4, rue Aubry-le-Boucher
(278-66-67). Jusqu'au 20 septembre.

TOMISLAV. Œuvres. — Gal-
rie internationale, 12, rue Jean-
Ferdinand (548-84-28). Jusqu'au 1^{er} septem-
bre.

En région parisienne

BÈVRES. Photothèque. — Musée
français de la photographie, 78, rue de
Paris (941-10-60). Du jeudi, de 13 h à 18 h
et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 10 septem-
bre.

LA DÉFENSE. Collection internationale
d'œuvres de la Défense. — Musée
d'Art Moderne, 127, rue de la Harpe (329-
36-83). Tous les jours, de 12 h à 19 h.
Jusqu'au 1^{er} septembre.

PONTOISE. Norbert Goetz. — Mu-
sée de la ville, 17, rue de la Gare (031-
06-75). Du mercredi au dimanche, de 14 h
à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

GROUPE. — Musée Tervet-Delaunay, 4, rue
Lamartine (01-93-00). Sauf mardi, de
10 h à 12 h, de 14 h à 18 h. Jusqu'au
30 septembre.

SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS.
Rencontre internationale de sculpture. —
Parc Pierre. Jusqu'au 30 septembre.

En province

AIX-EN-PROVENCE. Paul Chassan.
— Jean-Marie Sorjès, ci-dessus. — Mu-
sée Granet, place Saint-Jean-de-Malte (38-
14-70). Jusqu'au 31 août. — Jacques Gan-
ter, Biscuit. Galerie A. Raymond, 10, rue
Gaston-de-Saporta. Jusqu'au 1^{er} septem-
bre. — Opéra-théâtre. Un champ pour la pain-
ture : Arroyo, Chambray, Zarcos, Pon-
mayrol, Galerie Regard, 1, rue Joubert
(21-65-65). Jusqu'au 1^{er} septembre. — Va-
sary, peint et futur, Fondation Vasary,
Pagnol (20-01-09). Jusqu'au
1^{er} septembre.

ANGERS. L'ÉCOLE D'ART. — Als, ar-
chitecte, architecte. — Château des Al-
lyons (36-06-07). Jusqu'au 3 septembre.

ANTIBES. A travers Picasso. Musée
provinciale Marcel Rayon. — Musée Picasso,
château Grimaldi (35-67-67). Jusqu'au
30 septembre.

BEAUVAIS. Vers Paganini : un parcours
de 1932 à 1982. Musée départemental de
l'Orne, ancien palais épiscopal (445-13-60).
Jusqu'au 30 août.

BORDEAUX. Georges Braque en Ex-
trême. Musée des beaux-arts, 20, cours d'Al-
bert (50-91-60). Jusqu'au 1^{er} septembre.

BRUNOIS. Les œuvres de Brunel, Gauthier,
Pichon, Millaud, Royer. Entrée
Libre. Rue Fey (44-85-31). Jusqu'au
28 août.

BRUXELLES. Les œuvres de (Mars),
Van der Velden : la belle vision. Sculpture au-
tisme contemporaine. — Musée de la Cit-
tadelle (60-43-51). Jusqu'au 30 août.

CARROIS. Regard sur les œuvres popu-
laires. — Carrois et grèsier III chapitre
(32-12-30). Jusqu'au 19 septembre.

CALAIS. Wolf Vostell : pour mémoire.
Tableaux et dessins, 1954-1982. Musée,
25, rue Richelieu (97-99-00). Jusqu'au
15 novembre.

CHATEAUX. Les cordeliers. Jusqu'au
31 août.

CLUNY. Héros : sculptures, tapisseries
et livres. Salle des écuries de Saint-Germain.
Jusqu'au 13 septembre.

COLMAR. Pierre Bonnard : autour
d'une acquisition. Musée d'Unterlinden
(41-32-11). Jusqu'au 15 septembre.

CORDELS. Moines-paysans : l'économie
cléricale de 1112 à 1250. — Jusqu'au
30 septembre. — Jean Dittus : Saint-Edm-
und.

COCHIN. Jusqu'au 30 août. Abbaye de Sé-
nagay. Musée de la ville de Senagay, 10, rue
de la Gare (72-03-05).

COGNAC. André Furey, un conser-
vateur moderne. — France : grand livre. Mu-
sée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'au
11 octobre.

LA VILLELLE (Ardennes). Fran-
çoise Van der Velden, Peintures, Laines, Ni-
colas. Hommage à Pissarro et à la ville
d'Arras. — Petit musée du Bistrot
(17-32-36). Jusqu'au 11 septembre.

LILLE. De Carpeaux à Matisse. La
sculpture française de 1850 à 1914 dans
les musées du Nord - Pas-de-Calais. Mu-
sée des beaux-arts, place de la République
(54-17-64). Jusqu'au 11 septembre.

LYON. Lyon au fil des siècles. ELAC,
Centre d'échanges de l'Est (842-
27-39). Jusqu'au 11 septembre. — Trois sé-
cles d'art. Bibliothèque municipale de
La Part-Dieu. Jusqu'au 11 septembre.

MARSEILLE. Kermarrec, Jaccard,
Charvillat. Musée Cantini, 19, rue Grignan
(54-77-75). Jusqu'au 1^{er} septembre. — Ex-
position internationale de la Méditerranée
d'Art (M.T.A.M.) (54-77-75). Jusqu'au
30 août.

MÉNÈRES (Vendée). Jos. —
Musée, galerie Camille Maignan (72-31-61).
Jusqu'au 30 septembre.

MEUNIER-LES-MONTREUX.
(Var). Les peintures de la galerie de
Mousses (48-93-25). Jusqu'au 30 septem-
bre.

MEYMAC (Corrèze). Soixante artistes, la
maîtrise. Abbaye de Saint-André (93-
18-43). Jusqu'au 23 août.

MOULLEON-EN-PAREDS.
Henri IV et Solly. Musée national des
Deux-Viviers (00-32-49). Jusqu'au 4 oc-
tobre.

NANTES. Œuvres, visions du XIX^e si-
ècle. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges
Clemenceau (74-53-24). Jusqu'au 15 sep-
tembre. — Nantes au fil de l'eau. Château
des ducs de Bretagne (47-18-15). Jusqu'au
5 septembre.

NICE. Le temple, représentation. —
Parc de la Chapelle. Musée musée bibli-
othèque Marc-Chagall (81-75-75). Jusqu'au
4 octobre. — Cont des musées d'An-

gers - Diction de P. Kossowski. Musée
des beaux-arts Jules-Charvet, 10, rue de la
Bastille (88-53-18). Jusqu'au 1^{er} sep-
tembre. César. ENAC, 24, avenue Jean-
Médard (62-37-11). Jusqu'au 5 septem-
bre. — Les moments réalistes : un siècle
de l'art. Galerie de la ville de Nice, 77, quai
des États-Unis (62-31-24). — Œuvres
récentes. Galerie d'art contemporain,
11, quai des États-Unis (62-37-11).

NIMES. Eero Puttonen. Musée des
beaux-arts, rue Cité-Foule (67-25-57).
Jusqu'au 19 août.

QUIMPER. Bazile. — Régionalisme.
Musée (95-45-20). Jusqu'au 31 août.

RENNES. Patrick Raynaud. Musée des
beaux-arts, 20, quai. Emile-Zola
(20-83-67). Jusqu'au 30 août.

SAINT-ETIENNE. Musée, dessins, tra-
vaux. — d'art et d'industrie
(33-04-85). Jusqu'au 1^{er} septembre.

SAINT-REMY-DE-PROVENCE. Na-
ture de la terre : œuvres d'Abraham-
Alexandre, Hiss, Jaccard, etc. Galerie
Noëlle Gest, 5, rue de la Commune
(92-00-72). Jusqu'au 30 septembre.

SAINT-TROPEZ. Fleurs de Fantin-
Latoré à Matisse (France, 1865-1925).
Musée de l'Annuaire (97-04-01).
Jusqu'au 27 septembre.

TOULOUSE. Musée, 115, boulevard Le-
clair (93-15-54). Jusqu'au 30 septembre.

TOUTOISE. Musée, 115, boulevard Le-
clair (93-15-54). Jusqu'au 30 septembre.

VASCOS. (Eure). Yves Breyer. —
Château (23-62-55). Jusqu'au 1^{er} novem-
bre.

VENCE. Louis Pons, peintures. Galerie
Alphonse Chave (58-09-45). Jusqu'au
1^{er} septembre.

VILLARS. Collages de Fernand (exposi-
tion de la Bibliothèque municipale). Château
de Puygailhem (09-76-76). Jusqu'au
12 septembre.

VILLEURBANNE. Bokanowski, Buren,
Cragg, Holzer, Natta, Frydman L. —
biennale Musée (84-55-10). Jusqu'au
31 août.

RADIO-TELEVISION

Vendredi 13 août

Un film

LES YEUX BANDES

Film espagnol de Carlos (1978), G. Chaplin, J.-L. Gomez, L. Elorriaga, A. Falco, L. Cardona.
A 2, 22 h 50.
* * * Un metteur en scène et professeur de théâtre brutalement confronté au problème de la torture. Après la mort de Franco, dans une Espagne sortie de son immobilisme politique, Saura s'interrogeait sur l'attitude possible devant les maux de l'obscurité, les actes de barbarie commis au sein des sociétés dites civilisées. La mise en scène, épurée, où l'on ne relève plus d'influences de Bunuel et de Bergman, glisse du réel au fantasme, traite par Saura, s'entrelacent avec ceux de la création engagée. Géraldine Chaplin est plus que jamais merveilleuse dans son jeu à facettes.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 30 Feuilleton : La portière de pain.
13 h 30 Journal.
13 h 35 Série : L'homme de l'Atlantide.
16 h 00 Croque-vaseaux.
18 h 30 Série : Les Arpents verts.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Feuilleton : Les confessions.

12 h 20 Émissions régionales.
14 h 45 Encore des histoires.
20 h 30 Journal.
21 h 35 Téléthèque : Spécial été.
Le chœur français des années 60 avec Claude François, Charles Trenet, Richard Anthony, Gilbert Bécaud, Georges Brassens, etc.
21 h 35 Feuilleton : Les aventures de Caleb Williams.
D'après l'œuvre de W. Goethe, par H. W. M. S. Rea, L. Spada, A. Frans. (premier épisode).
22 h 00 Journal.
22 h 05 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

du chevalier d'industrie Félix Krull.
Feuilleton allemand d'après le roman de T. Mann, scénario R. Sinel et A. Brunelle.
Deuxième épisode : La fille de la rue.
21 h 35 Série historique : L'agonie de l'Empire.
Par R. Chanas, N. 3 : Espérance à Waterloo.
La bataille de Waterloo à travers le double regard de Napoléon et de Wellington observant le terrain, l'issue de leur bataille. René Chanas a voulu faire revivre cet après-midi de combats sanglants avec des schémas animés qui expliquent les mouvements de troupes grâce aussi à des extraits de films reconstituant l'atmosphère de la bataille.
22 h 30 Journal.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

10 h 30 Journal.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

Amis en vitro, Douglas Stanley a mené son enquête à l'Université de Monastère, au centre médical Queen Victoria à Melbourne.
21 h 35 Série historique : L'agonie de l'Empire.
Par R. Chanas, N. 3 : Espérance à Waterloo.
La bataille de Waterloo à travers le double regard de Napoléon et de Wellington observant le terrain, l'issue de leur bataille. René Chanas a voulu faire revivre cet après-midi de combats sanglants avec des schémas animés qui expliquent les mouvements de troupes grâce aussi à des extraits de films reconstituant l'atmosphère de la bataille.
22 h 30 Journal.
23 h 30 Journal.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 30 Musique : Les Arpents verts.
13 h 30 Musique : Les Arpents verts.
14 h 30 Musique : Les Arpents verts.
15 h 30 Musique : Les Arpents verts.
16 h 30 Musique : Les Arpents verts.
17 h 30 Musique : Les Arpents verts.
18 h 30 Musique : Les Arpents verts.
19 h 30 Musique : Les Arpents verts.
20 h 30 Musique : Les Arpents verts.

Semaine du 13 août au 19 août

Les programmes du mercredi 11 et jeudi 12 août sont en page 14.

Lundi 16 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1
12 h 30 Feuilleton : La portière de pain.
13 h 30 Journal.
13 h 35 Série : L'homme de l'Atlantide.
16 h 00 Croque-vaseaux.
18 h 30 Série : Les Arpents verts.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Feuilleton : Les confessions.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

Mardi 17 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1
12 h 30 Feuilleton : La portière de pain.
13 h 30 Journal.
13 h 35 Série : L'homme de l'Atlantide.
16 h 00 Croque-vaseaux.
18 h 30 Série : Les Arpents verts.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Feuilleton : Les confessions.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

Mercredi 18 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1
12 h 30 Feuilleton : La portière de pain.
13 h 30 Journal.
13 h 35 Série : L'homme de l'Atlantide.
16 h 00 Croque-vaseaux.
18 h 30 Série : Les Arpents verts.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Feuilleton : Les confessions.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

Samedi 14 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 30 Feuilleton : La portière de pain.
13 h 30 Journal.
13 h 35 Série : L'homme de l'Atlantide.
16 h 00 Croque-vaseaux.
18 h 30 Série : Les Arpents verts.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Feuilleton : Les confessions.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

10 h 30 Journal.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 30 Musique : Les Arpents verts.
13 h 30 Musique : Les Arpents verts.
14 h 30 Musique : Les Arpents verts.
15 h 30 Musique : Les Arpents verts.
16 h 30 Musique : Les Arpents verts.
17 h 30 Musique : Les Arpents verts.
18 h 30 Musique : Les Arpents verts.
19 h 30 Musique : Les Arpents verts.
20 h 30 Musique : Les Arpents verts.

Dimanche 15 août

Deux films

ALVAREZ KELLY
Film français de Nicolas Dary-tryk (1978), avec W. Holden, R. Widmark, J. Rate, P. O'Neal, M. Shaw, R. Ross.
TF1, 20 h 30.
* La guerre de Sécession. Un élève mexicain et son troupeau pris entre les Norwégiens et les Américains. L'originalité de ce film n'a pas été le fait. Les scènes d'action et l'affrontement spectaculaire de William Holden et Richard Widmark retiennent pourtant l'attention.

PORT-ARTHUR

Film français de Nicolas Dary-tryk (1978), avec D. Darrieux, A. Wohlbrück, C. Vanel, J. Maz, J. Worms.
FR3, 22 h 40.
* Amour et espionnage au Japonais, de la base navale Port-Arthur, adapté par les Américains. Cette adaptation du roman de James Fenimore Cooper, courant orientaliste et complotiste qui traverse la cinématographie américaine, passionnante, les scènes de bataille réalistes avec brio. Presque méconnaissable sous un maquillage d'extrême violence, Dary-tryk tient le rôle dramatique d'une œuvre de fiction. Un officier russe et que son demi-frère, Japonais, poursuit de sa haine. Ce film avait disparu. Il a été retrouvé grâce à deux copies retrouvées après trois ans de recherches.

12 h 30 Journal.
13 h 30 Série : Spiderman.
14 h 30 Sports dimanche.
15 h 30 Journal.
16 h 30 Série : Les Arpents verts.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

10 h 30 A.N.T.I.O.P.E.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

12 h 30 Journal.
13 h 30 Série : Spiderman.
14 h 30 Sports dimanche.
15 h 30 Journal.
16 h 30 Série : Les Arpents verts.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

10 h 30 Journal.
12 h 10 Journal.
12 h 15 La vérité est au fond de la mer.
13 h 30 Journal.
14 h 30 Journal.
15 h 30 Série : Les Arpents verts.
16 h 30 Journal.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

12 h 30 Journal.
13 h 30 Série : Spiderman.
14 h 30 Sports dimanche.
15 h 30 Journal.
16 h 30 Série : Les Arpents verts.
17 h 30 Journal.
18 h 30 Journal.
19 h 30 Journal.
20 h 30 Journal.

FRANCE-MUSIQUE

12 h 30 Musique : Les Arpents verts.
13 h 30 Musique : Les Arpents verts.
14 h 30 Musique : Les Arpents verts.
15 h 30 Musique : Les Arpents verts.
16 h 30 Musique : Les Arpents verts.
17 h 30 Musique : Les Arpents verts.
18 h 30 Musique : Les Arpents verts.
19 h 30 Musique : Les Arpents verts.
20 h 30 Musique : Les Arpents verts.

TÉLÉVISIONS FRANCOPHONES

VENDREDI 13 AOÛT
R.T.L. : 21 heures, Message chrétien de H. Schumann.
R.M.C. : 21 heures, La petite fille en vêtements bleus, film de A. Bridges.
R.T.S. : 21 heures, Mariage en blanc, film de R. Frost.
T.S.R. : 21 h 55, Vers le Sud.
Samedi 14 AOÛT
R.T.L. : 21 heures, Les Amis du roi Salomon, film de C. Bennet et R. Bridges.
R.M.C. : 21 heures, Gilda de G. M. M. G. M.
R.T.S. : 21 h 55, Jeanne d'Arc, film de J. M. G. M.
T.S.R. : 21 h 55, Et on chantait à la Neuville.
Dimanche 15 AOÛT
R.T.L. : 21 heures, L'Uitisme chrétien, film de G. Schumann.
R.M.C. : 21 h 55, Straight on till morning, film de M. Carrara.
R.T.S. : 21 heures, Vagabonds, film de J. M. G. M.
T.S.R. : 21 heures, Les gens de chez nous.
Lundi 16 AOÛT
R.T.L. : 21 heures, L'Amour en quarantaine, film de G. Schumann.
R.M.C. : 21 heures, Slopes, film de P. Grimault.
R.T.S. : 21 h 55, Gino, film de J. M. G. M.
T.S.R. : 21 h 55, Les gens de chez nous.
Mardi 17 AOÛT
R.T.L. : 21 heures, Hold-up à la française, film de M. Loy.
R.M.C. : 21 heures, La chasse aux sorcières.
R.T.S. : 21 heures, Feuilleton : la poterie sanglante, 21 h 15, Les contes de ma mère, 21 h 30, Les gens de chez nous.
Mercredi 18 AOÛT
R.T.L. : 21 heures, Un schéar à New York, film de J. M. G. M.
R.M.C. : 21 heures, Les Glands, film de A. J. J.
R.T.S. : 21 h 55, Les gens de chez nous.
Jeudi 19 AOÛT
R.T.L. : 21 heures, Le Signe de la croix, film de J. M. G. M.
R.M.C. : 21 heures, Elisabeth, film de O. W. W.
R.T.S. : 21 h 55, Les gens de chez nous.
Vendredi 20 AOÛT
R.T.L. : 21 heures, Les gens de chez nous.
R.M.C. : 21 heures, Les gens de chez nous.
R.T.S. : 21 h 55, Les gens de chez nous.

CINEMA

ÉQUIPEMENT

TRANSPORTS

Les travaux du métro de Mexico sont suspendus

Le Mexique a décidé de suspendre pour une durée indéterminée la construction du métro de Mexico. Cette décision est une conséquence des difficultés économiques du pays (lire page 7). Les travaux actuels portent sur 11 kilomètres d'infrastructures qui auraient été mis en service à la fin de cette année, un projet de 4 kilomètres, terminé, sera toutefois inauguré officiellement le 15 août prochain. Le métro de Mexico, dont la réalisation a commencé en 1967, devrait, lorsqu'il sera achevé, comporter 110 kilomètres de lignes. L'investissement total atteignant 11 milliards de francs.

Inquiétude

dans l'industrie ferroviaire française

En dépit d'un chiffre d'affaires (9 903 millions de francs) en augmentation de 13 % en 1981 par rapport à 1980 (et de 3,5 % en francs constants), l'industrie ferroviaire commence à nourrir quelques inquiétudes pour l'avenir.

En effet, le dernier rapport d'exercice, en l'absence d'analyse professionnelle, ne permet pas de conclure que les perspectives de l'industrie ferroviaire, avec la montée de la concurrence internationale, sont satisfaisantes. L'augmentation des charges et un différentiel négatif d'inflation, en conjugué, pour l'industrie ferroviaire, avec la montée de la concurrence internationale, sont satisfaisantes. L'augmentation des charges et un différentiel négatif d'inflation, en conjugué, pour l'industrie ferroviaire, avec la montée de la concurrence internationale, sont satisfaisantes.

Ceux-ci ne prennent apparemment pas le chemin. Globalement, en 1981, le chiffre d'affaires du marché intérieur a diminué de 3,5 % en francs constants et les commandes de matériel ont baissé de 10 % par rapport à l'année précédente. Les commandes de matériel ont baissé de 10 % par rapport à l'année précédente. Les commandes de matériel ont baissé de 10 % par rapport à l'année précédente.

Faits et projets

MANIFESTATION DES ÉCOLOGISTES DANS L'ATLANTIQUE

Six écologistes, membres de l'organisation internationale Greenpeace, se sont rendus en plein Atlantique aux dispositifs de largage du bateau-poubelle Gem qui doit déverser 2 700 tonnes de déchets radioactifs dans l'Océan.

LE SAUVETAGE DU MONT-SAINT-MICHEL

La démolition d'une tige d'acier responsable de l'ensablement du bief du Mont-Saint-Michel serait entreprise au début de l'année prochaine. C'est ce qu'a annoncé, lundi 9 août, M. Yves Dauge, directeur de l'urbanisme et des paysages au ministère de l'Urbanisme et du Logement, en inaugurant, sur le site lui-même, une exposition sur le sauvetage du Mont.

La digue en question, celle de la Roche Torin, empêche les eaux de la Sélune, rivière normande, d'envahir le bief du Mont-Saint-Michel. On sait depuis 1977 ce qui se passe et ce qu'il faut faire pour remédier à la situation. Mais il y a cinq ans maintenant que les responsables successifs n'ont pas lancé l'opération.

DES BÉNÉFICES POUR AÉROPORT DE PARIS

L'établissement public Aéroport de Paris a enregistré, en 1981, un résultat net positif de 18 millions de francs, contre 59 millions de pertes en 1980. Avec 28,5 millions de passagers, le trafic des trois grandes plates-formes parisiennes (Charles-de-Gaulle, Orly, Le Bourget) a augmenté de 7,1 % - bien que le nombre de mouvements d'avions ait enregistré une baisse de 2 % - lui permettant de réaliser la deuxième place européenne après Londres. Paris se vante, comme le premier rang européen pour le fret, avec 618 000 tonnes traitées (+ 8,4 % par rapport à 1980), de Francfort (600 000 tonnes) et Londres (589 000 tonnes).

IL ÉTAIT UNE FOIS LE WESTERN (v.o.) : Olympia, 14 (542-67-42), mer. : le Gang des frères James ; ven. : la Vallée de la peur ; dim. : Coupes de feu dans la Sierra ; lun. : mer. : le Convoi des braves.

LES GRANDS REPRISÉS : APOCALYPSE NOW (A. v.o.) : Martini, 14 (359-92-82) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

LA BELLE MÈRE (A. v.o.) : Convention St-Charles, 15 (379-35-00) ; Rivoli-Cinéma, 14 (327-63-32).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

FRANKENSTEIN JR. (A. v.o.) : Opéra-Night, 2 (296-62-56).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Ambassade, 14 (359-92-82).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

JE T'AIME MOI NON PLUS (Fr.) : Châtelet-Victoria, 14 (508-94-14).

VOTRE TABLE CE SOIR

© Ambiance musicale à l'Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. E. : ouvert jusqu'à 11 heures

DINERS

RIVE DROITE

INDRA F/dim. 359-46-40 10, rue du Commandant-Rivière, 8

LES TROIS MOUTONS 225-26-95 63, avenue F.-Roosevelt, 8

LES TROIS LIMOUSINS 562-35-97 8, rue de Berri, 8

LE BŒUF 225-37-19 96, rue La Boétie, 8

TY COZ 42-95 35, rue Saint-Georges, 9

L'ORÉE DU BOIS 747-92-50 Porte Maillot, Bois de Boulogne, T.I.J.

RIVE GAUCHE

LA FERME DU PÈRECORD 1, rue Fossé-Saint-Marcel, 5

LE MAHARAJAH 325-12-84 15, rue J.-Chaplain, 6

DEJEUNERS D'AFFAIRES, DINERS. Commandes prises jusqu'à 19h30. Tél. : 331-69-20. Ouvert tout l'été.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA CHAMPAGNE 10, rue de la Chapelle, 10

LES HANSI 3, rue de la Chapelle, 3

AUBERGE DAB 161, rue de la Chapelle, 161

LA CLOSURE DES LILAS 171, rue de la Chapelle, 171

STAGE DE THÉÂTRE

pour 15 personnes

dirigé par SCOTTO

du 18 août au 15 septembre

au théâtre de

l'ESCALIER D'OR

523-15-10. 508-87-74

photo/ciné/son vidéo/audiovisuel

GRAND CHOIX DE TITRES

V.H.S. ET BETAMAX

7, rue La Fayette 75009 Paris

Tél. 874-84-43 + 878-37-25

1. REPLY: FIVE MINUTES

Le Monde

économie

AFFAIRES

Une politique industrielle ne peut pas être la politique des industriels

(Suite de la première page.)

C'est ainsi que, après avoir mené vainement ce combat en retraite, M. Gandois s'est affranchi de sa condition d'otage volontaire pour choisir la liberté de nous expliquer que les nationalisations tendent fatalement à ruiner l'avenir industriel de la France. Car, s'il était vrai que les nationalisations ne comportassent que des inconvénients et aucun avantage, comment expliquer la détermination du président de la République et du gouvernement à les mener à bien autrement que par l'obligation où ils se seraient trouvés d'acquiescer à une sorte de cotisation idéologique à leur passé, mais comment du même coup ne pas comprendre que des chefs d'entreprise qui les résistent en bloc aient tenté de les servir, tant qu'ils croyaient pouvoir se flatter de l'espérer d'être en mesure de les démentir ?

Nationaliser pour investir

Il est temps, à la vérité, de placer le débat sur les nationalisations, leur fonction et leur usage sur un terrain moins idéologique.

L'élargissement du secteur public en France répond à quatre nécessités : investir, investir efficacement, investir utilement et donner aux travailleurs une conscience de leurs responsabilités et la possibilité concrète de l'exercer sans laquelle il n'est pas de démocratie.

Investir, car c'est un fait que depuis dix ans le secteur public est le seul à supporter l'effort en France, et une illusion de croire que des exportations patriotiques ou un allègement de leurs charges conduiront les entrepreneurs privés à réaliser sous Mitterrand les investissements qu'ils différaient sous Giscard, tant qu'ils n'y seront pas entraînés par un moteur assez puissant pour engager la relance de l'économie. Mais l'efficacité de l'investissement implique une restructuration de l'appareil de production où le poids de leur endettement et la concurrence internationale conduisent les grands groupes privés à sacrifier à l'impératif financier l'impératif industriel. Et l'impératif industriel, ou ce que l'entreprise parvient à en sauvegarder, ne saurait être à lui seul celui de la nation : la contradiction qui oppose à court terme la productivité et l'emploi ne peut pas se résoudre dans la répétition éternelle que ce qui est bon pour ELF-ERAP serait forcément bon pour la France. La Grande-Bretagne nous offre l'éloquent exemple de multinationales florissantes dépeçant une économie en perdition. S'il est clair que l'utilité sociale de l'investissement doit à coup sûr se mesurer à la rentabilité de l'entreprise, mais ne saurait s'y

réduire, il s'ensuit que celle-ci ne saurait constituer l'alpha ni l'oméga de l'ordre de nos raisons.

Le Plan, c'est-à-dire la démocratisation des choix économiques et l'intégration du calcul économique dans un calcul social, ne serait qu'une dissertation académique ou un plaidoyer rétrospectif s'il n'était lié aux entreprises dont les décisions structurelles l'avenir. L'élargissement du secteur public est enfin une des conditions nécessaires, mais, à l'évidence, non la seule, d'une extension des droits et des responsabilités des travailleurs et du renforcement d'un pouvoir syndical qui s'inscrivent sans doute à terme, et d'un point de vue socialiste, dans la perspective d'un changement social dont on comprend parfaitement qu'il ne répond pas aux vœux du patronat français, mais qui ne feront aujourd'hui que mettre la législation du travail et les relations industrielles au niveau de pays d'Europe du Nord qui ne passent pas pour des modèles de désorganisation économique.

Les Français - qui ont sous les yeux, depuis 1936, l'exemple de la S.N.C.F. et, depuis la libération, celui de Renault et de l'E.D.F. - sentent assez généralement l'ailleur que la nationalisation des grands groupes industriels est une réponse nécessaire aux exigences modernes de l'efficacité de la démocratie, et je ne crois pas qu'ils soient prêts à changer d'avis. C'est pourtant peut-être dans cet espoir que d'aucuns se firent les avocats d'une nationalisation à 51 % avec un acharnement qui aurait suffi à le faire pressentir : des nationalisations à 51 % ne sont pas des nationalisations. Les difficultés rencontrées par les pouvoirs publics dans leurs relations avec les entreprises dont le capital est partagé entre l'Etat et les intérêts privés, tel que la C.F.P. et ELF-ERAP, mais davantage encore l'importance qu'attachent les capitalistes - à juste titre - à la répartition de leur patrimoine et à la détention de minorités de blocage le montrent clairement, sans parler de l'ambiguïté qu'un tel partage peut introduire dans les orientations de la gestion ou dans les rapports avec les salariés. Ne courons donc pas d'un abus de langage ces alléges : ils peuvent au demeurant fournir dans certains cas des techniques judicieuses pour étendre l'influence du secteur public, mais ne sauraient en aucune manière se confondre avec lui.

Nul ne songerait assurément faire grief à M. Gandois d'avoir eu le souci de préserver les intérêts des actionnaires du groupe Rhône-Poulenc, et plus particulièrement de ses petits porteurs. Si l'on se souvient aujourd'hui des centaines de procès que, selon leurs adversaires,

devaient provoquer les nationalisations, et qui n'ont pas eu lieu, si l'on se souvient également de la hausse de la valeur boursière dont les actions concernées bénéficièrent à la même époque, on peut penser que la crainte que leurs détenteurs fussent lésés n'était pas partagée par tout le monde. Mais ce qui paraît véritablement étrange est la manière dont M. Gandois entend expliquer à la fois sa décision de rester et celle de partir, en opposant une première conception de l'entreprise, qu'il croyait pouvoir appliquer, à une seconde qui aurait, selon lui, prévalu.

« Selon la première conception, nous dit-il, l'entreprise nationalisée se distingue de l'entreprise privée par trois différences :

« Sur le plan économique, elle doit prendre plus de risques calculés à long terme ;

« Sur le plan social, elle doit pratiquer la même politique, mais elle doit en plus se sentir un devoir d'innovation ;

« Enfin, elle doit prendre en charge certains soucis de l'Etat, pour autant que cela ne la détourne pas de sa vocation et ne la pénalise pas. »

Quant à la seconde conception, celle qui considère, selon M. Gandois, l'entreprise comme un « outil politique » dont les missions prioritaires sont la réalisation des objectifs économiques et sociaux du gouvernement, elle peut conduire :

« A investir sans être sûr que le marché existe et à se donner ainsi l'illusion de créer des emplois qui ne seront pas durables ;

« A sacrifier les équilibres financiers du bilan pour réaliser des objectifs ambitieux ;

« A accepter des concessions importantes sur la productivité pour favoriser l'emploi ;

« A faire des expériences risquées sur la répartition du pouvoir de l'entreprise, quitte à la mettre en péril. »

Ces distinctions nous paraissent bien spéculatives et ne servent qu'à masquer la vérité, qui est tout autre. Car enfin : qu'est-ce que « reconnaître la nécessité de prendre plus de risques à long terme » (que l'entreprise privée) sinon « investir sans être sûr que le marché existe », ou plus exactement sans pouvoir l'évaluer avec certitude ? Et qu'est-ce que « prendre en charge certains soucis de l'Etat et se sentir un certain devoir d'innovation » sinon consacrer directement une part des gains de productivité à l'emploi ?

Une volonté de cohérence

Nous sommes en réalité en présence d'une attitude d'esprit qui n'accepte, d'ailleurs, de regret, des nationalisations que leurs dispositions juridiques, mais qui en récuse le sens, puisqu'elle ne conçoit pas l'autonomie de l'entreprise publique autrement que celle de l'entreprise privée. Ce refus implicite, mais déterminé, de toute planification (autre que celle d'une programmation interne à l'entreprise) conduit M. Gandois à déclarer que l'incompatibilité relative d'objectifs divergents à court terme au niveau de l'entreprise resterait indépassable sur un autre plan : celui de la politique économique et sociale de la nation. Ecrite en effet que « rechercher la compétitivité de l'entreprise, mais en même temps créer de l'emploi, présenter les entreprises nationales comme le moteur de l'investissement tout en leur conservant le caractère d'entreprises ayant comme telles des contraintes de bilan et de financement, ne peut que déboucher sur une série de contradictions », c'est résuser d'avance la capacité de l'Etat de mener une politique qui ne s'identifierait pas totalement aux intérêts d'un groupe social particulier, c'est oublier qu'on n'exerce pas une volonté de cohérence au niveau de la République en se contentant de prendre la mesure des contradictions de l'économie et de la société.

C'est un fait qu'une grande partie de l'investissement nécessaire à la

« Un contrat-cadre pour développer l'utilisation du bois dans le bâtiment a été signé jeudi 5 août entre les pouvoirs publics et les principales organisations professionnelles du secteur du bois et du bâtiment. Bien que la construction représente 40 à 50 % de la consommation totale du bois d'œuvre, le bois apparaît encore sous-utilisé en France dans ce secteur. Le contrat-cadre prévoit de nombreuses actions pour développer cette utilisation, notamment la construction de 6 000 logements bois par an, d'ici à trois ans, dans le cadre d'un contrat spécifique passé entre la direction de la construction et l'association France Promobois Construction.

modernisation et à la compétitivité des entreprises détruit, dans un premier temps, davantage d'emplois qu'il n'en crée, ce qui appelle clairement d'autres investissements directement créateurs d'emplois et d'entreprises. En un mot, pas plus que l'industrie ne doit rester une affaire de banquier, une politique industrielle ne peut être la politique des industriels - bien qu'elle doive être, bien entendu aussi, une politique de l'entreprise industrielle. Celle-ci, qui doit concerner l'ensemble du tissu industriel français où l'on sait que le secteur privé continuera à occuper les trois quarts des emplois, doit répondre à la nécessité de renforcer les entreprises en capitaux propres et en ressources longues - sans financer indéfiniment en priorité celles qui perdent le plus d'argent - et à l'idée que la démocratie économique à l'intérieur des entreprises est une des conditions du progrès de la productivité.

Il nous semble, au contraire, que la conception qui transparaît dans les propos de M. Gandois néglige largement les effets de synergie que l'on doit rechercher à travers une dynamisation de l'ensemble de l'appareil industriel national, et qu'elle ne se distingue guère de la « politique des créneaux » de M. Barre : celle qui consiste à s'abandonner sans guère tenter de les modifier aux injonctions de la division internationale du travail en se contentant de jouer le mieux possible les rôles qu'elle nous laisse.

La dictature des critères financiers

M. Gandois considère, en effet, qu'il serait contradictoire de « parler de reconquête du marché intérieur », alors que l'on affirme que « l'on veut rester en économie ouverte ». Il ne semble donc pas apercevoir que la première question ne peut se poser qu'à partir de la seconde. Sans doute serait-il plus juste de parler de reconquête de la production intérieure pour la bonne raison que les conditions structurelles de la compétitivité des entreprises demeurent les mêmes et jouent dans le même sens de part et d'autre des frontières. On sait bien, par ailleurs, qu'il n'y a pas de choix entre l'autarcie et le libre-échange - comment parler d'égalité dans les conditions de l'échange entre un pays comme la France, où le taux de pénétration de l'importation approche le quart de la production intérieure brute, et les Etats-Unis et le Japon, qui sont à la fois les puissances industrielles les plus fortes et les plus protectionnistes du monde, et où le taux de pénétration de l'importation est d'environ 7 % ? Il s'agit de choisir entre la colonisation économique et la recherche des conditions d'échange moins inégales.

Il est vrai que la décision de programmer l'économie française vers la croissance dans un environnement international qui suit la pente inverse constitue un enjeu d'une extraordinaire difficulté. Loin de nous épargner la nécessité de choisir, il la rend plus rigoureuse, mais aussi plus volontaire, puisqu'il appelle un certain renversement de l'ordre de nos raisons. Cela n'implique en rien qu'on oublie un million de leur chaîne : libérer l'industrie de la dictature des critères financiers ne consiste pas à en nier l'existence pour financer l'importation comment n'importe quoi. Mais cela exige certainement de notre gouvernement qu'il recherche d'abord la confiance internationale à travers celle des Français, plutôt que l'inverse.

DIDIER MOTCHANE.

CONJONCTURE

Le blocage des prix et des revenus

Soixante-huit mille établissements ont été contrôlés en un mois et demi

Le blocage des prix a donné lieu à un nombre considérable de relevés. Du 11 juin à la fin juillet, quelque soixante-huit mille établissements ont été contrôlés, ce qui a fait l'objet de trois mille cents procès-verbaux. « Sur la base de cet échantillon, le blocage est respecté à 96 % », pouvait déjà affirmer le premier ministre dans son interview au Point du 26 juillet. Ces procès-verbaux sont suivis d'amendes transactionnelles ou de poursuites judiciaires. Toujours selon M. Mauroy, près d'une vingtaine d'informations judiciaires ont été ouvertes. Elles visent principalement des services et des grandes surfaces. Deux d'entre elles, Carrefour et Auchan, viennent d'être sanctionnées par le tribunal correctionnel de Bordeaux. Une troisième, Intermarché, fait l'objet d'une instruction.

Aux nombreux agents chargés des vérifications s'ajoute l'action des associations de consommateurs dont la vigilance s'est considérablement accrue. Parfois aussi, dans les grands établissements de distribution, les syndicats s'opposent aux modifications d'étiquettes. Les infractions les plus bénignes ont trait à de légères hausses de prix. Les plus graves concernent des disparités de factures tendant à masquer des hausses trop importantes.

Deux hypermarchés de la région bordelaise sont condamnés à des amendes

De notre correspondant

Bordeaux. - Les directeurs de deux hypermarchés de l'agglomération bordelaise ont été condamnés à des amendes de 30 000 et 25 000 F pour des hausses illicites, après le blocage des prix, par la troisième chambre correctionnelle du tribunal de Bordeaux qui a rendu mardi 10 août son jugement qu'elle avait mis, cinq et quatre jours plus tôt, en délibéré.

Les 15, 28 et 29 juin, des fonctionnaires de la Direction de la concurrence et de la consommation avaient effectué dans les deux hypermarchés (Carrefour à Mérignac, et Auchan à Bordeaux-Lac) les relevés des prix d'environ quatre cents denrées différentes. A Carrefour, les fonctionnaires avaient constaté des hausses illicites sur vingt-trois articles. Elles étaient en général de 0,50 F, avec cependant quelques exceptions atteignant parfois 7 F, comme sur vingt-quatre rouleaux de papier hygienique dont le prix était passé de 39,85 F à 46,85 F.

Le directeur de Carrefour, M. Roland Moreau, a expliqué que, dès qu'il avait eu connaissance de l'ordonnance gouvernementale, il avait donné la consigne à ses chefs de secteur de ne majorer aucun prix de vente. Mais certains de ceux-ci « ont interprété à tort, à leur façon, des directives précises », comme l'a reconnu l'un d'eux, le chef de service de l'alimentation. Il est vrai qu'il y a aussi un contrat passé en début d'année entre les directeurs et les chefs de secteur : on s'engage sur un chiffre d'affaires et sur un bénéfice et cet objectif doit être atteint dans l'année coûte que coûte.

On reproche donc au directeur de ne pas avoir surveillé si ses instructions avaient bien été suivies. Et le procureur avait réclamé une amende de 100 000 F.

Le directeur de Carrefour a été condamné à une amende de 30 000 F, à la publication du jugement dans le quotidien Sud-Ouest (dont le coût ne pourra être supérieur à 5 000 F) et à l'affichage de ce jugement pendant huit jours sur les portes du magasin. Quatre associations de consommateurs qui s'étaient portées partie civile recevront 800 F chacune au titre de dommages-intérêts.

UNE INFORMATION A ÉTÉ OUVERTE CONTRE INTERMARCHÉ

Une information contre X a été ouverte le 28 juin. Elle vise à déterminer si le groupe Intermarché a pratiqué, postérieurement à l'arrêt du 11 juin sur le blocage des prix, des hausses de prix - illicites. L'Union fédérale des consommateurs avait constaté de telles hausses entre le 11 et le 18 juin dans les intermarchés d'Arras (Pas-de-Calais) et de Saint-Dizier (Haute-Marne).

La Confédération syndicale du cadre de vie avait également enregistré durant la même période des majorations de prix dans les intermarchés de Gironde.

L'enquête, menée par M. Delahaye, juge d'instruction à Paris, concerne les quelque 390 magasins du groupe, répartis dans toute la France. Elle devrait permettre de déterminer si les hausses enregistrées ont été décidées dans certaines régions seulement ou si elles ont été appliquées partout, à la demande de la direction générale.

Celle-ci aurait encouragé tous ses adhérents à détruire les « listings » de prix en vigueur avant la période de blocage et à les remplacer par de nouveaux barèmes tenant compte des hausses de prix qu'elle avait prévu d'appliquer à partir du 8 juin, après quatre mois de « trêve des prix ».

SOCIAL

L'évolution de l'emploi de 1970 à 1980

LE NOMBRE DE CHOMEURS A PLUS QUE DOUBLÉ DANS LES PAYS DE L'O.C.D.E.

Le chômage a plus que doublé de 1970 à 1980 dans les pays de l'O.C.D.E., indique un rapport publié par cette organisation. Le nombre de demandeurs d'emploi est en effet passé de 10,3 millions en 1970 à 21,3 millions en 1980. Dans le même temps, avec un accroissement de 14 % de 1970 à 1980, la population active totale (les personnes pourvues d'un emploi ou en quête d'emploi) s'est développée plus rapidement que la population totale (+ 9 %). La population active était en 1980 de 351,4 millions de personnes, la population totale de 780 millions.

L'arrivée des femmes sur le marché du travail a été encore plus marquante, puisque leur proportion dans la population active a progressé de 25 %. Certes, ce mouvement varie beaucoup selon les pays, la progression étant de + 44 % aux Etats-Unis mais de 7 % seulement au Japon. En 1980, sur l'ensemble des pays de l'O.C.D.E., 55 femmes sur 100 avaient un emploi ou en cherchaient un : 48 sur 100 en Europe, 54 au Japon et 60 aux Etats-Unis.

Autre constat, sans surprise : le nombre d'emplois a augmenté beaucoup plus vite dans les services (+ 27,4 %) que dans l'industrie (+ 1,6 %), et a fortement diminué dans l'agriculture (- 19,4 %). En 1980, 182,6 millions de personnes travaillaient dans le secteur des services, contre 109,3 millions dans l'industrie et 32,4 millions dans l'agriculture.

Les suites de l'affaire

A.E.G.-Telefunken

LES BANQUIERS AFFIRMENT AVOIR CONSTITUÉ DES PROVISIONS.

Les principaux banquiers du groupe allemand A.E.G.-Telefunken, dont le conseil a demandé lundi sa mise en règlement judiciaire (le Monde du 11 août), ont indiqué qu'ils seraient capables de couvrir les risques financiers découlant de cette décision. Tous ont affirmé avoir provisionné dans leurs comptes les pertes que l'affaire A.E.G. va leur occasionner.

On estime à vingt-neuf mille le nombre des créanciers qui seront remboursés intégralement, le montant de leur créance étant inférieur à 10 000 DM. Les autres créanciers, notamment les vingt-quatre banques, qui ont prêtés 5 milliards de DM à A.E.G., ne récupéreront en principe que 40 % de leurs créances.

Outre-Rhin, où l'affaire est considérée comme une tragédie pour l'industrie, on espère que l'administration judiciaire, les dirigeants de A.E.G., les banques et les pouvoirs publics vont mettre sur pied un plan de redressement « réaliste et concret » qui permette de sauver une partie de l'ancien empire de A.E.G.-Telefunken.

Le Sénat de Berlin-Ouest envisage d'accorder des garanties pour maintenir en activité les installations du groupe qui, à Berlin, emploie douze mille personnes. De son côté, Philippe, qui détient 24,5 % du capital de Grundig, s'est montré favorable à l'accord conclu il y a quinze jours pour la reprise des activités radio-télévision de Telefunken par Grundig.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SEPT MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-UL	7,8250 7,8280	+ 135 + 175	+ 220 + 270	+ 310 + 470
SE-UL	5,6012 5,6049	- 185 - 60	- 175 - 125	- 445 - 338
Yen (100)	2,6635 2,6657	+ 150 + 180	+ 305 + 335	+ 920 + 1000
DM	2,7805 2,7828	+ 110 + 135	+ 235 + 265	+ 735 + 815
SE-UL	2,5245 2,5261	+ 90 + 130	+ 195 + 235	+ 630 + 715
SE-UL	14,5285 14,5313	+ 145 + 25	+ 285 + 285	+ 180 + 310
SE-UL	3,2523 3,2530	+ 280 + 315	+ 555 + 595	+ 1585 + 1625
SE-UL	4,9833 4,9849	- 270 - 210	- 510 - 435	- 1555 - 1375
SE-UL	11,8912 11,8912	+ 270 + 330	+ 545 + 655	+ 1090 + 1290

TAUX DES EURO-MONNAIES

	1/4	1/8	13/16	9/32	1/2	3/4	1
DM	10 7/8	11 3/8	11 7/16	11 13/16	12 1/2	12 3/8	13 1/2
SE-UL	10 7/8	11 3/8	11 7/16	11 13/16	12 1/2	12 3/8	13 1/2
SE-UL	11 1/4	12 1/8	12 1/2	13 1/4	14 1/2	15 1/4	16 1/2
SE-UL	11 1/4	12 1/8	12 1/2	13 1/4	14 1/2	15 1/4	16 1/2
SE-UL	11 1/4	12 1/8	12 1/2	13 1/4	14 1/2	15 1/4	16 1/2
SE-UL	11 1/4	12 1/8	12 1/2	13 1/4	14 1/2	15 1/4	16 1/2
SE-UL	11 1/4	12 1/8	12 1/2	13 1/4	14 1/2	15 1/4	16 1/2
SE-UL	11 1/4	12 1/8	12 1/2	13 1/4	14 1/2	15 1/4	16 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de semaine par une grande banque de la place.

ÉTRANGER

AU DANEMARK

Le gouvernement ne pourra échapper à l'adoption de nouvelles mesures d'austérité

De notre correspondante

Copenhague. — La Privatbanken, une des trois principales banques privées du Danemark, vient de publier son bilan qui ne fait que renforcer l'inquiétude des experts et des milieux d'affaires au sujet de l'évolution économique du pays.

Écartant les déclarations répétées du gouvernement minoritaire social-démocrate qui rejette les difficultés du royaume sur la crise internationale, cette étude souligne que le Danemark porte en grande partie la responsabilité de ses propres problèmes, car il est incontestablement l'un des pays d'Europe qui ont réagi le plus mal aux événements mondiaux.

Le déficit de la balance des paiements atteindrait 19 milliards de couronnes (13,5 milliards de francs en 1982) contre 13 milliards de couronnes en 1981. L'impasse budgétaire représente 15 % du P.N.B. alors que plus de la moitié des Danois tirent leurs revenus des caisses publiques d'une manière ou d'une autre.

En juin, le gouvernement de M. Joergensen, conscient de cet état de choses, mais désireux de s'accrocher coûte que coûte au pouvoir,

avait fait montre d'optimisme et repoussé à la rentrée d'octobre le soin de mettre au point de nouvelles mesures d'austérité indispensables. Aujourd'hui, il ne peut plus attendre cette échéance et il doit faire vite, s'il veut éviter le pire.

Le premier ministre a entamé des consultations avec les représentants syndicaux. Il a laissé entendre qu'il réfléchissait à la possibilité d'élargir son cabinet avec les radicaux (qui avaient renforcé, en novembre 1981, le précédent gouvernement minoritaire social-démocrate), mais une telle solution n'apparaît ni probable ni même souhaitable. Elle n'apporterait d'abord aucune majorité à M. Joergensen, puisqu'il ne pourrait s'appuyer que sur soixante-huit députés — soixante-dix à la rigueur, en comptant les représentants du Groenland et des Féroé — sur cent soixante-dix-neuf. Ensuite, une fraction importante des membres du parti radical, comme un noyau dur et influent du parti social-démocrate, y sont tout à fait hostiles. Toutefois avec les Danois, et M. Joergensen en particulier, il faut s'attendre à toutes les surprises.

CAMILLE OLSEN.

Sahel : après la grande sécheresse

III. — Un contrat de génération

par JACQUES GRALL

Le bois et l'eau sont des biens précieux que l'on se dispute au Sahel (le Monde des 10 et 11 août). Ce pays qui fit tant parler de lui lors de la grande sécheresse de 1973. Les pays développés ont depuis accentué leur aide. Mais celle-ci peut parfois être cause de déséquilibre si elle n'est pas utilisée à bon escient.

Le déséquilibre existait au Sahel avant la grande sécheresse. Depuis, la pression démographique s'est accrue, de l'ordre de 2,5 % par an, avec le surpâturage de la déforestation qui l'accompagne. « Que la production stagne ou se répète, c'est déjà un succès », estime le ministre nigérien du développement rural. Pour l'ensemble des pays concernés, il n'y a pas de solution à court terme. Il y faut, comme l'appelle joliment M. Georges Bourgoignie, du Club du Sahel (1), « un contrat de génération entre la communauté internationale et le Sahel ».

Dans la conscience des pays développés, le Sahel fait recette. En 1979, l'aide publique au développement atteignait 40 dollars par tête pour les pays membres du C.L.I.S.S. (2), contre 19 pour le reste de l'Afrique et 8 en Asie. Cette aide publique, qui représente 90 % des ressources financières extérieures des pays sahéliers, s'est élevée de 1975 à 1980 à près de 7,5 milliards de dollars. Parmi les principaux donateurs, la France arrive en tête avec 19 %, suivie du Fonds européen de développement, 12,7 %, de la R.F.A. 8,7 %, des

Etats-Unis 8,2 %, de la Banque mondiale 8,2 % et de l'Arabie Saoudite, 7 %.

L'utilisation faite de ces sommes nous instruit. Chapitre le mieux doté : les infrastructures avec 19,7 %. On fut tellement frappé par les difficultés rencontrées pour acheminer les secours, en 1973, que les projets de voies de communication ont fleuri. Au point que le Club du Sahel, dont c'est la mission, a dû faire se rencontrer les donateurs et leur montrer une carte : y figuraient des morceaux de route qu'il devenait urgent de songer à raccorder. Aujourd'hui, on se demande si le cinquième de l'aide pour les infrastructures représente une bonne priorité. Il faudra corriger le tir avant que « le Sahel ne soit devenu saharien, avec des routes en béton et des personnes pour rouler dessus ».

Le second poste, qui absorbe 13,7 % de l'aide représente en fait la culture d'urgence au fonctionnement des Etats : soutien à la balance des paiements, soutien budgétaire. Ces investissements à fonds perdus sont le prix de la stabilité relative, de la sécurité aussi. Leur ampleur, qui va croissant, met en lumière un aspect de l'aide au tiers-monde, celui de la responsabilité des Etats dans la conduite de leur économie : trop de fonctionnaires, des prix largement subventionnés aux consommateurs, des importations massives qui destablisent les faibles productions lo-

cales, une épargne improductive, des investissements privés paralysés, de gros projets bureaucratiques en faillite, ne se traduisent pas par une production de richesses. En second lieu, combien de projets de développement n'y concourent plus, parce qu'ils entraînent des frais de fonctionnement et des dépenses en chaîne (coûts récurrents) non couverts par les donateurs et que les Etats ne peuvent payer.

Cette aide au fonctionnement fait partie avec l'aide alimentaire (10,3 %) et l'assistance technique (18,1 %) du chapitre des aides dites « hors projets » dont l'augmentation signifie « une dégradation de la situation économique et financière des Etats du Sahel », estime M. Bourgoignie. Pour les programmes de lutte pour l'autosuffisance alimentaire et contre la désertification, les pourcentages sont plus faibles. Cultures pluviales, 8 % ; cultures irriguées, 9,5 % ; élevage, 5 % ; pêche, 1,5 % et enfin reforestation, 1,4 %. Mais, note le représentant du Club du Sahel, « pour 100 millions de dollars engagés dans les projets de cultures pluviales, le quart concerne les cultures vivrières et les trois-quarts les cultures d'exportation ». Quant aux crédits de reforestation, il ajoute : « C'est peu, mais plus qu'auparavant, car ils ont progressé de 71 % en un an. Les donateurs et décideurs (les Etats du Sahel) n'avaient pas suffisamment conscience de la dégradation géométrique de la forêt ».

Le risque pour les Etats du Sahel, au-delà de leur responsabilité propre, serait que l'intérêt que leur portent les pays développés ne s'émousse. C'est, semble-t-il, la pression démographique de l'opinion publique qui, depuis 1973, a incité les pays « riches » à donner, puis à organiser avec les dirigeants sahéliers la lutte pour la survie. La faiblesse des résultats obtenus incitera peut-être les donateurs à réorienter leurs aides et, dans ce cas, le « contrat de génération » a peu de chances d'être rempli. Ils voudront sans doute contrôler plus encore les aides hors projets, et imposer des lors des changements structurels inacceptables par les Etats africains. Inacceptables parce qu'il y aura eu « ingérence » et parce que la pérennité des « pouvoirs en place » ne serait pas assurée du fait des retombées sociopolitiques apportées par ces changements.

S'il fallait ajouter un élément de précarité de plus, dans la liste déjà longue des fragilités du Sahel, le maintien du niveau de l'aide internationale serait celui-ci.

Depuis 1974, le Sahel n'a certes pas connu de crises majeures et l'objectif des Etats du C.L.I.S.S. demeure l'autosuffisance alimentaire pour l'an 2000, ce qui signifie multiplier par deux les productions végétales et animales. Mais comment gagner cette course de vitesse quand les éléments du « progrès » deviennent ici sources de déséquilibre : trop grande pression animale, trop grande pression démographique.

Pour vaincre la précarité, le Sahélien possédait autrefois une planche de salut, une seule : le mouvement.

Mouvement des terres cultivées tour à tour pour éviter l'épuisement : mouvement des animaux qui transhumait d'un point d'eau à l'autre ; mouvement du village aussi. Les forages ont limité la transhumance, favorisé le surpâturage. Chez les animaux qui ne pratiquent plus la « cure salée » apparaissent des carences minérales. Les humains, qui provoquent le désert en allant cou-

per de plus en plus de bois, ne restent pas à l'abri des maladies en devenant des néosédentaires : le « péril focal », comme disent les spécialistes, les guette.

Finalement, est-ce que la plus grande responsabilité des hommes dans la désertification ne serait pas là, dans la sédentarisation, dans l'absence de mouvement qu'imposent peu à peu les structures toujours plus rigides des administrations et des Etats (que représentent pour un éleveur pour les frontières du Niger ou du Mali ?), la tendance à la fixation sur un coin de terre pour les agriculteurs, depuis que, venu de la ville, le droit de propriété pénètre lentement, mais pénètre, les campagnes, où l'on ne connaît pas qu'un droit d'usage. Cependant pour avoir le désir de replanter les arbres de la survie, ne faut-il pas envisager la permanence de l'habitat ? Alors, bouger ? Ne plus bouger ? Cette fois, on s'y perd. Et l'on voudrait que les populations « participent »...

FIN.

(1) Association informelle réunissant les représentants des donateurs et des décideurs dont le siège est à l'O.C.D.E. à Paris.

(2) Le Comité inter-Etats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel comprend les Etats du Cap-Vert, le Tchad, la Gambie, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et la Haute-Volta.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JEAN PATOU PARFUMEUR S.A.

vient de reprendre le contrôle de sa société de distribution américaine

JEAN PATOU INC.

dont elle a racheté la totalité du capital qui appartenait depuis seize ans à la société BORDEN Inc.

Cette opération a été réalisée avec l'appui de la

BANEXI

qui a agi comme conseiller de l'acquéreur.

EPEDA-BERTRAND FAURE

POUR le premier semestre 1982, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'est élevé à 950 millions de francs, en augmentation de 44 % sur celui du semestre correspondant de 1981. Cette progression inclut les ventes de la société Desey, à compter du 1^{er} janvier 1982.

A structure comparable, la progression du chiffre d'affaires hors taxes consolidé est de 27,6 %.

SOCIÉTÉ EPEDA-BERTRAND FAURE

Pour ce qui concerne la société EPEDA-BERTRAND FAURE, le chiffre d'affaires hors taxes du premier semestre 1982 a atteint 252,5 millions de francs, soit une augmentation de 18,9 % par rapport à celui de la période correspondante de 1981.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● Le groupe Worms vient de racheter par sa filiale interposée A.R.C. (Aménagement Rénovation Construction) la participation majoritaire (50 %) que la société d'ingénierie SERETE détenait dans SÉRETE Aménagement, affaire spécialisée dans cette activité. Le montant de la transaction n'a pas été rendu public.

Grossi de SERETE Aménagement, l'A.R.C., qui s'occupe également de promotion immobilière, en centre ville, pour élargir la gamme de services offerts à sa clientèle.

A la SERTE, on précise que ce désinvestissement permettra en renforçant les fonds propres de l'entreprise, d'accélérer le programme d'investissement lancé pour améliorer la productivité dans la fourniture de prestations d'ingénierie. Le Crédit Lyonnais et la Banque privée de gestion financière (B.P.G.F.) resteront actionnaires de SERETE Aménagement à hauteur respectivement de 32 % et de 14,4 % des titres étant détenus par des particuliers.

Conjoncture

● Le volume des investissements dans l'industrie devrait décroître de 6 % en 1982, les chefs d'entreprise prévoyant une hausse de 7 % de leurs dépenses en valeur dans ce domaine et de 14 % du prix des biens d'équipement, indique l'INSEE dans son enquête réalisée en juin. Selon les premiers résultats de cette enquête publiée, en juillet, les trois mille industries interrogées prévoyaient une baisse de 5 % du volume des investissements (le Monde 15 juillet).

Social

● Un accord sur la réduction de la durée du travail a été conclu entre la direction des Charbonnages de France, Chimie-Ethylène et plastiques (C.E.P.) et les syndicats C.F.T.C. et C.G.C. Selon un communiqué de la direction, publié le 10 août, le personnel posté effectuera trente-six heures par semaine dès le 1^{er} octobre 1983 et le personnel de jour trente-sept heures. Une compensation de 66 % du salaire est prévue pour la trente-septième heure et de 50 % au moins pour la trente-huitième. C.d.F. Chimie E.P. va proposer un contrat de solidarité permettant l'embauche d'une centaine de personnes.

● P.T.T. : Grèves dans le Pas-de-Calais. — Depuis une semaine environ, une partie des préposés des P.T.T. à Boulogne-sur-Mer sont en grève : seuls les services d'urgence sont assurés. Ce mouvement a gagné plusieurs autres villes du Pas-de-Calais, notamment Calais et Saint-Omer. Il est soutenu par la C.G.T. et la C.F.D.T. et a pour but de dénoncer les décisions de la direction concernant les auxiliaires.

Etranger

ARGENTINE

● L'inflation en Argentine a atteint en juillet son taux mensuel le plus élevé depuis six ans. Selon les statistiques officielles, l'indice des prix de détail a augmenté de 16,3 % en juillet, contre 7,9 % en juin, et celui des prix de gros de 27,7 %. Ces résultats sont bien supérieurs aux prévisions des milieux économiques qui avaient chiffré l'inflation à 14 % pour les uns et à 20 % pour les autres. C'est le secteur de la construction qui a subi la plus forte hausse (22 %) suivi de l'alimentation et des boissons (21,1 %) et de l'équipement ménager (18,8 %). Le taux annuel de l'inflation s'élève à 137,2 %, alors qu'en 1981 l'inflation avait atteint 131,3 %. En 1976, le chiffre record de 350 % avait été enregistré. — (A.F.P.).

BRESIL

● Crédits internationaux pour le programme minier de Carajás, au Brésil. — Le Brésil recevra cette année 1 504 millions de dollars sous forme de prêts internationaux pour la réalisation du programme minier de Carajás, en Amazonie, a annoncé le 9 août le ministre de la planification, M. Neto Signora, le 13 août à Washington, un accord portant sur 500 millions de dollars destinés à la société étatique Val do Rio doce, chargée de l'exécution du projet. En outre, le 20 août, seront parafés à Tokyo d'autres contrats financiers pour Carajás avec la Nippon Carajás, l'Eximbank du Japon et un groupe de banques japonaises pour un montant de 450 millions de dollars.

En septembre, diverses banques de la C.E.E. accorderont une série de prêts au Brésil pour une valeur de 600 millions de dollars et, en octobre, la Kreditanstalt signera une ligne de crédit de 150 millions de dollars. Le projet, qui s'étend sur une zone de 900 000 km², porte sur l'extraction de minerais de fer et la production d'aluminium destinés à l'exportation. Le coût du projet a été estimé à 8 milliards de dollars. — (A.F.P.).

R.F.A.

● Les prix en Allemagne fédérale ont augmenté de 0,2 % en juillet, contre 1 % en juin. L'Office fédéral des statistiques avait estimé provisoirement la hausse à 0,3 %. Calculé sur douze mois, le coût de la vie a progressé de 5,6 %, depuis juillet 1981 contre 5,8 % en juin, 5,3 % en mai et 5 % en avril. Le niveau élevé de la hausse des prix en juin, exceptionnel pour la R.F.A., avait été qualifié d'« accidentel » par le ministre ouest-allemand de l'économie, qui l'avait attribué à une forte augmentation des prix du tabac et ceux des carburants. L'indice s'est situé en juillet à 131,4 (base 100 en 1976). — (A.F.P.).

ÉNERGIE

EN DÉPIT DE LA HAUSSE DU DOLLAR

La facture pétrolière de la France est restée stable au cours du premier semestre

La facture pétrolière de la France a atteint 64,6 milliards de francs pour le premier semestre de 1982, montant pratiquement identique à ce qu'il avait été au cours des six premiers mois de 1981. La forte hausse du dollar, dont le cours moyen est passé, en un an, de 5,14 F à 6,14 F a entraîné une hausse du prix moyen de la tonne de pétrole brut importée de 17 F (1 618 F contre 1 587 F).

La hausse sensible de la consommation de produits pétroliers, qui est revenue de 46,5 millions de tonnes au premier semestre 1981 à 39,9 millions pour le premier semestre 1982, a compensé la hausse du dollar. Si la devise américaine s'était maintenue aux niveaux de 1981, la facture pétrolière du premier semestre aurait été voisine de 55 milliards de francs.

Les projections établies, à partir de ces statistiques douaniers, par le Bulletin de l'industrie pétrolière prévoient, sur la base d'un dollar à 7 F, pour l'ensemble de l'année une facture pétrolière de 135 milliards de francs contre 131,5 milliards en 1981. La facture énergétique totale de la France devrait cependant croître peu sensiblement en raison des augmentations de prix du gaz. Elle approcherait les 100 milliards de francs contre 162 milliards en 1981.

La dépendance de la France à l'égard de l'OPEP s'est sensiblement atténuée depuis un an. L'approvisionnement pétrolier de la France a été couvert à 76,8 % par les pays de l'OPEP au premier semestre 1982, contre 86,6 % au premier semestre

1981. La part de l'Arabie Saoudite est tombée de 51 % à 40 %, le Nigeria restant le deuxième fournisseur avec 9 %, suivi par l'Algérie (7,6 %), le Royaume-Uni (5,7 %) et l'Union soviétique (5,5 %).

Dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 août les prix des principaux produits pétroliers ont, comme prévu, augmenté. La hausse est de 9 centimes pour le litre de super et d'essence ordinaire, qui passent, dans la région parisienne, à 4,51 F et à 4,20 F, et de 6 centimes pour le gazole et le fuel domestique, qui seront désormais vendus en région parisienne 3,43 F et 2,48 F le litre.

L'application automatique de la nouvelle formule de fixation des prix aurait entraîné, en soit, une hausse de plus de 30 centimes pour l'essence et le super et de 12 centimes environ pour le litre de super et d'essence ordinaire pendant la durée du blocage des prix, qui prend fin en octobre.

Pour éviter l'impact brutal qu'une telle hausse aurait eu sur l'indice des prix du mois d'août, le gouvernement avait décidé, à la fin du mois de juillet, de limiter les hausses des prix des produits pétroliers à 9 centimes par mois pour l'essence et le super et à 6 centimes pour le gazole et le fuel domestique pendant la durée du blocage des prix, qui prend fin en octobre.

Les deux sociétés A.G.F. VIE et A.G.F. I.A.R.T. sont filiales de la Société Centrale des A.G.F. qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des Sociétés constituant le groupe des A.G.F.



SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SOCIÉTÉ ANONYME CRÉÉE PAR LA LOI DU 4-1-1973
CAPITAL SOCIAL : 407 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL : 87, rue de Richelieu, PARIS 75002

CHIFFRES D'AFFAIRES MONDIAL

(En millions de francs)

1 ^{er} semestre 1982	1981	1982	Variation %
A.G.F. VIE	2 066	2 473	+ 19,7
A.G.F. I.A.R.T.	2 849	3 352	+ 13,7
	5 015	5 825	+ 16,2

Les deux sociétés A.G.F. VIE et A.G.F. I.A.R.T. sont filiales de la Société Centrale des A.G.F. qui a exclusivement pour objet de détenir directement ou indirectement la totalité des actions des Sociétés constituant le groupe des A.G.F.

- 1 600 AGENTS GÉNÉRAUX.
- LES RÉSEAUX COMMERCIAUX DES A.G.F. DANS PLUS DE 50 PAYS METTENT LEUR EXPÉRIENCE À VOTRE SERVICE.

MARCHÉS FINANCIERS

LA BOURSE DE PARIS
Le marché déçoit

INDICATEUR	12 août	11 août	10 août
Indice Cote 100	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 200	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 300	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 400	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 500	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 600	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 700	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 800	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 900	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 1000	101,1	101,1	101,1

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ	CHIFFRE D'AFFAIRES	PROFIT
EPEDA-BERTRAND FAURE	950 millions	27,6 %
SOCIÉTÉ EPEDA-BERTRAND FAURE	252,5 millions	18,9 %

INDICATEUR	12 août	11 août	10 août
Indice Cote 100	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 200	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 300	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 400	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 500	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 600	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 700	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 800	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 900	101,1	101,1	101,1
Indice Cote 1000	101,1	101,1	101,1

BOURSE DE PARIS Comptant

10 AOUT

NEW-YORK

Une nouvelle reprise tourne court

Pour la seconde fois consécutive Wall Street a esquissé mardi un mouvement de reprise. Mais, comme la veille,

Pour la seconde fois consécutive Wall Street a esquissé mardi un mouvement de reprise. Mais, comme la veille, cette tentative a échoué, et l'indice de industriels, un moment remonté à 789,10, s'est finalement établi à 779,30 soit à 1,05 point en-dessous de son précédent niveau, le plus bas depuis vingt-sept mois et demi. Une assez forte activité a continué de régner, ce 53,23 millions de titres ont été échangés contre 54,56 millions.

En assés vil' repli' aux Etats-Unis, l'or s'est très légèrement redressé à Londres : 337,25 dollars l'once contre 336 dollars lundi en fin d'après-midi. En raison de la baisse du dollar (monnaie de référence), le lingot a encore perdu 700 F à 75 050 F. A parité, l'or à Paris n'a cependant guère varié (335,26 dollars l'once contre 335,02 dollars). Reprise du napoléon à 608 F (+ 7 F).

L'évolution des taux d'intérêt mais aussi les perspectives assombries d'une reprise de l'expansion économique restent les principaux sujets de préoccupation. S'agissant du loyer de l'argent, les derniers pronostics sur un gonflement de la masse monétaire pour la semaine du 3 août inquiètent les opérateurs. Quant au redémarrage de l'appareil industriel américain, il devient problématique à mesure que s'écoulent les semaines. A ce sujet, M. Donald Reagan déclara qu'un rejet par le Congrès du projet de loi sur l'augmentation des impôts couvrirait la reprise attendue. Ses propos ont été retenus avec attention surtout du « Big Board ».

Sur 1 833 valeurs traitées, 694 ont baissé, 670 ont monté et 469 n'ont pas varié.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1963)

ments viennent de s'associer avec deux banques britanniques, la Midland Bank et la National Westminster Bank pour étudier le financement d'une éventuelle « liaison fixe » à travers la Manche. Un groupement franco-britannique pour le financement de la liaison fixe a été fondé à cet effet et les études qu'il entreprendra devraient être achevées dans le courant de l'année sur la base des besoins exprimés par les ministères des transports des deux pays.

Pour sa part, le gouvernement britannique s'est déclaré d'ores et déjà favorable à la construction de ce lien fixe sous la réserve que les fonds nécessaires soient fournis par la moindre contribution des fonds publics britanniques ou encore de garantie

BARCLAYS BANK. — La première banque de dépôt de Grande-Bretagne vient d'acquiescer la petite banque de commerce irlandaise, Commercial Banking Company, afin de développer son implantation en Irlande, pour y ouvrir une cinquantaine de succursales.

La Commercial Banking Company possède six succursales dans diverses villes d'Irlande, et son actif atteint environ 6 millions de livres sterling. La Barclays se propose d'accroître ses activités, principalement dans le financement des moyennes entreprises et du commerce import/export, en vue de cette opération.

10 AOUT

[illegible]

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, le cotage des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus donner l'exactitude des données avant de l'après-midi.

			"Compt."								
--	--	--	----------	--	--	--	--	--	--	--	--

[illegible]

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CRISE : « Une mutation à négocier en vingt ans », par André Croquet ; « La crise sociale des prix reste à réinventer », par J.-F. Delorme ; répliques à Paul Boccard et Christiane Bouffier.
- L'ATTENTAT DE LA RUE DES ROSIERS
- 3 à 5. LIBRE OPINION : « Un tragique retour du destin », par Daniel Astan.

ÉTRANGER

6. PROCHE-ORIENT : Les négociations sur le retrait des Palestiniens de la capitale libanaise.
7. AMÉRIQUES : CANADA : M. Ryan abandonne la direction du parti libéral québécois ; MEXIQUE : la crise économique est aggravée par la longue période de transition présidentielle.
7. EUROPE : ITALIE : M. Spadolini est chargé de former le nouveau gouvernement.
7. AFRIQUE : 8. DIPLOMATIE : « La France soutiendra à l'ONU la position argentine sur les Malouines », affirme Buenos-Aires.
8. ASIE : AFGHANISTAN : deux nouveaux prisonniers soviétiques ont été transférés en Suisse.
- ARTS ET SPECTACLES
9. CINÉMA : le Festival de Teorima.
- L'ART DE PARIS : Tony Carol, chanteur.
- 10-11. MUSIQUE EN CALIFORNIE : l'italien de Los Angeles ; l'opéra d'une côte à l'autre ; l'IRCAM de Stanford.
- UNE SÉLECTION ; PROGRAMMES EXPOSITIONS.
- 15 à 17. PROGRAMMES SPECTACLES.

ÉQUIPEMENT

17. TRANSPORTS : la construction du métro de Mexico est reportée.
18. ENVIRONNEMENT : nervosité à Chomieu après l'arrêt des travaux aux Grands-Moutiers.

SOCIÉTÉ

19. PESTES MÉDICAL : SCIENCES.

ÉCONOMIE

21. CONJONCTURE : le blocage des prix et des revenus ; soixante-huit mille établissements ont été créés en un mois et demi.
22. AFFAIRES : ÉNERGIE.

RADIO-TELEVISION (14) INFORMATIONS « SERVICES » (18) :
La maison ; Jeux ; Mots croisés ; Journal officiel ; Météorologie.
Annonces classées (20) ; Carnet (18) ; Programmes spectacles (15 à 17) ; Bourse (23).

TENNIS A PARIS

STAGES LONGUE DUREE
1 heure par semaine pendant 4 ou 5 mois
STAGES INTENSIFS
de mai à septembre, Noël, Pâques.
tennis-action
734.36.36
équipé par *tennis-action*

BAC et SC.PO
préparation simultanée pour élèves de bon niveau et redoublants terminale
CEPES
17, rue Ch.-Lafitte, 92 544/756.00.79
enseignement supérieur privé

A PARIS

Action directe revendique un nouvel attentat contre un objectif « sioniste »

Un attentat par explosifs a été commis à Paris, dans la nuit du mardi 10 au mercredi 11 août, vers 0 h 40 : l'engin explosif, déposé sur le rebord d'une fenêtre d'un immeuble situé, 20, rue de la Baume (8^e arrondissement), a blessé une passante qui promenait son chien, Mme Marie-France Vilela, trente-neuf ans. Sérieusement atteinte aux jambes et aux yeux, Mme Vilela a été hospitalisée dans le service d'ophtalmologie de l'Hôtel-Dieu. L'immeuble visé par l'attentat abrite plusieurs sociétés, dont une entreprise spécialisée dans l'importation d'agrumes d'Israël, la Citrus marketing of Israel, et une banque de gestion privée (anciennement banque Meyer). L'un de ses responsables a déclaré qu'elle n'était « pas un établissement juif et n'entretient aucune relation avec Israël ». Une revendication, écrite avec de la peinture, a été découverte dans un immeuble voisin : « Retrait immédiat et inconditionnel des fascistes israéliens. Si les Palestiniens sont chassés de Beyrouth, nous tirons les financiers et propagandistes du sionisme. A.D. ». Ce signe est celui de l'organisation Action directe qui a revendiqué ces dernières semaines plusieurs attentats contre des bâtiments ou symboles supposés d'Israël en France.

L'organisation Action directe, née en 1973, a déjà longuement fait parler d'elle. Regroupant des militants libéraux et socialistes prenant l'initiative de « communistes révolutionnaires », leurs premières actions jusqu'en 1981 — essentiellement des mitraillages de bâtiments — ont visé des sociétés immobilières, des clubs touchant au monde du travail (siège du C.N.P.F., ministère du travail) et des symboles des pouvoirs publics (ministère de la coopération, Ecole militaire). Après l'annexion de l'été 1981, le groupe Action directe a semblé se réinventer et corriger sa tactique. De clandestin, il a voulu, tout au moins en partie, vivre de manière « ouverte ».

Les actions violentes ont cependant vite repris leur rythme. Ainsi, à la fin du mois de mai et début juin, une série d'attentats ont précédé et accompagné, dans la région parisienne, le sommet de Versailles et la venue en France de M. Ronald Reagan (attentat contre la Gare d'Orsay, l'école américaine de Saint-Cloud, le siège du F.M.I., etc.). Ces actions contre des intérêts américains, ou des bâtiments censés symboliser ces intérêts, se sont superposées à une série d'attentats contre des symboles d'Israël. Ainsi, la police soupçonne-t-elle Action directe d'avoir mitraillé, le 31 mars, la façade de la mission d'achat du ministère israélien de la défense à Paris. Ainsi la justice s'empare-t-elle à comprendre qui a pu être le rôle, éventuel et non prouvé, du groupuscule

dans l'assassinat du diplomate israélien Yacov Barakman, à Paris, le 3 avril. Rappeler que cet attentat fut revendiqué par les « Fractions révolutionnaires armées libanaises ». Après une courte accalmie, la « lutte armée » contre Israël à Paris a repris au mois d'août, en relation avec l'entrée des troupes israéliennes au Liban. Action directe a de la sorte revendiqué le mitraillage, au début du mois, de la voiture d'un fonctionnaire de l'ambassade d'Israël. Depuis, d'autres attentats ont été revendiqués par le groupe français : contre la Discount Bank, filiale de l'Européenne des banques (ex-groupe Rothschild), contre la société Nemor et, dernier en date, contre l'immeuble du 20, rue de la Baume.

Pour la police, ces actions violentes s'inscrivent dans la logique politique d'Action directe. A savoir, une violence cherchant à « internationaliser les luttes » et à poser le groupuscule français comme une organisation active et solidement structurée. Aussi l'arrestation du huit de ses militants, mardi 10 août (trois militants américains, semble-t-il, n'ont rien apporté aux enquêteurs. Ces militants connus et inconnus n'auraient pas, à coup sûr, commis l'imprudence d'avoir eux-mêmes commis des attentats. Ce mercredi matin, Jean-Marc Rouillon, l'un des chefs d'Action directe était toujours placé en garde à vue, alors que Frédéric Oriach, ancien militant maoïste, était relâché.

LAURENT GRELSAUMER.

A la Caisse d'assurance-maladie de la région parisienne

LES PROPOSITIONS DES ADMINISTRATEURS PROVISOIRES SONT ACCUEILLIES FAVORABLEMENT PAR LES GESTIONNAIRES C.G.T.

Les syndicats gestionnaires (C.G.T., F.O., C.F.D.T.) du comité d'entreprise (C.E.) de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la région parisienne (C.P.A.M.) ont été « réunis » mardi 10 août par les deux administrateurs provisoires afin de trouver une issue au conflit qui les oppose. En cas d'échec, les militants, qui semblent très préoccupés avant tout de la sauvegarde de l'emploi des deux cent cinquante permanents et mille saisonniers, seraient amenés à négocier une partie du patrimoine du C.E. évalué à plus de dix millions de francs.

Présente en qualité d'observateur à la réunion de conciliation, la section syndicale C.G.T. a émis une proposition de compromis : le C.E. serait divisé en deux parties, l'une affectée à la Caisse d'assurance-maladie et l'autre à la Caisse d'allocations familiales.

Elle a tenu à souligner qu'il n'y avait eu en aucun cas d'« escroqueries » mais « des erreurs de gestion qui ont été défectueuses et qui à tous les agents de la Caisse causent des erreurs ». Elle a fait valoir que la volonté de pratiquer des prix pour les usagers. Les deux autres organisations représentées par leurs représentants ont accepté les propositions qui ont été faites. Elles ont tenu à souligner que l'union syndicale, mise en place d'une commission financière, composée des trois syndicats, a déjà examiné les dépenses actuelles ; élaboration d'un nouveau protocole d'accord avec le ministère des affaires sociales et de la solidarité et nomination d'un magistrat de la Cour des comptes pour examiner la situation financière passée du C.E. Seul les gestionnaires C.G.T. du C.E. ont donné une réponse favorable ; les deux autres organisations réservant leur réponse jusqu'à jeudi, date théorique de la création de la commission financière. Pour sa part, la section C.G.T. du personnel a exposé ses propositions de réduction des dépenses, de réduction des dépenses de sept millions, et d'autre part, « arrêt de la guerre et de la cuisine intersyndicale » au profit d'un accord entre les trois gestionnaires du C.E.

LE DIFFÉREND ENTRE LA C.E.E. ET LES ÉTATS-UNIS

Selon Washington la hausse du dollar explique en partie les prix de dumping des sidérurgistes européens

Tandis que le mardi 10 août à Bruxelles, des responsables de la C.E.E. faisaient le point sur le contentieux commercial entre les États-Unis et l'Europe, à Washington, le département du commerce continuait d'instruire les plaintes des aciéries américaines à l'encontre de leurs concurrents essentiellement européens. Il a rendu son second et dernier verdict préliminaire dans ce dossier, tout en rappelant l'arrangement intervenu entre le gouvernement de M. Reagan et la C.E.E. afin de limiter les importations d'acier au marché américain. L'accord est toujours considéré comme « équitable » par Washington bien qu'il ait été remis en cause par des sidérurgistes et notamment par U.S. Steel et Bethlehem Steel.

Cependant, un collaborateur du secrétaire au commerce s'est montré plus dubitatif : il a estimé qu'il était nécessaire d'« attendre que la poussière retombe » pour voir clair.

Statuant sur le second volet des plaintes américaines, le département du commerce a conclu provisoirement que les ventes aux États-Unis de certains aciers européens se faisaient à des prix de dumping, pouvant atteindre jusqu'à 41 %. Des droits compensateurs, ajoutés, il serait annoncé le 26 octobre en fonction des conclusions définitives de l'enquête qui est actuellement menée.

Les six pays concernés sont la Belgique, la R.F.A., la France (Usinor et Sacilor), l'Italie, la Grande-Bretagne et la Roumanie. Le département du commerce s'en prend en outre aux exportateurs français qui ont — selon lui — accéléré leurs ventes avant l'imposition probable de droits compensateurs. Toutefois, le département du commerce a abondé dans le sens des thèses européennes en faisant valoir officiellement que les marges de dumping déterminées provisoirement « pourraient être réduites de manière importante ».

LE DOLLAR DE NOUVEAU AU-DESSUS DE 7 F

Les mouvements erratiques du dollar se poursuivent. Le dollar américain qui avait fortement baissé mardi, après la forte hausse de la veille, a, en effet, de nouveau fortement progressé, mercredi 11 août, sur toutes les places financières, dans des marchés jusqu'aux deux. Ainsi, à Paris, le cours du dollar a-t-il de nouveau franchi la barre de 7 F pour s'établir à 7,05 F (contre 6,95 F la veille) dans le même temps qu'il s'élevait à 2,280 Dlg à Francfort (contre 2,260) et à 2,260 yens à Tokyo, au plus haut depuis cinq ans.

Cette nouvelle flambée du dollar a passablement surpris les cambistes qui attendaient plutôt à une accalmie. Certains prévisions pessimistes concernent l'évolution de la masse monétaire aux États-Unis, et les conséquences qu'elle pourrait avoir sur la tenue des taux semblant être à l'origine de cette nouvelle poussée de dollar qui pourrait également expliquer par rétroaction des transactions.

La bonne tenue du dollar fait pour l'instant l'affaire de France, qui a vu son cours, se relever légèrement vis-à-vis du mark qui valait 2,725 F (contre 2,724 F).

LA CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES

Les États-Unis ne sont pas opposés à la démilitarisation de l'espace

Vienne (A.P.P., Reuter). — Les États-Unis ne sont pas opposés à la démilitarisation de l'espace, mais la deuxième conférence des Nations unies sur l'exploration et l'exploitation pacifiques de l'espace, qui est actuellement réunie à Vienne (Autriche), n'est pas le lieu d'un tel débat. C'est ce qu'a déclaré, en substance, mardi 10 août, M. James Beegs, administrateur de l'Agence spatiale américaine (NASA).

Interrogé sur l'éventualité de l'interdiction de toute arme dans l'espace, M. Beegs a ajouté que les États-Unis étaient d'accord sur ce point mais qu'il convenait de faire une distinction entre système et substance de renseignement militaire. Tous sujets qui, selon lui, ne peuvent être traités de manière sérieuse qu'au sein du comité des Nations unies sur le désarmement. Toute tentative de détourner l'actualité de la conférence de Vienne sur l'utilisation pacifique de l'espace de sa véritable vocation se ferait rait d'ailleurs, a-t-il dit, à une opposition américaine.

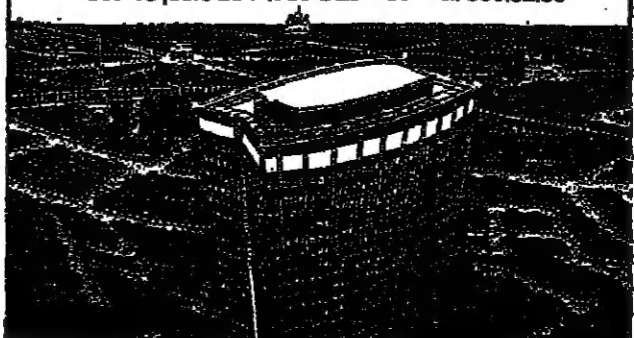
Enfin, l'administrateur de la NASA a déclaré ce qui est en fait le point de vue des États-Unis : la coopération dans le domaine spatial entre les États-Unis et l'Union soviétique, que son pays n'organiserait pas de vols communs avec l'U.R.S.S. tant que la situation en Pologne et en Afghanistan n'aurait pas été clarifiée.

REOUVERTURE 17 AOÛT 1982

NO 1 DE LA FOURRURE D'OCCASION
achat-dépôt-vente
LES DEUX OURS
106 Bd de Grenelle
Paris 15^e M. La Motte Poquet
575.10.77

VISITE PANORAMIQUE

Tour Montparnasse
L'autre sommet de Paris
Boulevard - Terrasse - Bar - Boutique.
Toujours ouvert : enfants - familles - étudiants - groupes.
Tous les jours de 9 h 30 à 23 h 30 - tél. 538.52.56



LE CONGRÈS A APPROUVÉ LES AUGMENTATIONS D'IMPÔTS RÉCLAMÉES PAR M. REAGAN

L'évacuation

Une victoire cher payée

Après une nuit de négociations, le Congrès américain a approuvé mardi 10 août, par un vote de 377 à 27, les augmentations d'impôts réclamées par le président Reagan. Cette décision, qui a été saluée par les médias américains, marque une victoire pour le président, mais elle a été payée cher. Les augmentations d'impôts, qui s'élèvent à 1,9 milliard de dollars, sont destinées à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, à Washington, et à augmenter les dépenses militaires. Les opposants à ces augmentations ont souligné que cela entraînerait une augmentation des dépenses publiques et une augmentation de la dette nationale.

Le Congrès a également approuvé une loi qui autorise le président à augmenter les dépenses militaires de 1,9 milliard de dollars. Cette loi, qui est destinée à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, a été saluée par les médias américains. Elle marque une victoire pour le président, mais elle a été payée cher. Les augmentations d'impôts, qui s'élèvent à 1,9 milliard de dollars, sont destinées à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, à Washington, et à augmenter les dépenses militaires. Les opposants à ces augmentations ont souligné que cela entraînerait une augmentation des dépenses publiques et une augmentation de la dette nationale.

Le Congrès a également approuvé une loi qui autorise le président à augmenter les dépenses militaires de 1,9 milliard de dollars. Cette loi, qui est destinée à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, a été saluée par les médias américains. Elle marque une victoire pour le président, mais elle a été payée cher. Les augmentations d'impôts, qui s'élèvent à 1,9 milliard de dollars, sont destinées à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, à Washington, et à augmenter les dépenses militaires. Les opposants à ces augmentations ont souligné que cela entraînerait une augmentation des dépenses publiques et une augmentation de la dette nationale.

Le Congrès a également approuvé une loi qui autorise le président à augmenter les dépenses militaires de 1,9 milliard de dollars. Cette loi, qui est destinée à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, a été saluée par les médias américains. Elle marque une victoire pour le président, mais elle a été payée cher. Les augmentations d'impôts, qui s'élèvent à 1,9 milliard de dollars, sont destinées à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, à Washington, et à augmenter les dépenses militaires. Les opposants à ces augmentations ont souligné que cela entraînerait une augmentation des dépenses publiques et une augmentation de la dette nationale.

Le Congrès a également approuvé une loi qui autorise le président à augmenter les dépenses militaires de 1,9 milliard de dollars. Cette loi, qui est destinée à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, a été saluée par les médias américains. Elle marque une victoire pour le président, mais elle a été payée cher. Les augmentations d'impôts, qui s'élèvent à 1,9 milliard de dollars, sont destinées à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, à Washington, et à augmenter les dépenses militaires. Les opposants à ces augmentations ont souligné que cela entraînerait une augmentation des dépenses publiques et une augmentation de la dette nationale.

Le Congrès a également approuvé une loi qui autorise le président à augmenter les dépenses militaires de 1,9 milliard de dollars. Cette loi, qui est destinée à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, a été saluée par les médias américains. Elle marque une victoire pour le président, mais elle a été payée cher. Les augmentations d'impôts, qui s'élèvent à 1,9 milliard de dollars, sont destinées à financer la construction d'un nouveau bâtiment du Congrès, à Washington, et à augmenter les dépenses militaires. Les opposants à ces augmentations ont souligné que cela entraînerait une augmentation des dépenses publiques et une augmentation de la dette nationale.